

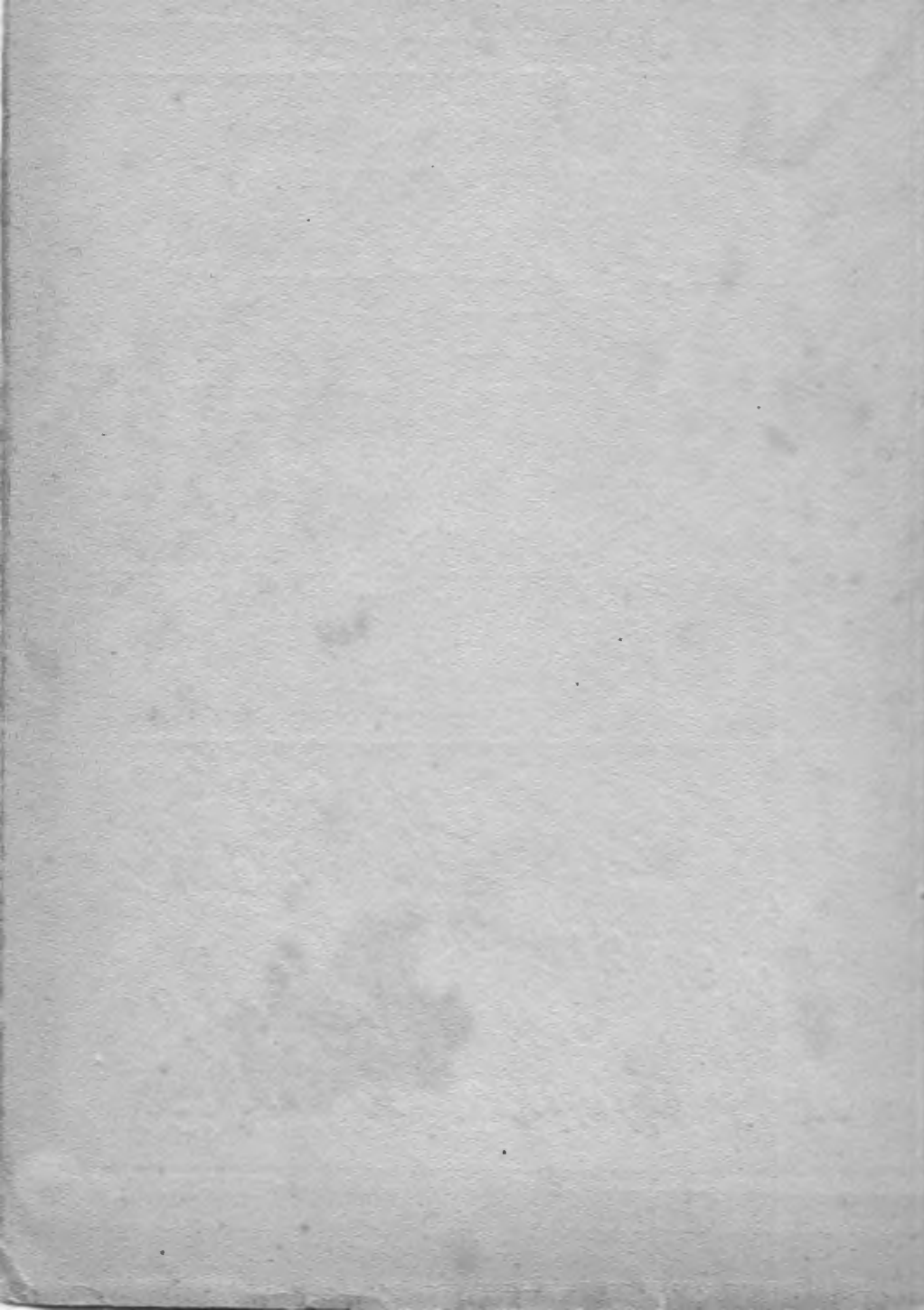
CLAUDE VARENNES

LE DESTIN DE MARCEL DEAT

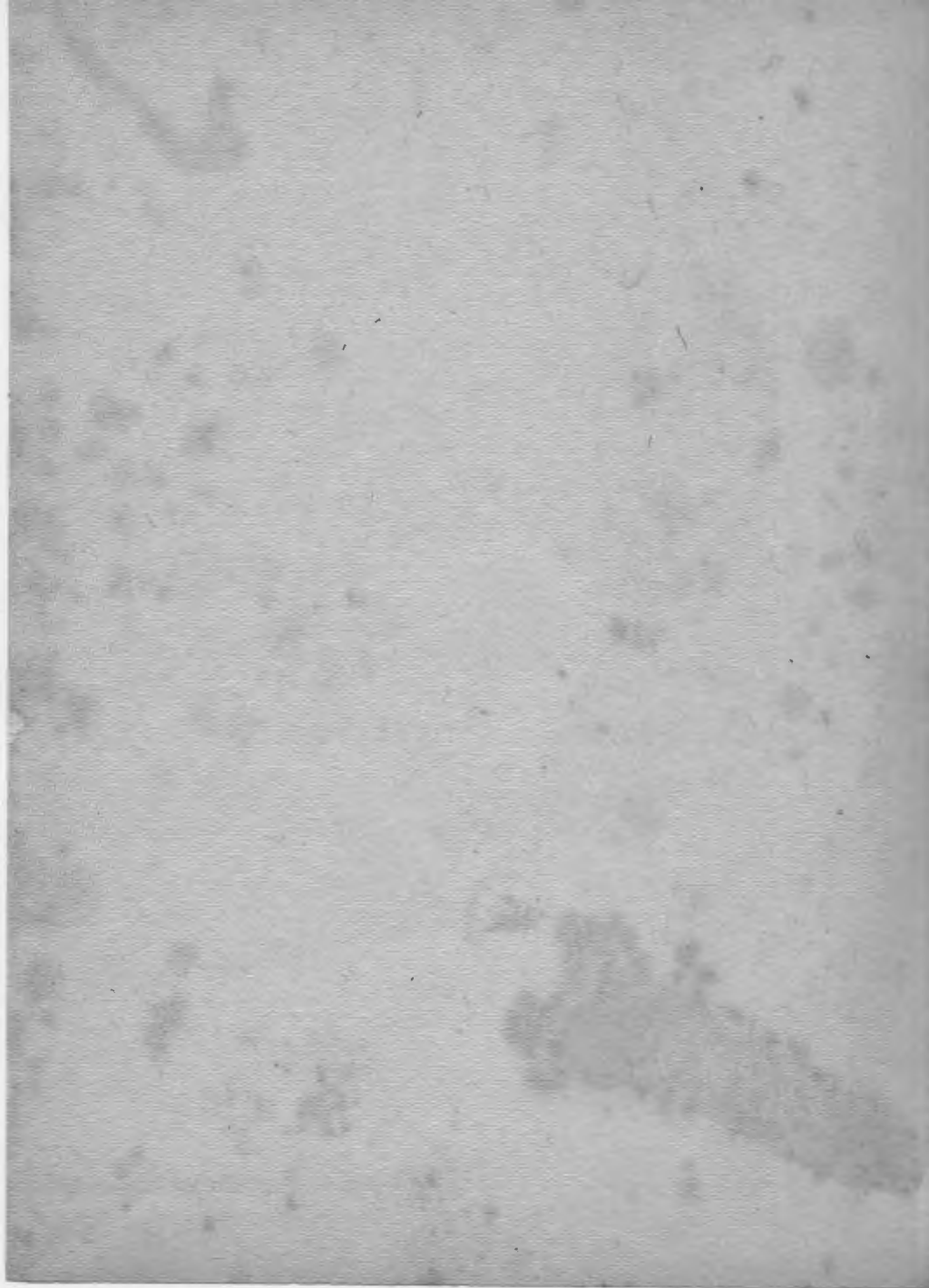


*Un témoignage
de première main
sur l'histoire
de 4 années terribles*

EDITIONS JANMARAY







Collection " Histoire et Politique "

Le Destin
de
Marcel Déat

ÉDITIONS JANMÁRAY

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
CINQ CENTS EXEMPLAIRES SUR
VELIN, NUMÉROTÉS DE 1 A 500
QUI CONSTITUENT L'ÉDITION
ORIGINALE.

Copyright 1948, by Editions Janmaray
Imprimé en France

CLAUDE VARENNES

Le Destin
de
Marcel Déat

ÉDITIONS JANMARAY

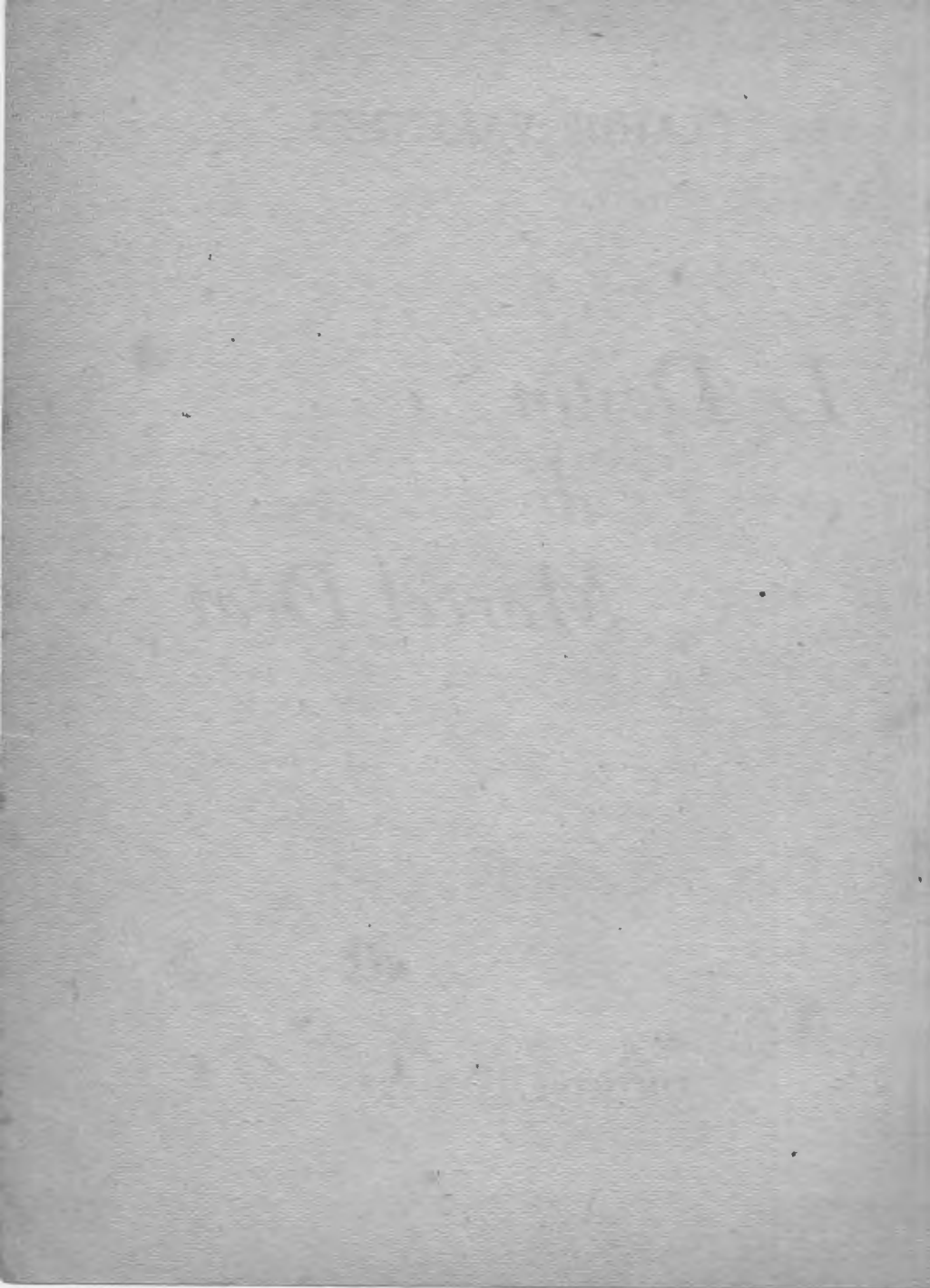
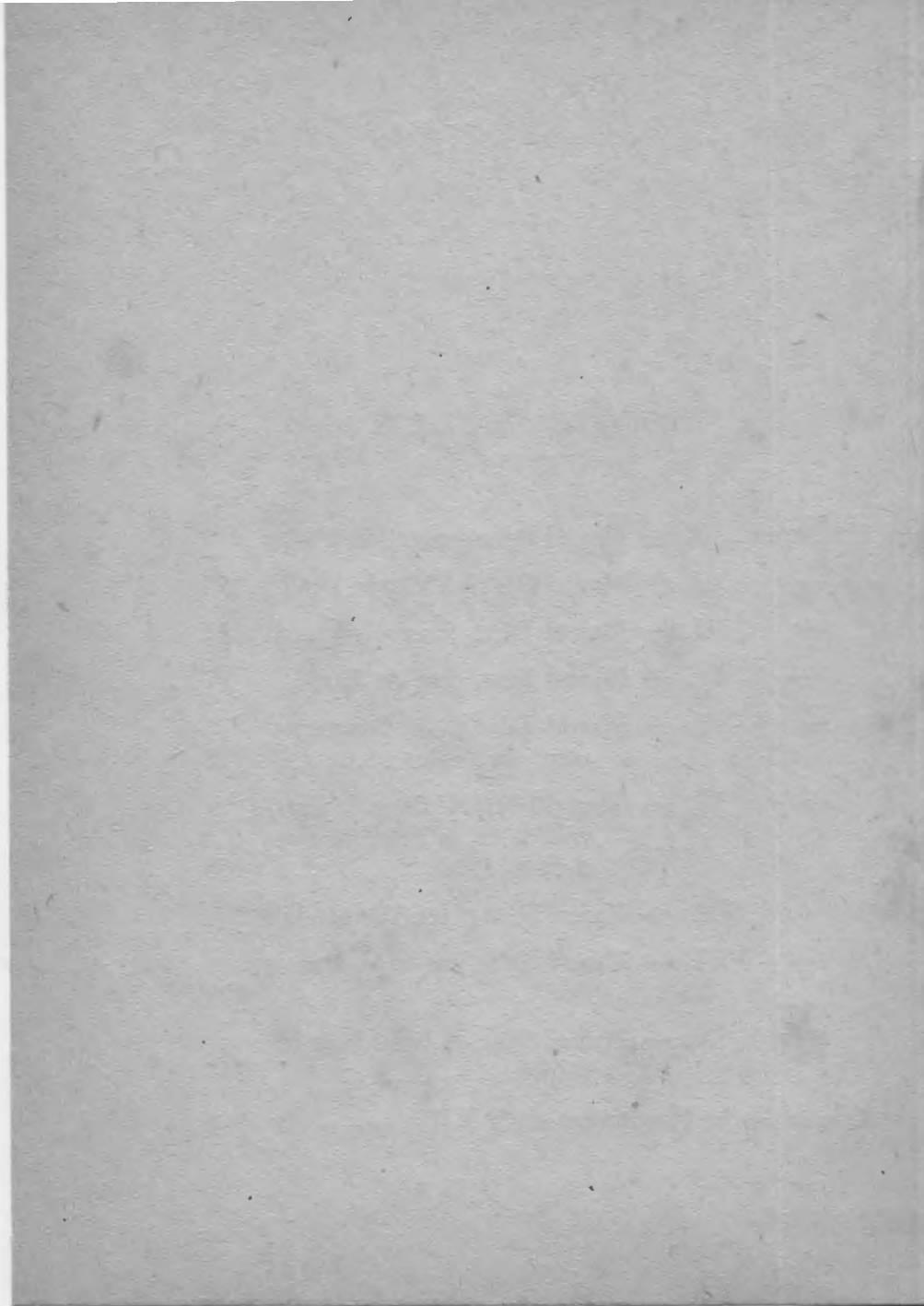


TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	I. — Marcel Déat avant juin 1940.	9
—	II. — Marcel Déat à Vichy en 1940.	25
—	III. — Marcel Déat, journaliste....	41
—	IV. — Marcel Déat, chef de Parti..	77
—	V. — Marcel Déat et le Gouverne- ment de Vichy	113
—	VI. — Marcel Déat, Ministre du Tra- vail et de la Sécurité Na- tionale	163
—	VII. — Marcel Déat et les Allemands.	209
—	VIII. — Marcel Déat en terre étran- gère	225
—	IX. — Marcel Déat, la légende et la réalité	247
	<i>Annexe.</i> — Le Programme du R.N.P.....	414



CHAPITRE PREMIER

MARCEL DEAT AVANT JUIN 1940

Fils d'un Auvergnat et d'une Bretonne, Marcel Déat était Nivernais de naissance. Lorsqu'il vint au monde, le 7 mars 1894, son père, employé dans l'Administration de la Marine, travaillait alors à Guérigny. Et la Nièvre resta sa vraie patrie. Il en avait le parler et l'accent. Sa famille s'y fixa. Il y conserva toujours une petite bi-coque campagnarde, où il aurait voulu finir ses jours, après avoir conquis Paris. Eternel rêve des paysans montés à l'assaut de la célébrité, dans la métropole lumineuse, et qu'un obscur instinct ramène, quand ils déclinent, vers la terre d'où ils vinrent.

Elève de l'école communale, ayant passé son certificat d'études, celui qui devint l'un des plus brillants produits de l'enseignement secondaire, conserva au fond de son cœur une véritable tendresse pour « la laïque ». Il demeurait très proche des instituteurs, car ils véné-

raient les siens. Mais, quelque soin qu'ils aient pris, ils ne réussirent jamais à lui enseigner à écrire lisiblement. Son écriture, en pattes de mouche, indéchiffrable pour d'autres que les familiers, était bien indigne de ces maîtres, si fiers de leur art calligraphique ! C'est d'ailleurs cette inaptitude à tenir une plume qui le conduisit à se servir habituellement d'une machine à écrire, dès qu'il put l'acheter. Nous verrons quel rôle cette machine, — car il n'en eut qu'une en vingt-cinq ans, — tint dans son destin.

Au Lycée de Nevers, puis à la « Khâgne » d'Henri IV, — où il était le condisciple de Paul Rives, — il fit ses études secondaires, brillamment, comme il fera toute sa vie ce qui sera spécifiquement intellectuel.

En juillet 1914, il est reçu à l'École Normale Supérieure. Un mois plus tard, c'est la guerre dont il dira un jour en riant, à Louis Lévy qui l'interrogeait, vers 1931 : « C'est un petit détail dans mon existence socialiste ¹. »

Il partit simple soldat. Il revint capitaine après avoir combattu quatre ans dans l'infanterie. Il avait cinq citations et la croix de la Légion d'Honneur. Son courage et son inaltérable bonne humeur lui avaient valu des amitiés indéfectibles. En 1944, alors qu'il était peut-être l'homme le plus haï de France, il recevait encore de ses poilus. Aucun d'entre eux ne pensait comme lui. Mais ils ne venaient pas voir le partisan résolu de la collaboration. Ils venaient fumer une pipe auprès de celui dont les

1. Louis LÉVY : *Vieilles Histoires socialistes* (1931).

calembours populaires déchaînaient leur rire, quel que soit le calibre des pruneaux qui arrosaient leurs tranchées.

Il rapporta de la guerre un petit livre d'un stoïcisme austère, où il raconte ses impressions quand un obus l'enterra vivant ; un goût réel pour les choses de l'armée, qui se concilia longtems avec un pacifisme né de l'horreur de la tuerie, comme celui de Georges Bonnet ; des observations sur les rapports de la guerre et du socialisme, semblables à celles d'Elie Halévy. Lui-même les résuma en ces termes à Louis Lévy : « Je fus frappé par la part de socialisme d'Etat dont on fit usage au début des hostilités. Ce n'était pas socialiste. Mais je pensais qu'il y avait là quelque chose à retenir. » On peut ajouter qu'il ne l'oublia pas. Cette phrase contient en germe l'idée qui fut peut-être son erreur fondamentale : la compatibilité de la guerre et du vrai socialisme, mieux même, l'espèce de filiation qui peut conduire de l'une à l'autre. On est frappé de la résonance bolcheviste d'une pareille conception, chez un homme qui, pourtant, ne composa jamais avec le communisme.

En 1919, il revient rue d'Ulm. Il est agrégé de philosophie l'année suivante, et il reste à l'Ecole au Centre de Documentation Sociale pendant trois ans. Il y subit l'influence de Célestin Bouglé, alors sous-directeur, chef de l'école sociologique française, lui-même disciple de Durkheim ; et fort peu celle de Lucien Herr. C'est à ce moment que ses idées socialistes prennent leur contour.

Il devint socialiste par l'étude, par une lente imprégnation, et non par une révélation soudaine. En 1912, il lit *L'Humanité*. Il assiste aux réunions du *Groupe des*

Etudiants collectivistes d'Henri IV, et collabore à leur petit bulletin tiré à cent exemplaires. Il va écouter Jaurès au Pré-Saint-Gervais, et accompagne la dépouille mortelle de Francis de Pressensé. En 1914, il prend sa carte de membre du parti socialiste unifié. Il racontait souvent que la philosophie avait eu plus d'influence sur lui que le mouvement prolétarien, auquel il ne fut d'ailleurs jamais mêlé. Par Kant il vint à Marx, qu'il lut la première fois dans le résumé classique de Gabriel Deville. L'influence des sociologues français acheva cette évolution.

Elle donna au socialisme de Déat sa coloration particulière. C'est un socialisme dont les fondements sont philosophiques et politiques, et très secondairement économiques ou sociaux. Rien ne l'attache au marxisme, sauf certaines méthodes d'analyse. Rien ne l'empêchera donc de créer un jour une doctrine socialiste, un peu à la manière dont un philosophe fait école. Avec toutes les différences qu'on voudra, Déat était socialiste comme Sartre est existentialiste. C'est pourquoi il fut toujours en marge du socialisme orthodoxe. Il ne parviendra jamais en effet à lier, comme d'autres, l'avènement du socialisme à la dictature du prolétariat, puisqu'il est devenu socialiste en dehors du mouvement propre de la classe ouvrière.

Si l'on y réfléchit, on s'aperçoit que Célestin Bouglé et Léon Brunschvicg, ces deux papes de la démocratie socialisante, sont les pères spirituels du seul doctrinaire français d'un socialisme autoritaire et national. Gageons qu'ils n'y songeaient pas, et qu'ils se réjouissaient au

contraire des libertés que leur disciple prenait, dès l'origine, avec Karl Marx !



Nommé professeur au Lycée de Reims en 1923, Marcel Déat commence alors la phase champenoise de son existence. Elle durera cinq ans.

Parmi ses collègues, l'un d'eux, trapu et bon vivant, s'appelait Max Bonnafous. Tout le monde sait ce qu'il est devenu. Avec quelques autres, ils vivaient en une sorte de phalanstère, préparant et prenant ensemble leurs repas, discutant philosophie et politique, occupés de choses sérieuses et fort peu des femmes, comme il aurait été naturel à de jeunes hommes.

Pourtant, l'une d'elles entre alors dans sa vie. Elle y a joué un rôle considérable. La jeune Hélène était élève de philosophie au Lycée. Pour le maître qui lui enseignait si merveilleusement la science des sages, elle conçut une adoration muette, mais qui dura toute sa vie. Quand il la demanda en mariage, elle fut tellement bouleversée qu'elle s'enfuit. Elle ne parvenait pas à imaginer qu'elle pouvait devenir la femme de ce petit homme râblé, d'une éloquence et d'une intelligence prestigieuses.

Mais le rêve devint réalité, et elle devint Hélène Déat. Sous une frêle apparence, elle cachait une rare ténacité. Sous un physique banal, un esprit agile et une mémoire gênante. C'est trop peu de dire qu'elle aimait Marcel

Déat. Il était quelque chose comme son dieu, et quand il parlait, dans un meeting, elle le regardait comme dit Victor Hugo :

*... de ce regard suprême
Qui reste à la Beauté quand nous en triomphons*¹.

Dès ce moment elle exerça sur lui une influence certaine, et, tout pesé, malheureuse, malgré son dévouement. Incapable de garder un secret, incapable de la moindre diplomatie, incapable de ne pas dire ce qu'elle pensait des choses et des gens, elle attira des inimitiés nombreuses à son mari, et ne lui amena guère de sympathies. D'origine modeste, elle garda longtemps des goûts simples. Mais elle ne sut jamais parler aux militants et aux petites gens. Elle les heurtait, ou paraissait les mépriser, ce qu'au fond elle ne faisait pas. Ces détails doivent être retenus, car le couple, dès les premiers jours, travailla en étroite union. L'on ne comprend pas Marcel Déat si l'on oublie que son bas-bleu de femme intervenait dans toutes ses décisions, où elle était souvent plus forte que tous les autres réunis. C'est pourquoi on la verra apparaître dans ces pages. Elle a trop été sur la scène pour rester ici dans la coulisse. L'histoire a ses exigences, et nous tâcherons de les satisfaire sans empiéter sur le domaine réservé.

Le mariage ne ralentit pas l'activité politique du professeur socialiste. Candidat au conseil municipal de Reims en 1925 sur une liste du bloc des gauches, il fut

1. *Les Contemplations*, Livre I, 21.

élu. L'année suivante, une élection partielle en faisait un député de la Marne. En 1928, il fut battu.

Sa défaite ne l'éloigna pas du Palais-Bourbon. Le groupe socialiste, fort d'une centaine de membres, le prit comme secrétaire administratif. Il avait parmi ses collaboratrices Germaine Bouyer, qui devint M^{me} Georges Monnet, et qui n'était pas encore l'une des Egéries de Léon Blum. Il put ainsi préparer tranquillement la campagne électorale de 1932. Candidat contre Jacques Duclos dans le quartier de Charonne, il fut élu après une campagne mémorable. Dans le même temps, il s'intéressait aux problèmes de l'Ecole unique et militait aux Compagnons de l'Université Nouvelle. Il présidait en outre la Fédération des Etudiants socialistes, dont les vice-présidents étaient Zyromski et Marceau Pivert.

Mais, dès 1928, son activité principale était d'ordre doctrinal. Il préparait ses « *Perspectives socialistes* », éditées en 1931 par Georges Valois, et dont la parution fut la première bombe qui ébranla l'édifice de la S.F.I.O. aujourd'hui si profondément lézardé.

Pour l'essentiel, le livre substituait la notion du rassemblement anticapitaliste à celle du combat purement socialiste. Il soumettait également à une analyse nouvelle le processus de socialisation, dans lequel il distinguait la socialisation du profit, celle de la puissance et celle de la propriété. Cet ouvrage, qu'on a considéré parfois comme le premier écrit de la gauche fascisante, servait pourtant une politique rien moins que fasciste, puisqu'elle était celle de Pierre Renaudel.

A cette époque, le parti socialiste était divisé en

« participationnistes » et « antiparticipationnistes ». Les premiers dont Renaudel était le chef voulaient participer au pouvoir avec les radicaux. Les seconds, avec Blum et Paul Faure, s'y opposaient. Groupés autour de « *La Vie Socialiste* », les premiers menaient dans le Parti une campagne très active. En 1933, au Congrès de la Mutualité, ils dirigèrent une offensive en règle contre la direction du Parti en déléguant à la tribune Barthélémy Montagnon, député de Clignancourt, Marcel Déat, député de Charonne, et Adrien Marquet, député-maire de Bordeaux. On se rappelle que la formule « Ordre, Autorité, Nation » et l'étude sympathique des « formes intermédiaires » épouvantèrent Léon Blum. Quelques mois après, la tendance Renaudel quittait la S.F.I.O. pour former le parti socialiste de France, plus connu sous le nom de parti « néo-socialiste ». Marcel Déat en fut le secrétaire général.

On a beaucoup épilogué sur la scission. En partant, les « néos » se sont coupés de la base populaire. En restant ils ne seraient pas parvenus à exprimer leurs idées et à développer leur politique. C'est un fait que l'étranger a vu, dans les idées des trois mousquetaires, une première contagion des idées fascistes dans les rangs socialistes. C'est un autre fait que la banale histoire du néo-socialisme s'est déroulée dans le cadre républicain et parlementaire le plus classique, pour ne pas dire le plus strict.



Les journées de février 1934 ne l'en firent pas sortir.

Marcel Déat en fut assez affecté, si l'on en croit des témoins oculaires. Elles le confirmèrent en outre dans son idée de l'urgence d'un rassemblement anticapitaliste pour vaincre la crise, le fascisme et le bolchevisme. S'il adhère au Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes de Paul Langevin et Paul Rivet, il participe aussi aux tentatives pour utiliser le mouvement combattant sur le terrain politique, ainsi qu'au Plan du 8 juillet, dont Jules Romains fut l'inspirateur, et au Comité du Plan Français. Cette action l'amène à considérer avec méfiance le Front Populaire qui s'organise. La prédominance communiste le gêne. Il lui refuse son adhésion. Il fait en même temps ses premières incursions dans le domaine de la politique étrangère. Celle de Pierre Laval dans l'affaire d'Abyssinie ne lui plaît qu'à moitié. Il le dit. Il est encore de ceux qui croient à la S.D.N. et à la sécurité collective.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, qu'Albert Sarraut, lorsqu'il forme son cabinet en janvier 1936, à la suite de la démission du cabinet Laval, songe à lui pour un portefeuille ministériel ? C'est Georges Mandel qui lui signala Déat, et le détail ne manque pas de saveur. Plus tard, Déat combattit âprement Mandel, dont il déplora pourtant l'assassinat. Mais Mandel, plus sceptique, parlait de Déat en 1941 avec une ironie amusante. Il disait qu'à la Libération il demanderait aux Allemands de l'emmenner, puisqu'il avait tant d'amour pour eux ! Et il ajoutait que cette sanction ne pourrait déplaire à l'intéressé ! Il faut avouer que ces mots plaisants en disent long sur les méthodes d'homme d'Etat que Mandel aurait

employées, s'il avait été là lors de la Libération. Mais la Milice venait de l'abattre...

Nommé ministre de l'Air, avec comme chefs de Cabinet le général Redempt et Claude Bonnier, gendre de Renaudel, il fut une Excellence fort honorable. Son souci fut de mettre de l'ordre comptable dans un ministère qui, selon toute apparence, en avait besoin. L'appartement du xx^e arrondissement vit des visiteurs plus huppés. Marcel eut un melon et un pardessus noir. Hélène de plus belles robes et des occasions de les montrer. Le nouveau ministre prit à cœur son métier. Il « potassa » son sujet. Il prit goût aux responsabilités grisantes du pouvoir. Au témoignage de sa femme, il regretta toujours les six mois durant lesquels il avait été le chef d'un grand service de l'Etat. Il y a gros à parier que si Vichy en avait fait un ministre avant 1944, le régime aurait eu en lui, non pas le censeur que l'on sait, mais le défenseur qui lui a manqué.

Le seul événement grave auquel il fut mêlé, comme ministre de l'Air, fut la réoccupation militaire de la Rhénanie par le III^e Reich, le 7 mars 1936. Ainsi que ses deux autres collègues le général Maurin, ministre de la Guerre, et François Piétri, ministre de la Marine, il s'opposa à toute mesure de mobilisation et déclara qu'il fallait saisir l'occasion de négocier. Les trois ministres et leurs chefs d'état-major furent un soir convoqués au domicile du Président du Conseil. Unanimes, ils redirent leur hostilité à toute mesure de mobilisation. C'est le premier acte important de la vie politique de Marcel Déat où on le voit se ranger dans le parti de ceux qui

seront demain les « Munichois », et qui appuieront jusqu'au bout la politique de Georges Bonnet.

Mais les élections approchaient.

Dans le xx^e arrondissement, son concurrent le plus redoutable était le communiste Adrien Langumier, et il ne fallait pas compter sur les voix socialistes... Il y eut une ardente campagne, et ballottage. Dans le quartier voisin de Belleville, Paul Marion portait lui aussi les couleurs du néo-socialisme. Hélène Déat conçut le projet d'obtenir son désistement pour un candidat de gauche, malgré une bonne position pour le second tour, espérant qu'en vertu du jeu des compensations, son mari pourrait être élu. Marion s'en alla les voir. Hélène pleura, supplia, s'évanouit. Marion, qui est un sentimental, se laissa attendrir. Il se désista et perdit son siège, cependant que Déat perdait aussi le sien qui revenait à Langumier ! Marion se souvint longtemps de cette mésaventure.

C'est un fait curieux que Marcel Déat qui garda une secrète tendresse au régime parlementaire jusqu'en 1944, ne soit jamais parvenu à s'enraciner dans une circonscription. En 1939, il fut élu à Angoulême, mais il est à penser qu'il aurait été battu en 1940. Capable d'emballer le corps électoral, il s'avérait incapable de conserver durablement sa sympathie. Malgré sa bonhomie, il y avait en lui des parties inaccessibles et fermées. L'électeur le sentait, semble-t-il. Quelque chose, dans son député-philosophe, lui échappait, malgré son allure pay-sanne. Ce doctrinaire le dépassait. Or, le citoyen aime qu'on lui donne à croire qu'on reste sur son plan, et il redoute le spécialiste des idées générales.

Pourtant Marcel Déat ne tenait pas rancune au système électoral de l'avoir malmené, et il ne manqua jamais, après 1940, de railler les laissés-pour-compte du suffrage universel dont il disait, — à tort ou à raison, — qu'ils prenaient leur revanche à Vichy.



Au lendemain de sa défaite électorale de 1936, son activité prend d'autres aspects. Il fait une rentrée provisoire dans l'Université : il est pourvu d'une chaire de philosophie à l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud et au Lycée Louis-le-Grand. Il collabore à de nombreux journaux : *L'Œuvre*, *La République*, *Le Petit Provençal*, *La Tribune de France*. Il devient secrétaire général de l'U.S.R. (Union socialiste et républicaine), nouveau parti qui groupe les adhérents des partis socialistes non marxistes (néo-socialistes, socialistes français, républicains socialistes). L'importance politique du parti est faible. Seul compte son rôle parlementaire. C'est un parti-charnière, où les ministrables sont nombreux.

Dans la presse, dans ses discours, dans son livre « *Le Front Populaire au tournant* », Marcel Déat mène une active campagne anticommuniste et, sur le plan extérieur, préconise une politique de négociations avec l'Allemagne, en même temps que d'organisation de l'Europe occidentale, par un étroit accord des démocraties française et anglaise. Au moment de Munich, il est parmi les

« munichois » les plus résolus. Il est l'un des plus violents adversaires de l'intervention en faveur de la Tchécoslovaquie. Dans la mesure où la guerre a failli éclater, sa passion pacifiste s'est durcie, — et c'est à ce moment qu'il commence à croire à l'existence d'une croisade des démocraties, pour renverser le régime hitlérien même au prix d'une guerre. A cette date il n'a aucune sympathie pour ce régime qu'il ne connaît pas. Il se place seulement sur le terrain pacifiste traditionnel : une mauvaise négociation vaut mieux qu'une bonne guerre, et rien ne serait pire qu'une guerre idéologique.

C'est sur ce programme qu'il est candidat à Angoulême lors d'une élection partielle en avril 1939. La lutte se déroule entre le communiste Gagnaire, et lui, candidat unique, au second tour, du rassemblement anticommuniste. Il sera élu après une campagne épique.

C'est alors, au moment où la question polonaise devient brûlante, qu'il publie dans *L'Œuvre* du 4 mai 1939, le fameux article « Mourir pour Dantzig », qui fut probablement l'article le plus retentissant paru dans la presse mondiale entre 1919 et 1939. Celui qui ouvrait ainsi sa brillante carrière de polémiste international, écrivait à chaud les phrases suivantes, précédées et suivies d'autres non moins explosives :

« Il ne s'agit pas du tout de fléchir devant M. Hitler, mais je le dis tout net, flanquer la guerre en Europe à cause de Dantzig, c'est y aller un peu trop fort, et les paysans français n'ont aucune envie de mourir pour les Poldèves. J'entends que nos amis Polonais sont remplis d'optimisme. Pour un peu

ils se chargeraient à eux seuls de l'Allemagne, nous laissant le soin de régler éventuellement son compte à l'Italie... Il n'est pas possible d'admettre sous le méridien de Paris que la question de Dantzig soit posée et réglée à l'Est de l'Europe uniquement par la volonté de quelques hommes d'Etat polonais et allemands, avec la certitude que les automatismes diplomatiques et guerriers joueront, et que nous serons entraînés dans la catastrophe sans avoir pu dire notre sentiment...

« Ces choses sont peut-être sévères, mais elles devaient être dites. Combattre aux côtés de nos amis Polonais pour la défense commune de nos territoires, de nos biens, de nos libertés, c'est une perspective qu'on peut courageusement envisager si elle doit contribuer au maintien de la paix. Mais mourir pour Dantzig, non ! »

Cet article, que la propagande hitlérienne utilisa tant qu'elle le put, et que ses adversaires critiquèrent âprement, modèla une figure de Déat qui ne s'effaça plus, ni pour lui, d'ailleurs, ni pour ses adversaires. Il devint l'homme de la paix, l'homme qui ne voulait pas de la guerre avec l'Allemagne, l'homme qui dénonçait la guerre idéologique contre le fascisme. Comme il arrive souvent, il finit par s'identifier avec le rôle qu'amis et adversaires lui attribuaient. Il n'est pas sûr que ces cent lignes, qui ont fondé sa gloire journalistique, n'ont pas infléchi plus qu'il ne l'eût souhaité sa carrière politique. Croit-on que, s'il n'avait pas été l'homme qui avait refusé, devant le monde entier, de mourir pour Dantzig, il aurait

adopté au lendemain de l'armistice les mêmes positions avec la même intransigeance ?

Mais la guerre éclata néanmoins. Il fut de ceux qui souhaitèrent jusqu'au bout des négociations, et de cette minorité parlementaire qui essaya d'user de tous les moyens pour freiner la marche à la guerre qui n'était pas nécessaire, au jugement de M. Winston Churchill.

Quelques semaines après la déclaration de guerre, un groupe de pacifistes, à l'appel du libertaire Louis Lecoin, lança le tract connu sous le titre « Paix immédiate », qui était un appel à des négociations pour arrêter la guerre. Une information fut ouverte contre les signataires et confiée à un juge militaire qui devint célèbre plus tard sous le nom de conseiller Marchat. L'affaire fut en réalité assez confuse. On ne sut pas toujours qui avait signé, et qui avait seulement donné une adhésion de principe. Déat, à qui M^{me} Germaine Decaris avait amené Lecoin, se défendit, en 1939, d'avoir signé. En 1941, il s'en défendait plus mollement. Il fut, en tout cas, mis hors de cause. Seuls Lecoin et quelques militants syndicalistes allèrent en prison. Anatole de Monzie pensait que l'affaire, à l'insu de ses protagonistes, avait été montée, à son origine, contre Marcel Déat.

Commandant de réserve et officier de la Légion d'Honneur, Déat aurait voulu partir au front. Sa demande traîna. Il intervint à deux reprises en Comité Secret contre Daladier et Reynaud. Et il continuait à donner dans *L'Œuvre* des articles hebdomadaires. Inaugurant la série de ses fausses prophéties militaires, il écrivit, au printemps 40, que Gœbbels laisserait pourrir la guerre long-

temps encore, et que des opérations importantes étaient exclues sur notre front...

L'armistice le trouva à Angoulême qu'il avait rejoint en quittant Paris. Contrairement à ce qu'on peut croire, il ne paraît pas à Bordeaux. C'est en juillet seulement qu'il gagne Vichy pour la réunion de l'Assemblée Nationale.

Il entre alors dans les années brûlantes de sa vie. Elles le pousseront au premier plan. Elles le métamorphoseront.

Cinq ans plus tard il aura disparu, cadavre peut-être au fond d'un glacier.

CHAPITRE II

MARCEL DEAT A VICHY EN 1940

A 46 ans, Marcel Déat donne une impression de force sereine. Il promène d'un pas de terrien dans les rues de la capitale provisoire son corps trapu surmonté d'une forte tête ronde. Les yeux bridés sont malicieux : ils regardent plus souvent de coin que de face. La moustache est courte et nette. Les lèvres minces et froides. Le cou puissant. Un léger empâtement enlève toute arête au visage, et la rondeur du menton contredit ce qu'il y a de volontaire dans le reste de cette physionomie, si classiquement française. Séparés par une raie méticuleusement tracée, les cheveux drus grisonnent faiblement. Ils achèvent de donner l'impression d'une santé physique parfaite et d'un équilibre stable. Les mains sont courtes, molles et blanches, plus proches de celles d'un prélat grassouillet que de toutes autres. Elles sont de la même famille que la forme du menton. Leurs ongles ne sont

jamais limés, mais coupés avec une paire de ciseaux de poche, que Déat tire de son gilet à n'importe quel moment de la conversation.

Vêtu de sombre et sans recherche, avec une pochette bien pliée, une cravate bourgeoisement nouée, des chaussures classiques, il évoque plus un universitaire provincial qu'un conducteur d'hommes. Sa petitesse et un très léger enbompôint achèvent de lui donner une allure rassurante. Nul à le rencontrer dans les rues de la petite cité thermale, ne pourrait soupçonner qu'il côtoie l'une des personnalités politiques les plus fortes du monde vichissois. Qui l'entendrait rire aux éclats de ses propres calembours, en frappant ses cuisses, ou en croisant curieusement ses bras, de manière à ce que la main droite vienne frapper l'aisselle gauche, et la gauche l'aisselle droite, se confirmerait dans l'opinion que ce petit homme doit être un gaillard agréable dans une soirée rassemblant de bons compagnons.

En raisonnant ainsi, on ne se tromperait qu'à demi. Déat est tout cela. Mais il est autre chose aussi, et que son comportement révélera mieux que toute description.



Dès le début de juillet, les propriétaires de *L'Œuvre* en font le directeur politique de leur journal qui paraît à Clermont-Ferrand. Alors commence une campagne de presse, qui est probablement unique dans l'histoire du journalisme français, puisqu'elle durera quatre années, sans connaître un jour de répit. Dans la presse contem-

poraine, elle ne peut se comparer, pour la hauteur du ton et l'abondance de la matière, qu'à celle de Charles Maurras dans *L'Action Française* et, pour la qualité littéraire et polémique de la forme, qu'à celle de Léon Daudet, dans le même journal.

Les articles publiés dans *L'Œuvre* « vichyssoise » à partir du 5 juillet 1940, eurent un retentissement considérable. Pour l'essentiel Déat y fixa son interprétation de la guerre et de la révolution qu'elle devait, selon lui, entraîner. Quand on sait avec quelle rapidité il composait ses articles, on peut affirmer qu'il ne lui a pas fallu plus de cinquante heures de travail, pour mettre en forme logique une réalité qui ne l'était pas, et pour simplifier miraculeusement un monde d'événements et de faits d'une inédite complexité.

Recherchant les raisons de la foudroyante victoire allemande, et hanté par le précédent des soldats de la Révolution française, chère à son cœur républicain, Déat voyait le secret du succès dans le message révolutionnaire des armées hitlériennes. La victoire de 1940, il la comprenait comme celle d'une « croyance collective jeune, ardente, irrésistible, contre une civilisation aux idéaux morcelés et contradictoires ». Poussant l'analyse, il définissait l'esprit révolutionnaire hitlérien comme résolument anticapitaliste et authentiquement socialiste. Enfin il affirmait que le but de guerre de l'Allemagne était la construction d'une Europe nouvelle, débarrassée des tares capitalistes, et brisant tous les égoïsmes nationaux.

Dans ces conditions, Déat demandait à la France d'écouter le message du vainqueur, et de coopérer avec

lui, pour éviter les amputations territoriales et les lourdes réparations que l'Allemagne pourrait imposer à l'adversaire d'hier. Il mettait en garde le gouvernement de Vichy contre une politique de réaction politique et sociale, non seulement parce qu'elle ne correspondait pas au désir profond du peuple français, mais encore parce qu'elle irait à contre-courant de la révolution européenne. Paradoxe peut-être, mais c'est parce que Déat vit, à tort ou à raison, dans l'Allemagne hitlérienne une Allemagne socialiste, qu'il entra résolument dans la voie de la collaboration. Et d'autant plus que, croyant fermement à sa victoire militaire — dont, dès ce moment, le colonel Michel Alerme, ancien collaborateur de Georges Clemenceau, lui prouvait qu'elle était certaine, — il pensait qu'il fallait absolument que la France se trouvât aux côtés du vainqueur. Il prenait soin, d'ailleurs, de préciser qu'il ne s'agissait pas de copier le régime allemand et, dans un article du 3 septembre, rendait même hommage à la « vitalité admirable » du peuple d'Israël.

Mais ce Déat de 1940, européen, socialiste, républicain, préoccupé du traité de paix qui s'annonce, laudateur du Maréchal, et soutien de Laval, est déjà très en flèche par rapport au Vichy officiel. Ses articles commencent à scandaliser. Ils détonent dans la presse de zone libre. Cet homme, jusque-là prudent manœuvrier, rusé comme un paysan, et qui ne dit jamais tout à fait oui, et encore plus rarement tout à fait non, voilà que ses articles sculptent de lui un visage aux méplats brutaux et durcis, aux arêtes vives, et qui heurte. Désormais c'est dans son article quotidien qu'on ira chercher sa

pensée, l'image vraie de ce qu'il est et de ce qu'il veut. Et rien peut-être n'aura contribué à donner de lui une idée plus déformée. Qui donc pourrait supposer que cette pensée d'apparence si mûrie, cette prose si riche et si nombreuse, ce vocabulaire dont l'impeccable propriété se renforce d'une vigueur populaire, sont le fruit d'une constante improvisation ? Personne, assurément, et l'on ne saurait s'en étonner.



En marge de son action journalistique, qui est déjà d'un doctrinaire autant que d'un journaliste, Marcel Déat participe au jeu politique durant les premières semaines du régime nouveau.

Ce qui le frappe, dans les pays qui ont momentanément vaincu la France, c'est l'existence d'un parti unique, véritable moteur de la révolution. C'est à le constituer qu'il s'efforce, avec d'autres... Mais tel n'est pas seulement son but, et celui des parlementaires avec lesquels il est encore en communion de pensée. Il s'agit aussi de donner des racines au régime, et d'utiliser à cette fin les parlementaires que Vichy rejette. C'est le temps en effet où le général Weygand dit au Maréchal :

« Comme secrétaire général aux Combattants, je vous propose encore un parlementaire, M. le Maréchal. Mais vous l'accepterez parce que c'est un demi-parlementaire. Il a perdu un œil et une jambe sur les fronts de l'autre guerre ! »

Il s'agissait, on l'a deviné, de Xavier Vallat, mais le mot en dit long sur l'hostilité des notables de Vichy à l'égard des élus du suffrage universel ! En faisant des députés les « missi dominici » du régime, Déat pensait à la fois corriger son caractère antiparlementaire, lui donner des antennes, et se servir d'eux comme agents de la Révolution Nationale dont il pensait qu'elle devrait devenir socialiste, et rester républicaine.

Ce parti unique, on ne parvint pas à le créer. Certains voyaient en lui le moyen d'un totalitarisme français, et ils résolurent de l'empêcher de naître. Ils s'inquiétèrent quand le Maréchal, qui avait reçu ses protagonistes, sembla un moment résolu à en permettre l'existence. M. Louis Rougier, — qui allait devenir le négociateur des accords Pétain-Churchill, — ayant appris que le projet prenait corps, dénonça la manœuvre au général Weygand, qui la fit échouer en avertissant le Maréchal. A vrai dire, si Pierre Laval était favorable à l'envoi des parlementaires en mission, car ils le gênaient, il était de son côté fort hostile à la création d'un parti nouveau, fût-il unique. Ce « sauvage » n'aurait jamais réussi à se loger dans son carcan rigide.

Quant à ceux qui s'efforçaient de le créer, ils se dévotaient entre eux. La mésentente entre les parlementaires était publique. Les doriotistes d'autre part dénonçaient dans Déat un tenant attardé de la démocratie maçonnique, et leurs campagnes relayaient celle que *L'Action Française* commençait contre l'homme qu'elle considéra, dès lors, comme son ennemi numéro un.

Soumis à un barrage pareil, le projet de parti unique

échoua. Déat en fut très déçu. Avec certains amis, dont beaucoup d'anciens « néos », il avait cru au succès, avec cet optimisme serein qui voyait les obstacles aplanis, simplement parce qu'il désirait qu'ils le fussent. Leurs projets étaient allés très loin. Un maire « néo » du Centre de la France avait même dessiné les uniformes des membres du Parti ! La chemise, le béret basque, étaient les principales pièces de l'uniforme. Au beau temps du socialisme de France, en Gironde, dès 1933, certains partisans trop zélés d'Adrien Marquet n'avaient-ils pas déjà revêtu des chemises grises ? C'est davantage ce précédent que celui des chemises noires ou brunes qui avait inspiré le costumier. Lui-même devait promptement se séparer de Déat et passer au gaullisme.

La plupart des conversations sur le Parti Unique se déroulaient au Queen's Hôtel, où le député d'Angoulême occupait, avec sa femme, une vaste chambre. Ce qui frappait en entrant, c'était la machine à écrire, installée sur une petite table, non loin du lit, et dont le maître de céans ne se séparait jamais. Hélène Déat protestait contre l'installation sommaire à quoi l'exode la contraignait, mais on sentait, à la voir trépidante et gonflée d'une nouvelle importance, que cet ardent rythme de vie, né des circonstances, ne lui déplaisait pas.

Il y'avait là, pour une fois intimement mêlées à leur vie politique, un assez grand nombre de femmes des parlementaires venus à l'Assemblée Nationale, et demeurant à Vichy en attendant les événements. Ces dames papotaient. Leurs bavardages, dans les salons de thé et les bars de la capitale des bords de l'Allier, n'ont certaine-

ment pas facilité la tâche de leurs maris ! Pour sa part, Hélène Déat s'en donnait, si l'on ose dire, à cœur-joie. Jamais elle n'avait été mêlée, d'aussi près ni aussi constamment, aux agitations du sérail. La silhouette de son Marcel était vite devenue l'un des points de mire de Vichy. Comme elle l'accompagnait toujours, elle se grisait des murmures de la notoriété. Allons, elle n'avait pas eu tort d'épouser, dans le naïf émoi de ses vingt ans, le brillant agrégé de philosophie !

Mais Vichy n'avait pas accueilli que des parlementaires. Tout ce qui comptait dans le monde journalistique était là. De ce moment datent les relations de Marcel Déat avec deux hommes venus de la droite extrême, et qui contribuèrent, plus que quiconque, à le faire accepter, plus tard, par ceux de leurs amis qui regimbaient devant son passé socialiste.

Le premier était Dominique Sordet. Fils du général commandant le corps de cavalerie en 1914, ancien Saint-Cyrien lui-même, devenu, à *L'Action Française*, le critique musical le plus remarquable de son temps, Dominique Sordet vint à la vie politique en 1936 en créant l'Agence Inter-France. Cette agence de presse, née de l'effort d'un certain nombre d'industriels et de journaux de province, se proposait de combattre le Front Populaire, en aidant la presse locale par des bulletins politiques accompagnant les dépêches. La réussite fut totale. Dominique Sordet, intelligence d'une acuité sans pareille dans l'analyse, resta l'âme de la maison. Nul n'aurait pensé à le voir petit, replet, le crâne chauve, l'œil souvent vague derrière la lunette, un peu Jean de la Lune

parfois, si lointain et si détaché, qu'il côtoyait un réaliste tout autant qu'un imaginaire.

A Vichy, dans l'été 40, il était une puissance. Ayant toujours combattu le Front Populaire et soutenu Laval, il bénéficiait par contre-coup des difficultés de l'agence officielle Havas. Ses liaisons anciennes avec la droite le servaient. Il publiait déjà ses fameuses « Lettres d'Inter-France », où sa plume cursive débrouillait, en quelques paragraphes, les situations politiques les plus emmêlées, et jugeait, sans indulgence comme sans brutalité, les choses et les gens. Dès cette époque; son nationalisme fit bon ménage avec les conceptions de Déat : il avait pris, lui aussi, sur le problème des rapports avec l'Allemagne, la même position catégorique. Le talent d'écrivain de Déat fut à l'origine de la sympathie qu'il lui porta. Et nul ne fit davantage pour répandre la pensée du pamphlétaire de *L'Œuvre* dans les milieux de la droite vichyssoise, que l'ancien monarchiste, demeuré pourtant un farouche ennemi des principes de 89, et de l'idéologie jacobine.

Aux côtés de Sordet, on voyait souvent quelques jeunes journalistes de *Je suis Partout*, qui parlaient alors au micro. Parmi eux, Lucien Rebatet, dont *Les Décembres* devaient lancer le nom, fut séduit par ce qu'il appelait « la bonne gueule d'Auvergnat » de Marcel Déat. Polémiste nerveux, plus connu jusque-là par ses critiques artistiques que par ses écrits politiques, Lucien Rebatet fut l'autre défenseur de Déat chez les gens de droite. Par une des bizarreries dont cette époque fourmille, qui permit des deux côtés les rapprochements les plus contra-

dictoires (qu'on se souvienne que c'est le colonel Rémy qui amena Fernand Grenier à Londres !), c'est l'anticléricalisme de Déat qui lui valut la sympathie du journaliste de droite !



Mais ce qui se faisait à Vichy paraissait à Déat de plus en plus tempête dans un verre d'eau. L'échec chaque jour plus net de ce qu'il espérait, lui inspirait le désir d'aller ailleurs planter sa tente. Il n'était pas ministre. Il n'y aurait pas de Parti unique. Il n'y avait plus de Parlement. Restait *L'Œuvre*. Mais *L'Œuvre* ne serait-elle pas mieux à Paris qu'à Vichy ?

Pendant de longs jours, Vichy avait été coupé de la zone occupée. Puis les informations avaient filtré à travers une ligne de démarcation très surveillée. Certains personnages de Vichy allèrent à Paris, à la suite de l'arrivée de Jean Luchaire, qu'une ancienne amitié avec Otto Abetz avait qualifié pour prendre les premiers contacts. Les propos de Luchaire et des voyageurs frappèrent Déat. Il fit lui-même une brève incursion en France occupée. On voit dans ses articles le mouvement de son esprit. Au début de juillet, il réfléchit sur la défaite, sur le régime nouveau, mais sans référence spéciale à l'Allemagne. Ensuite, l'aspect socialiste de l'idéologie hitlérienne le frappe, par opposition avec l'esprit de la Révolution Nationale, dont le caractère traditionaliste heurte en lui le démocrate non repent. Il éprouve alors le sentiment qu'il pourra parler plus librement à Paris qu'à Vichy. Sa décision est prise. Il partira.

D'ailleurs, les propriétaires de *L'Œuvre* ne demandent pas mieux. La presse parisienne est inexistante. « *La France au travail* » dépend directement de la Propaganda-Staffel: sa démagogie ne trompe personne, malgré des habiletés rédactionnelles où l'on sent parfois la griffe de ceux qui ont l'habitude d'écrire pour les ouvriers. Qu'un grand journal comme *L'Œuvre* revienne à Paris, et son titre connu est à lui seul un gage de succès. Si Déat veut rentrer pour des raisons politiques, les propriétaires, eux, pensent au commerce. Les uns et les autres d'ailleurs, croient qu'ils y seront libres d'écrire et de faire ce qu'ils voudront. Il va sans dire que la position prise par Déat couvre le journal du côté allemand, et fait oublier qu'il a été aussi jusqu'à 1940 celui de Pierre Cot ou d'Albert Bayet.

Nous verrons que plus tard, Déat a infléchi sa politique. Mais en septembre 40, quand il pense rentrer à Paris, c'est à des mobiles de politique intérieure qu'il obéit. Il veut être libre de défendre la République, le socialisme, la laïcité, le parlementarisme. En zone non occupée il sent que le climat de la révolution nationale vichysoise lui est hostile. Un désenchantement certain le gagne. Mais cet optimiste congénital ne connaît que la fuite en avant. Un autre, après avoir fixé sa position, aurait abandonné projets et propagande. Lui se dit que c'est le climat qui a tort, et non pas lui. Le Destin semble se refuser. Il le forcera, ou du moins il cherchera à le forcer.

Aussi bien les positions qu'il a déjà prises dans cet été dramatique n'admettent ni retournement, ni double-

jeu. En un temps qui offre aux habiles tant d'occasions de dire blanc et de faire noir, d'obéir aux ordres du Maréchal tout en informant le Général, Déat combat déjà le dos au mur, toute retraite coupée. Et certes, quoi qu'on pense de sa politique, on ne peut contester qu'il y avait, dans une option si prompte, si totale, si irréversible, une sorte de courage sauvage et d'intrépide défi.

Au moment où il quitte Vichy, après un séjour qui n'aura pas duré deux mois, son opinion sur la Révolution Nationale et sur les hommes nouveaux est faite. Elle ne changera jamais. Il voit dans le gouvernement de l'Etat Français, un gouvernement de notables réactionnaires, de capitalistes, de militaires et de curés, assoiffés de revanche, qui veulent revenir sur les lois républicaines, sur les lois laïques, sur les lois sociales de 1936. Son hostilité déclarée, en 1940, se borne là. En disant grossièrement les choses, on peut écrire que c'est dans la mesure où Vichy s'identifie à Maurras que Déat est contre le régime. Pour lui, comme pour tous ceux qui restent attachés à la III^e République, la Révolution Nationale est condamnable parce qu'elle veut tirer un trait sur cinquante ans d'histoire française, du moins il le croit. Alors qu'une révolution nouvelle secoue l'Europe, il lui paraît insensé de renier une autre Révolution qui a aussi secoué l'Europe, un siècle et demi plus tôt, et qui a plus que tout autre événement modelé le monde moderne.

Les problèmes de politique extérieure ne sont pas dominants dans son esprit à ce moment. Ni de Gaullé, ni l'Angleterre ne le préoccupent beaucoup, pour la raison simple qu'il croit, « personnellement, que l'Angleterre

sera écrasée et que l'Empire tombera en morceaux ». (15 août 1940.) Certes, il soupçonne bien Vichy, — et les documents ont prouvé que ses soupçons étaient fondés, — d'entretenir des rapports secrets avec Londres. Certes, il ne se dissimule pas que les « anglomanes », comme il dit, sont encore en France des millions, avant de devenir la quasi unanimité du pays en 1944. Mais ces questions sont encore à l'arrière-plan.

Le seul problème international qui l'intéresse, c'est le régime allemand, et c'est une autre cause de friction avec Vichy. On y dénonce non seulement l'éternelle Allemagne, mais un nouveau paganisme sanguinaire, un totalitarisme brutal, dont ni la sécurité de la France, ni son christianisme, ni son amour de la liberté ne pourront ni ne devront jamais s'accommoder. Qu'on se souvienne de ce que Déat pense du régime hitlérien, et l'on comprendra que, sur ce problème comme sur les autres, la rupture est déjà totale entre le régime, et son plus redoutable journaliste.

Le grave est que Déat, pensant de l'Allemagne ce qu'il en écrit, est conduit à une conception de la paix que ses partenaires d'hier, devenus des adversaires, ne peuvent pas partager. Parce qu'il le croit révolutionnaire, il ne peut imaginer que le III^e Reich puisse faire une paix classique d'amputation et de vengeance. Il est si convaincu de ce qui n'est qu'une hypothèse, qu'il finira par ne plus avoir le moindre doute sur le comportement final d'une Allemagne victorieuse, pourvu que la France sache, comme dira un texte fameux, « dominer sa défaite ». Au contraire, les militaires qui gouvernent à Vichy, sont cer-

tains que le III^e Reich fera, comme le premier au lendemain de Sedan, une paix d'annexion. L'Alsace-Lorraine, la Flandre leur semblent menacées, et tout ce que Déat peut écrire sur ce thème n'est pour eux que billevesées d'idéologue, ou pire encore.

On conviendra sans peine qu'un total aussi impressionnant de désaccords, constatés en deux mois d'union, rendait la séparation absolument inévitable. Dans ses derniers jours vichyssois, Marcel Déat se répandait partout en lazzis virulents contre les gens en place. Dès que l'autorisation de parution fut accordée, *L'Œuvre* quitta ce que son directeur politique appelait, avec un mépris goguenard, la zone « nono ». Cela se passait dans la première semaine de septembre 1940.



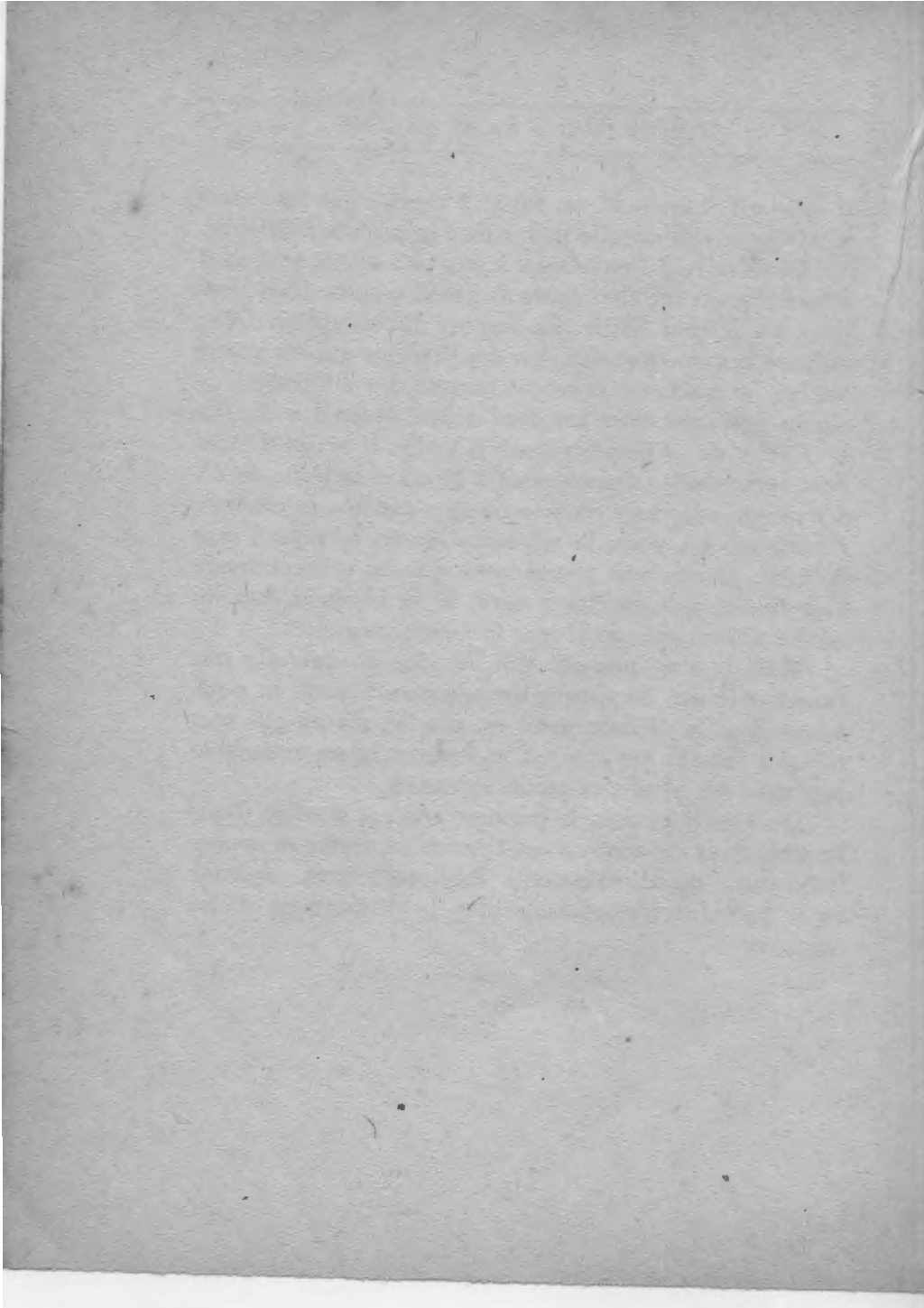
Marcel Déat, emmenant sa femme et sa machine à écrire, quittait Vichy pour n'y plus revenir. La rancœur et le dédain se partageaient son cœur. Il n'oublia jamais que le Vichy de 1940 était le premier cimetière de certaines de ses illusions et de quelques-unes de ses espérances. Il considéra comme sa vocation de taper à bras raccourcis sur tout ce que faisait Vichy, moins parce qu'il le trouvait mauvais en soi, qu'en raison de la marque de fabrique. Les conséquences de ce divorce total ne tardèrent pas à apparaître. Elles furent d'ailleurs infiniment plus graves pour lui que pour le gouvernement, comme

il apparaît clairement, au fur et à mesure que les événements inscrivent dans le temps leur empreinte indélébile.

Derrière lui, il ne laissait à peu près aucun ami, sauf d'occasionnels collaborateurs de Laval, comme Jean Montigny ou Michel Brille. La rupture fut complète. Déat, quittant la zone libre, fut l'un des Français qui, en quatre années, se rendirent le moins compte des différences de climat politique entre les deux zones. Mais il avait fait le serment de ne jamais revenir à Vichy. Il le tint. Et l'on peut penser qu'en franchissant à Moulins la ligne de démarcation, au volant de sa « traction avant », le chapeau rabattu sur les yeux, la mâchoire serrée, le regard sans douceur, il ruminait contre ceux qui lui avaient rendu l'air irrespirable, quelques tours de sa façon. Il faut lui rendre cette justice qu'il leur fit bonne mesure.

Mais il n'est pas sûr que l'espèce de querelle très personnelle qui demeurera sous-jacente à toute la polémique dont le déchaînement est proche, n'aura pas contribué à fausser son optique, et à aggraver ses erreurs de jugement sur plusieurs points essentiels.

Quoi qu'il en soit, le premier acte est terminé. Dans les trois mois qui vont suivre, l'action du drame se nouera lentement, inextricablement, implacablement. Aucune force humaine n'empêchera plus le dénouement d'être tragique.



CHAPITRE III

MARCEL DEAT JOURNALISTE

Le 21 septembre 1940, le premier numéro de *L'Œuvre* nouvelle paraissait à Paris, avec un leader de Marcel Déat et un article, « Librement », qui indiquait dans quel esprit l'équipe groupée autour de lui entendait travailler.

A la vérité, cette équipe ressemblait comme une sœur à celle qui faisait *L'Œuvre* d'avant l'exode. Déat avait tenu à s'entourer de journalistes de métier, d'hommes de gauche indiscutables, et il faut avouer qu'il n'avait pas mal réussi.

Comme collaborateur immédiat, il avait Jean Piot, formé à l'école de Gustave Téry. Jean Piot était assurément l'un des meilleurs journalistes politiques de ce temps. On n'aurait pas imaginé *L'Œuvre* sans Jean Piot, et on ne peut douter que sa présence dans l'équipe ras-

surait certains lecteurs que le chef d'orchestre épouvantait. Dès le début d'ailleurs, il ne faisait pas mystère de ses divergences avec Marcel Déat. Autant il approuvait la politique intérieure de défense républicaine du nouveau directeur, autant il manifestait de réserve quant à sa politique étrangère. Quand les divergences s'accrochèrent, quand Jean Piot eut le sentiment que la désapprobation l'emportait sur l'acquiescement, il se retira, en novembre 1940.

Ce fut une lourde perte. Pondération, expérience du public et du journal, scepticisme né d'un long contact avec les dépêches brûlantes, et que les événements ne confirment pas, Jean Piot possédait les qualités même dont Déat était dépourvu.

Jean Piot parti, la cheville ouvrière du journal pendant un temps fut Robert Bobin. Ancien secrétaire de Renaudel et de la *Vie Socialiste*, puis « néo », ce gros garçon connaissait « Marcel » depuis près de vingt ans. Il nourrissait d'ailleurs à son égard des sentiments mêlés d'admiration et de défiance, qui ont d'assez fortes chances d'être équitables. Excellent technicien du journalisme, il était un auxiliaire indispensable en l'absence d'André Guérin, capitaine de chasseurs en captivité. Il s'arrachait les cheveux, — ceux qui restaient, — devant l'inexpérience journalistique du patron, sa crédulité, ses colères terribles déchaînées par un « tuyau » qui s'avérait faux, mais qu'il vérifiait trop tard ! Au demeurant, d'un dévouement sans égal, et plus proche, lui aussi, du Déat antivichyssois que du Déat collaborationniste. En travaillant avec lui, il pouvait avoir le sentiment de recom-

mencer « *La Vie Socialiste* », et de faire le quotidien que les « néos » n'eurent jamais.

Sa situation dans la maison n'était pas facile par suite de désaccords avec l'Administration. Elle devint intenable quand André Guérin, libéré de son « Oflag », vint reprendre sa place de rédacteur en chef. Aussi Bobin s'éloigna-t-il à son tour, à la fin de 1941. Sur un plan légèrement différent, son départ eut pour Marcel Déat des conséquences analogues à celui de Jean Piot. Tout ce qui était freins et contre-poids disparaissait du journal.

On ne pouvait guère compter en effet sur Guérin qui revenait à *L'Œuvre* bien résolu à ne faire aucune politique, et à n'écrire pas sur d'autres sujets que les prisonniers, le ravitaillement, et autres thèmes du même genre. Il essaya de donner au journal un peu de ce tour léger qui avait fait sa célébrité. Lui aussi déplorait que « Marcel » s'entêtât à écrire un article quotidien. A écrire si souvent, disait-il, comment ne pas dire de « c...ries », et comment ne pas se tromper sans arrêt ? Mais son attentisme prudent, bientôt changé en une adhésion à la politique des Alliés, était sans prise sur Marcel Déat, qui jugeait sévèrement ses réticences.

Son indocilité était connue de la Propaganda-Staffel dont il refusait certaines consignes. Elle demanda son renvoi vers la fin de 1943, et elle l'obtint. On le retrouva en Normandie, lors du débarquement, où il avait pu se rendre grâce à un ordre de mission de Déat devenu ministre ! Chef de gare, puis soldat, André Guérin achevait ainsi, par une figure très pittoresque, un quadrille mou-

vementé. Mais il n'est pas douteux non plus que son départ n'ait aggravé l'isolement de Déat.

A côté de ces techniciens, on trouvait d'autres noms connus. La Fouchardière, qui dut toutefois changer les têtes de turcs du cliché surmontant son article, car dans la France du Maréchal, on ne pouvait guère concevoir qu'un officier y figurât en bonne place ; René Gérin, brillant combattant et objecteur de conscience, qui tenait la rubrique des livres ; Georges Pioch, plus anarchiste et jovial que jamais, qui s'occupait du théâtre. L'Histoire était aux mains d'Alexandre Zévaès, et l'Enseignement relevait de René Chateau. La chronique syndicale, signée Pierre Thomas, était écrite, dit-on, par Georges Albertini.

Le journal manquait de collaborateurs occasionnels. Ils y auraient mis quelque diversité, mais Déat tenait d'abord à l'unité. Le journal devait être idéologiquement « son » journal, et il y parvint finalement. Mais en 1940, il était loin d'en être là.

A côté de la rédaction, il y avait l'administration. Elle était représentée à Paris par MM. Raud, célèbre par sa perruque, et Chauchat, dit « La Fourrure ». La cordialité du second était très prisée. Le premier était moins rond, et sensiblement moins populaire. M^{lle} Odette Leroy complétait le trio, mais elle n'était pas la moins remuante. Tout ce monde invitait Déat et sa femme à déjeuner une fois par mois. Ils avaient beau avoir besoin de lui, et il avait beau le savoir, jamais il ne se sentit libre à leur égard. Avec son talent et sa notoriété, il les considérait comme les patrons ! Il leur téléphonait avec

d'infinies précautions, alors qu'il n'ignorait pas leurs sentiments véritables. Ils ne le supportaient que pour gagner de l'argent. Détail incroyable, mais dont la comptabilité pourrait témoigner, Déat gagnait 15.000 francs par mois comme directeur politique de *L'Œuvre*, soit 180.000 francs par an.

On ne serait pas complet dans cette revue des personnages qui côtoyaient Déat à *L'Œuvre*, si l'on ne notait pas que M. André Le Troquer, jusqu'à son départ pour Londres en 1943, continua d'être l'avocat de la société.



Déat allait au journal chaque jour vers 11 heures, et souvent en fin d'après-midi. Il y tenait conférence, mais ses collaborateurs se plaignaient de ne pouvoir l'entretenir des affaires du journal, occupé qu'il était à recevoir les visiteurs qui affluaient. Il les recevait tous, connus et inconnus, passant des heures à les écouter. Il les accueillait dans le grand bureau du premier étage, se levant rarement quand ils entraient. Il essayait de les regarder sans trop les fixer. D'abord parce qu'il n'aimait pas cet exercice, ensuite parce que, tandis qu'ils parlaient, il notait l'essentiel de leurs propos.

Sur la fiche qui avait servi à les introduire, il inscrivait l'heure, et griffonnait au stylo ce qui l'intéressait. L'ensemble des notes se retrouvait au fond de sa serviette de cuir jaune, presque toujours vide. Le soir, rentré à la maison, tout était soigneusement tapé à la machine, sur les fameux cahiers noirs ! Nom, sens de la conversation,

tout y est, surtout ce qui, devant demeurer confidentiel, devait être fixé sur le papier, à cause de l'intérêt qui s'y attachait ! S'il est vrai que ces carnets existent encore, tous les visiteurs de Déat doivent trembler de voir leurs noms révélés au public ! C'est que bien des gens de gauche, résistants ou non, se donnaient rendez-vous dans son bureau, du moins jusqu'à 1943. Et si l'on publiait certains noms, que de surprises !

A ses interlocuteurs, il posait peu de questions. Il les écoutait. Et il ne disait jamais non, parce que c'est un mot qu'il savait écrire, mais qu'il ne pouvait pas prononcer. Il n'osait pas davantage interrompre un importun. Il le laissait aller jusqu'au bout de son histoire, jetant de temps à autre un œil sur sa montre-bracelet, sans manifester la moindre impatience. Quand le fâcheux quittait la place, il se levait, et le reconduisait fort civilement, un sourire contraint adoucissant son visage. Il ne manquait jamais de lui dire un : « Au plaisir », où se marquaient, tout à la fois, son origine populaire en difficulté avec les usages, et la vieille habitude parlementaire qui commande de n'éconduire personne parmi les électeurs.

Mais, quand d'aventure l'un des visiteurs apportait un « tuyau » inédit, ou une idée intéressante, — ce qui arrivait malgré tout, — Déat ne manquait pas de servir toute chaude la nouvelle, ou d'essayer l'idée sur les suivants. Alors commençait une trituration des pensées d'autrui qui était l'une de ses méthodes favorites de travail. Mais il va sans dire que tout cela était très dispersé, et qu'il y avait plus d'ivraie que de bon grain. Il aurait été préférable de voir moins de gens, en les sélectionnant et

surtout en les convoquant à raison de ce qu'ils auraient pu apporter. Mais il aurait fallu écarter les gêneurs, et Déat ne put jamais s'y résoudre, par souci de ne pas déplaire.

L'abondance des visiteurs n'était pas sans causer de sérieux soucis à l'inspecteur Prieur, des Renseignements généraux, attaché à sa personne par le Préfet de Police, au lendemain de l'attentat de septembre 1941. Quand les visiteurs attendaient, Prieur qui se tenait devant la porte de son cabinet de travail, sur le palier, les dévisageait et inspectait leurs poches d'un œil exercé. Il précédait Déat quand il montait et descendait, et regardait dans son bureau si tout était normal. Il n'oubliait pas de vérifier l'intérieur des vases ! A voir avec quelle facilité Déat recevait tout le monde aux bureaux du journal, on peut concevoir les transes professionnelles de son ange gardien !

Chaque jour, dans *L'Œuvre*, Marcel Déat publiait un grand « papier », d'une longueur inusitée pour un article quotidien. Tout ce qui comptait en France, — amis et ennemis, — le lisait, pour s'en délecter ou pour s'en indigner. Il n'est pas indifférent de révéler comment Déat fabriquait ses articles, car on y trouvera des éléments pour le mieux connaître, et peut-être le mieux comprendre.

En un certain sens, il était le contraire d'un journaliste, car il n'écrivait jamais ses articles au journal, dans le feu des nouvelles, comme un Lauzanne, ou un Suarez. Il ne les écrivait même pas au jour le jour ! Le dimanche

il les tapait en bloc à la machine, avec deux doigts seulement. En quatre heures environ, les six articles de la semaine étaient expédiés. Pas d'hésitation, pas de rature, juste le temps matériel de taper. L'article, bâti à miracle, et parfois coulé dans le bronze, s'élaborait sous les yeux du témoin, ébahi par tant de facilité et de désinvolte talent. Quand un papier était fini, Déat prenait son stylo, mettait les accents, corrigeait une faute de frappe, et ajoutait avec application, sur le « é » de Déat, l'accent que ne comporte pas la majuscule des machines à écrire.

Dûment achevés, les six articles étaient donnés à *L'Œuvre* le lundi, et Déat était tranquille pour la semaine. Il fallait une catastrophe pour qu'il consentît à écrire un « papier » sur l'actualité du jour. C'est pourquoi ses articles commentent généralement des faits déjà refroidis, ou au contraire projettent en avant des vues d'avenir, puisque le présent ne le contraint pas. S'il était exact que la presse quotidienne moderne soit avant tout celle du commentaire quasi instantané des nouvelles, Marcel Déat ne pourrait donc être compté comme un prince du métier. Mais le journalisme est aussi autre chose, et nul ne peut contester sa réussite sur un plan plus élevé : celui du journalisme d'opinion. Il est le fils des Armand-Carrel, des Prévost-Paradol, des Louis Veuilot, pour prendre de grands noms opposés, mais qui n'écrasent assurément pas le sien.

Pourtant cette affirmation doit être nuancée, car les méthodes de travail de Marcel Déat appellent de sérieuses

réerves. Elles sont inséparables d'ailleurs des formes de son intelligence et de certains traits de son caractère qu'il est nécessaire de fixer maintenant.



A ceux qui s'étonnaient de l'orgueil de Déat, il aurait été facile de répondre que la qualité exceptionnelle de son intelligence le légitimait. De fait, rarement mécanique intellectuelle a pu être comparée à la sienne. Sur un plan très différent, seule celle de Jean Bichelonne pouvait, de 40 à 44, avoir cet honneur. Mais cette intelligence avait besoin, pour moudre, d'une substance qu'il lui arrivait souvent de ne pas sécréter elle-même. Georges Albertini disait que l'intelligence de Déat était plus germinative que créatrice. Il voulait dire qu'elle se manifestait surtout en faisant miraculeusement fructifier une graine recueillie au hasard d'une conversation — mais dont la présence était nécessaire. Ce jugement est peut-être trop systématique, mais il renferme sûrement une part de vérité.

Il explique, en tout cas, que Déat ait cherché à alimenter ses réflexions et ses articles par ce qu'il glanait au hasard, qui le frappait, dont il tirait des conclusions d'une variété et d'une ampleur stupéfiantes. Mais il reste qu'il fallait en général lui suggérer une interprétation de l'événement pour qu'il fût capable de le penser vraiment et d'en exprimer toute la substance.

Cette intelligence prestigieuse avait d'autres pailles. La première était une impulsivité qui lui interdisait de

se freiner, quand elle s'emballait sur une idée. Présidant un jour une conférence sur la Russie, vers 1943, il entendit le conférencier parler de l'importance économique du marché russe, pour l'économie européenne, au lendemain d'une victoire allemande. Cet aperçu ouvrit à Déat des horizons sur les chances et l'intérêt d'une collaboration germano-russe. Comme les diplomates japonais qu'il rencontrait lui disaient toujours leur espoir d'un accord entre Hitler et Staline, la mécanique fameuse se mit en mouvement.

Il en résulta quelques articles sensationnels sur les chances d'un compromis à l'Est, auquel Déat découvrit des vertus. Les « papiers » rendaient un tel son que chacun s'interrogea. Si un homme aussi informé écrivait ces choses, c'est que des contacts avaient été noués, et que la question était débattue. Les lecteurs de Déat se réjouissaient de partager ainsi une confiance diplomatique de premier ordre, et chacun attendait. La vérité, en l'occurrence, est que Déat ne savait rien ; qu'avant même d'écouter le conférencier il ne pensait pas spécialement à la question, mais que son esprit était ainsi fait qu'il ne pouvait pas résister à l'exploitation d'une idée qui le séduisait un moment, sans motif apparent. Et comme il avait le don de présenter comme vraisemblable, et probable, ce qui n'était encore qu'hypothèse, et pieux désir, on touche ici du doigt l'une des causes essentielles de l'influence qu'il a pu exercer sur certains esprits, et sur certains milieux. Ils n'ont jamais pu soupçonner que la part d'invention était chez lui toujours plus grande que la part de réalité.

Comme il arrive souvent, lui-même n'avait pas conscience de cette tendance de son esprit. Quand il relisait son article, il était sans doute le premier à se féliciter de son bien-fondé, ce qui est le comble, on en conviendra, de l'art de persuader.

Si sa culture philosophique était d'une exceptionnelle profondeur, et sa culture littéraire d'un niveau très élevé, sa culture historique et sa formation économique laissaient à désirer. Il était au fait des problèmes politiques, mais il connaissait mal les questions sociales, malgré une sympathie certaine pour les travailleurs. Si l'on ajoute que sa connaissance de l'étranger était nulle, puisqu'il n'était à peu près jamais sorti de France, et qu'il ne suppléait pas toujours par une culture livresque à ce manque de contacts avec les réalités extérieures à son pays, on se rendra compte que ce puissant esprit, à côté de hauts sommets, présentait quelques lacunes qu'on ne peut oublier.

Il était trop intelligent pour ne pas les sentir, et dans les loisirs d'une vie à la fois dangereuse et rangée, il s'efforça, après 1940 surtout, de les combler. Malgré tout, il prenait souvent position sur les questions qu'il connaissait insuffisamment, avec le même talent apparemment décisif. Sa puissance de conviction ne souffrait pas de l'indigence accidentelle de son information. Comment dissimuler pourtant que la magistrature morale qu'il souhaitait d'exercer sur l'opinion, aurait gagné à l'être par un homme, non pas plus intelligent, c'était quasi impossible, mais plus complet ?

Si nous insistons, ce n'est pas par désir de faire res-

sortir les ombres d'un immense talent. C'est parce que le journalisme accrut ses défauts au lieu de les corriger. La tentation du journaliste est de parler de tout, puisque tout requiert successivement son attention. Et quand on ne sait pas, on improvise. A un certain niveau, les risques sont faibles. A son étage, ils sont considérables. Plus Déat écrivait, moins il pouvait travailler, moins il pouvait réfléchir. Il se laissait aller ainsi à son démon favori, celui de la facilité. Sa dextérité était sans pareille, et il était bien le plus grand manouvrier du journalisme contemporain. Mais il s'en faut que la substance de ses articles soit toujours égale à leur forme. Celle-ci semblait gagner à être le fruit d'une étreinte fugitive du cerveau de Déat et d'une réalité plus ou moins bien connue. Celle-là est souvent plus fragilè. Marcel Déat eut le tort de vouloir trop étreindre. Il eût gagné à se limiter aux questions dans lesquelles sa maîtrise était éclatante.

Reste à dire qu'il n'avait pas une intuition à la hauteur de son intelligence, et qu'il refusait toujours de s'avouer à lui-même qu'il s'était trompé. Il y avait en lui, dans certains domaines, un refus inconscient et parfois rageur de voir clair, qui achève son portrait intellectuel. Finalement ce paysan madré, si plein de santé, si proche du peuple par ses origines et un style de vie conservé, était étranger à la réalité. Ce qui existait, c'était ce que concevait son esprit. Ce matérialiste impénitent se trouvait être l'idéaliste le plus absolu qui soit. Il croyait aux idées comme en la seule réalité sensible, peut-être parce

que son esprit était une merveilleuse machine à les fabriquer comme à les transformer.

Mais du moins, ces idées, il les prenait à bras-le-corps. Il travaillait dans le plein des concepts, et ne jouait pas sur les mots. Ses déductions n'avaient ni la fragilité inquiétante, ni la témérité acrobatique qu'un Léon Blum parvient toujours à donner aux thèses les plus robustes et les mieux assises.

Ses raisonnements, il les paraît des prestiges d'un art inimitable. Son style était riche, mais sans excès, ni recherche. Il se plaisait aux images familières auxquelles il savait conférer de la grandeur et une majestueuse simplicité. Sa langue donnait une impression d'exactitude et de robustesse, qui était déjà une sorte de preuve. Elle avait aussi, quand il le voulait, et c'était souvent, des éclats de colère, un mordant, une violence qui le rangeaient au premier rang des pamphlétaires. Il était le pair d'un Léon Bloy ou d'un Henri de Rochefort. Mais il savait aussi exprimer les nuances les plus délicates, comme les émotions exaltantes. Personne n'a mieux parlé du maréchal Pétain que Marcel Déat, dans quelques paragraphes des articles où il célébrait, chaque année, le vieillard chargé d'ans et d'épreuves.

Il savait enthousiasmer, émouvoir et séduire. Il donnait aux lecteurs qui l'aimaient des joies intellectuelles sans pareilles. Il déchaînait la colère chez ceux qui le détestaient, et qui pourtant ne pouvaient se passer de le

lire. Avec son tempérament, il éprouvait sans doute plus d'intime fierté du second résultat que du premier.



Durant ces quatre années, son inspiration journalistique fut fidèle à quelques grands thèmes. Mais elle a subi une inflexion, qu'il faut marquer dès l'abord. Elle est la suite de celle qui a été discernée déjà dans les articles publiés à Vichy, au cours de l'été 1940.

Dans le dernier trimestre de 1940, les articles de politique intérieure furent de loin les plus nombreux, sur les sujets déjà amorcés à Vichy. L'entrevue de Montoire, puis le 13 décembre, l'amènèrent à considérer de plus près les problèmes de politique franco-allemande, sous l'angle de la collaboration, tandis que l'entrée de l'U.R.S.S. dans la guerre donne à ses articles un tour anticommuniste, qui ne leur était pas habituel. Le retour de Laval au pouvoir, en avril 1942, ramène son attention vers la politique de restauration républicaine, que le nouveau chef du gouvernement veut entreprendre. Mais le débarquement en Afrique du Nord met au premier plan les questions militaires. Il leur réserve de nombreux articles, les considérations de stratégie, et même de tactique, prenant de plus en plus le pas sur toutes les autres. La chute de Mussolini, et la politique allemande en Europe, le conduisent à des articles de doctrine sur la politique européenne et les révolutions du xx^e siècle. Le débarquement des Alliés provoquera un ultime raidis-

sement, et la plume lui tombera des mains au moment du départ.

En somme on peut dire que cette campagne de presse, dominée à l'origine par une conception de la Révolution Nationale opposée à celle de Vichy sur le plan intérieur, orientée ensuite par une certaine optique diplomatique des rapports franco-allemands, a été dominé enfin par les nécessités d'une politique européenne, soumise aux impératifs de la guerre conduite par l'Allemagne. Au fur et à mesure de cette évolution, les articles de Marcel Déat n'avaient plus la même portée. Ses lecteurs, qui ne pouvaient suivre les cheminements de sa pensée, étaient légitimement déroutés, en voyant le défenseur de la République se muer en doctrinaire du totalitarisme. Lui-même le comprenait à ses heures. Il ajoutait que l'évolution était naturelle, sans se rendre compte qu'à supposer que l'idée fût vraie, et il aurait fallu s'en expliquer, il n'était pas possible de la faire assimiler si vite par les Français.

Les quelque douze cents articles écrits dans *L'Œuvre* par Marcel Déat entre le 21 septembre 1940 et le 15 août 1944 ont successivement touché à tous les domaines. Mais ils se groupent aisément en rubriques différentes, autour d'idées très simples, inlassablement répétées, chaque jour assorties d'une argumentation nouvelle d'une incroyable fécondité.



La politique intérieure était son thème de prédilection, et celui dans lequel il a obtenu ses plus grands succès

journalistiques. C'est là que ses dons de polémiste lui permettaient de tirer d'éblouissants feux d'artifice.

Pendant ces années, personne n'a défendu la forme républicaine du gouvernement avec plus de ténacité et de brio, contre les critiques des maurrassiens, si nombreux dans les avenues du pouvoir nouveau. Aussi, le traitait-on, dès 1940, avec dérision, d'un certain côté, de défenseur du régime défunt. Les fascistes de 1941, n'étaient pas tendres en effet pour la III^e République ! Comme ils avaient tous plus ou moins sucé le lait monarchique, ils avaient moins de raison encore d'être indulgents, Déat, qui ne détestait pas le paradoxe, leur répondait que le III^e Reich était une république, puisque la forme républicaine n'avait pas été remise en question après l'écroulement du régime de Weimar. C'était même, on peut l'ajouter, tout ce que les hitlériens en avaient conservé. L'argument était amusant ; mais sa valeur de preuve restait médiocre. Il était pourtant de nature à embarrasser ses adversaires, et visiblement il les gêna.

Il défendait le régime parlementaire avec plus de nuances. Il était intransigeant sur le passé immédiat. Certes, il reprochait à la Chambre de 1939 de n'avoir pas su imposer au gouvernement un vote sur la déclaration de guerre. Mais il refusait de faire sienne la thèse de Vichy, qui rejetait sur le Parlement la responsabilité de l'impréparation du pays, afin de décharger mieux les militaires. Il écrivit sur ce thème, où de vieux souvenirs d'antimilitarisme socialiste jetaient des feux rajeunis, des articles d'une plus belle veine que ceux des défenseurs londoniens de la République, comme on peut aisément

le vérifier en recourant aux textes. Quant à l'avenir du parlementarisme, il était plus réservé. Eugène Frot ayant dit, un jour de 1942, qu'il ne voyait pas qu'on puisse gouverner la France autrement que par le moyen du régime parlementaire, Déat exprima des critiques. Elles étaient du même ordre que celles faites par Léon Blum, détenu à Bourrassol, dans « *A l'échelle humaine* », qu'il écrivait alors,

Mais c'est contre l'épuration qu'il mena ses plus belles campagnes de politique intérieure. Nouvel ordre moral, Vichy eut ses de Broglie et ses de Fourtou. On révoqua des maires. On remplaça des municipalités élues par des délégations nommées. On supprima les conseils généraux. Comme la plupart de ces mesures touchaient des gens de gauche, Déat protesta, avec une violence verbale égale à la pertinence de ses remarques. Rien n'y fit, on le sait. Mais son indignation devant cette épuration mesquine ne se calma jamais.

Comme bien on pense, cette défense du vieux personnel lui valait un redoublement d'attaques. Elles allèrent au délire quand il entreprit de défendre les francs-maçons, injustement frappés à raison de leur affiliation à un organisme qui était légal quand ils y entrèrent. Une certaine presse le dénonga comme le suppôt des Loges, *Le Piloni*, *L'Appel*, les *Documents antimaçonniques* ne cessèrent pas de désigner Marcel Déat comme le plus redoutable adversaire de la Révolution Nationale. Les textes sont là. Certes on ne les lira pas sans surprise. Un tel rappel étonnera peut-être. Les faits pourtant demeurent ce qu'ils furent.

Le nommé Henri Coston était le plus violent à son égard. Déat lisait ses articles en riant et ne lui répondait jamais, le jugeant trop mince personnage. Mais quand le spécialiste de l'antimaçonnerie doctrinal M. Bernard Fay s'en prit à lui, Déat, qui avait trouvé un adversaire qu'il jugeait à peu près digne de lui, fonça sur l'administrateur de la Bibliothèque Nationale, et lui flanqua une raclée mémorable, terminée en coup de pied au derrière... par écrit bien entendu. Rarement Déat, au cours de sa vie, fut aussi heureux qu'après avoir écrit ces cent lignes vengeresses. Il en riait tout seul. Et, pour achever de discréditer le personnage, — car il en « remettait » parfois, — il disait qu'il avait commencé sa carrière sous les auspices de la maçonnerie américaine, à laquelle il devait de détenir sa chaire du Collège de France sur la civilisation des États-Unis ! C'était probablement faux, mais ce n'était pas mal trouvé !

Les vichyssois, si maladroits dans la question maçonnique, ne l'étaient pas moins dans celle de l'École laïque. On pouvait parfaitement considérer que la législation scolaire avait besoin de quelques correctifs, sans remettre en question la laïcité de l'enseignement, et sans frapper les instituteurs, coupables d'avoir été des républicains et des syndicalistes un peu trop bruyants peut-être, parce que trop sincères. On le comprenait d'autant moins, que le Syndicat National des Instituteurs avait été dirigé par André Delmas, l'une des têtes les plus lucides de la C.G.T. Sous sa direction il avait montré une hostilité sans défaillance contre le bolchevisme, une prudence exemplaire dans le domaine de la politique étrangère, et le minimum

de démagogie, dans une France où personne n'est exempt de ce reproche.

En faveur de l'école laïque, Marcel Déat mena une campagne vigoureuse, défendant ses maîtres, ses méthodes, et son idéal. Les nécessités de la polémique l'amènèrent même à ne pas accepter certaines critiques, dont les partisans éclairés de l'enseignement public conviennent entre eux. Il intervint avec une vigueur particulière contre la suppression des Ecoles normales primaires et contre les projets de M. Jacques Chevallier, désireux d'introduire un enseignement religieux à l'école. Sur ce thème, une polémique à laquelle prirent part, outre le directeur de *L'Œuvre*, Georges Suarez, directeur d'*Aujourd'hui*, et René Chateau, directeur de *La France Socialiste*, sut se maintenir à une hauteur de ton à laquelle la presse ne reste pas toujours.



Si la politique intérieure le préoccupait constamment, les problèmes économiques ne l'inquiétaient pas moins. Il avait d'ailleurs quelque mal à accorder, en lui d'abord, dans ses articles ensuite, les tendances contradictoires qui se partageaient son esprit. Il parvenait néanmoins à donner une impression d'unité, parce que nul n'excellait comme lui à masquer, par une forme impeccable, certaines difficultés profondes.

Il était un ancien marxiste, et avant tout un « planificateur » convaincu, un partisan de l'économie dirigée. L'efficacité de la direction autoritaire de l'économie lui

paraissait plus grande encore, depuis qu'il en voyait les résultats en Allemagne ou en Russie. A cet égard, tout un aspect de la politique de Vichy ne pouvait avoir que son approbation.

Mais ses articles exprimaient, la plupart du temps, des réserves sérieuses sur la politique économique du gouvernement. Il condamnait son étaticisme excessif, ce qui est surprenant chez un doctrinaire de la toute-puissance de l'Etat. Il est vrai qu'il aurait répondu à cette objection, qu'on peut vouloir un Etat très fort, sans accepter un étaticisme paralysant. Il condamnait aussi l'accroissement de la puissance capitaliste, résultant de la création des comités d'organisation nés de la loi du 16 août 1940, rédigée par M. Pierre Laroque, actuellement directeur général de la Sécurité Sociale. Personne n'a mené contre cette loi, et contre « les puissances d'argent » qu'elle favorisait, à son jugement, une campagne plus vigoureuse que lui. Les articles parus sur ce sujet depuis la Libération, sont d'une extrême modération, comparés aux siens.

Enfin, il y avait en lui un Français rouspéteur, ennemi des contraintes et de la bureaucratie, un citoyen ennemi des pouvoirs, à la manière d'Alain, et qui ne pouvait admettre les systèmes contraignants de collecte des denrées, ou de répartition des matières premières. Il y a gros à parier qu'en régime d'économie dirigée, Marcel Déat aurait été l'un des censeurs les plus sévères d'un ordre de choses, qu'il aurait contribué plus qu'aucun autre à créer. Sur ces problèmes, ses opinions pouvaient varier selon les jours, mais son bon sens ne le quittait pas.

Il était surtout sensible aux erreurs des fonctionnaires pour tout ce qui touchait aux questions agricoles. Le paysan qu'il était, sentait instinctivement les malfaçons de la politique des subsistances. Il ne dédaignait pas de consacrer des articles aux problèmes de la viande, du lait, du pain, des pommes de terre. Et il en parlait dans un style d'une simplicité particulière, avec le mépris bon enfant de ceux des champs pour ceux des villes. On peut constater aujourd'hui qu'il ne fut pas toujours juste pour les résultats obtenus par les ministres du Ravitaillement de cette époque.

Ses articles affirmaient sans se lasser sa prédilection pour un système économique qui ferait une large place aux coopératives, et qui permettrait aux consommateurs d'exercer une influence plus grande à tous les échelons de la production et de la distribution. On est frappé de voir que son socialisme était totalitaire sur le plan doctrinal, et démocratique sur le plan institutionnel. On saisit là une des contradictions profondes de son système de pensée. Sa politique l'orientait vers le totalitarisme, mais son instinct et ses tendances le retenaient sur cette pente, et lui ouvraient d'autres voies.

Le socialiste qu'il était avait complètement renoncé à toute mentalité de lutte de classes. À cet égard, sa rupture avec le marxisme était totale. Mais cela ne l'empêchait nullement de consacrer aux problèmes sociaux des articles très vigoureux réclamant la promotion ouvrière. Il défendit constamment les organisations syndicales contre les tenants d'un certain corporatisme. M. Jules Verger, qui en était le principal représentant,

était l'une de ses têtes de Turc favorites. Les « associations mixtes » prévues par l'article 39 de la Charte du Travail, excitaient sa colère, et il le fit bien voir quand il fut ministre du Travail. Au demeurant, il ne savait pas exactement les raisons profondes de son mécontentement. Il avait fait confiance aux techniciens syndicalistes qui l'entouraient, et il avait foncé.

Le corporatisme d'ailleurs ne pouvait lui agréer, parce qu'il voyait en lui une résurgence des corporations de l'Ancien Régime pour lesquelles il n'avait qu'une sympathie très mitigée. On ne doit jamais oublier que Marcel Déat fut intellectuellement un fils du XVIII^e siècle et de la Révolution. Pourtant, ses articles sur le sujet perdirent leur sectarisme quand il comprit que le corporatisme véritable ne se concevait pas en dehors du syndicalisme organisé. C'était, on peut le remarquer, la position d'Hubert Lagardelle. Et vers 1924, c'était aussi celle de Mussolini et de Rossoni, le leader syndicaliste du fascisme italien. Il résulta de son évolution un rapprochement de sa pensée, et de celle de certains disciples modernes de la Tour du Pin. Mais là encore il n'était pas arrivé à un équilibre complet et définitif.

Une fois de plus, d'ailleurs, sa politique le tirait dans le sens de l'Etat. Elle l'orientait vers un corporatisme autoritaire fort éloigné du corporatisme d'association dont les doctrinaires catholiques sont partisans. Pour accorder mieux ses idées sociales au totalitarisme philosophique qui séduisait son esprit, Déat adoptait un ton de remontrance sévère vis-à-vis de certains syndicalistes. Il contribua ainsi à les égarer sur son état d'esprit, que

la lecture attentive de ses articles définit pourtant sans équivoque. Une fois de plus, en s'exprimant avec excès, Déat se faisait à lui-même le plus grand tort. Et comme les actes ne pouvaient corriger cette impression, — puisqu'il dut attendre 1944 avant d'agir, — il en résulta une confusion et des malentendus qui ne sont pas dissipés.



Il fut peut-être un temps où la politique intérieure pouvait être dissociée de la politique extérieure. Mais sous l'occupation, les deux étaient étroitement solidaires, et le sont encore. Déat était donc naturellement conduit à consacrer des articles nombreux à la politique internationale.

Ces articles étaient toujours très remarquables, soit en France, soit dans certains pays neutres, soit à Londres. Non pas seulement par leur valeur intrinsèque, mais parce qu'on croyait que Déat, à cause de sa position politique, était un homme très informé des questions diplomatiques. En fait, il n'avait aucune information particulière. Du côté allemand, il ne savait rien. Du côté allié, il n'écoutait jamais les radios anglaises ou américaines, et à peine les postes neutres dont l'objectivité l'agaçait.

En 1940, ses articles de politique étrangère exploitent le thème de la collaboration et de l'Europe, à la suite de l'entrevue de Montoire. Ils sont encore écrits sur un ton relativement modéré. Le ton changera, mais le thème demeurera constant. Déat, qui continuera de croire la

collaboration possible même quand elle ne l'était plus, écrira jusqu'au bout des articles pour la réclamer. Cette obstination lui valut d'être surnommé par Abel Bonnard, alors Grand Maître de l'Université, le « Maurras de la collaboration ».

Mais, au fur et à mesure que la guerre se déroulait, il était amené à prendre position sur les problèmes extérieurs. La guerre germano-russe, puis les bruits de négociation qui couraient ou des circonstances accidentelles comme celle signalée plus haut, en firent tour à tour le champion d'une guerre acharnée contre les Soviets, et le partisan déclaré du compromis à l'Est. Il disait qu'Hitler était plus près de Staline que de Churchill, que la parenté de leur régime rendait plus facile un renversement total et que, accord pour accord, mieux valait s'entendre avec le communisme dictatorial, qu'avec le capitalisme libéral. Il n'écrivait pas dans ses articles, mais il disait en privé que, de cette manière, les communistes seraient dindonnés. Il y a gros à parier que, dans cette hypothèse, Déat aurait été le dindon, bien plus que Thorez.

Il craignait davantage le compromis avec les alliés de l'Ouest. Il le redoutait parce qu'il ne pouvait se faire, pensait-il, que sur le dos de la France et de son Empire. Il eut jusqu'au bout cette opinion.

L'entrée en guerre des Etats-Unis, la résistance de l'Angleterre, tournèrent son esprit vers les problèmes anglo-saxons. Il expliquait dans ses articles l'indigence de la civilisation américaine, et les raisons de la décadence de l'Empire britannique. Son hostilité aux « ploutocraties » s'accrut de mois en mois. La prise de la Syrie

par les Anglais le dressa contre l'Angleterre. Les défaites anglaises de 1942, lors de la campagne japonaise, le convainquirent de la décadence irrémédiable de la Grande-Bretagne en Asie, et il l'écrivit. Comme toujours chez lui les anticipations l'emportaient sur les faits, et il ne pouvait pas enregistrer les uns sans livrer les autres.

Quand en 1943, la campagne d'Afrique poursuivie en Italie, amena la chute de Mussolini, Déat consacra à l'étude du fascisme italien, de sa vie à sa mort, une suite d'articles, dont l'idée directrice était que le fascisme avait péri, parce qu'il avait conservé trop de foyers d'opposition. On peut saisir là, pour la première fois, que Marcel Déat, pris comme d'autres dans l'engrenage de la guerre, avait perdu la possibilité d'examiner objectivement une situation déterminée. A partir de ce moment, les problèmes de politique étrangère ne furent plus traités par lui avec le minimum d'objectivité d'esprit qu'il avait conservé jusque-là. Aveugle volontaire, et inconscient d'ailleurs, il les assaisonnait au goût de ses désirs. La qualité des articles s'en ressentit inévitablement.

Mais, dans toute la mesure où la situation ne se posait plus qu'en termes de force, Déat était conduit à multiplier les articles de chroniqueur militaire. Ils ne prouvent rien en faveur de sa clairvoyance dans ce domaine, il est inutile de le dire. Déat avait cru, comme beaucoup d'autres, en 1940, à la victoire prompte de l'Allemagne sur l'Angleterre. Tant que les armées allemandes avançaient, il n'éprouvait pas le besoin d'écrire d'articles militaires, puisque son opinion sur l'issue finale se vérifiait

chaque jour. A partir du moment où elles reculèrent, comme il continuait de croire à l'excellence de son premier jugement, il dut ajuster les faits à sa propre pensée. Les articles sur la situation militaire ne sont rien d'autre que l'expression pure et simple, et publique, des raisonnements qu'il se tenait à lui-même.

Leur sincérité est certaine. Quand il avait trouvé une explication aux reculs de la Wehrmacht, Déat, qui fut persuadé jusqu'au bout de la victoire allemande, recouvrait son calme intellectuel. On peut tenir pour assuré qu'en quatre années, il ne douta pas une seconde de la victoire militaire de l'Allemagne, et qu'en conséquence, il ne songea jamais remettre en question, dans son principe, la politique de collaboration. Lorsqu'on lui représentait que l'aviation américaine écrasait l'Allemagne, il répondait le lendemain par un article sur les armes secrètes allemandes. Personne n'y crut comme lui. Quand les V 1 furent lancés contre l'Angleterre, Déat déclara : « Les Allemands n'ont donc pas bluffé. » Il avait la conviction que l'échec du débarquement provoquerait un retournement complet.

Il y a en tout cas un point où les idées de Déat, sur les problèmes extérieurs, se sont révélées exactes. Il a écrit de nombreux articles sur l'avance inévitable du communisme en Europe, à la suite de la victoire russe, et sur les désaccords fondamentaux entre les Alliés. L'après-guerre lui a donné raison, et sans doute davantage qu'il ne l'escomptait.

Il ne s'agit pas ici, dans cette analyse objective de sa pensée, de porter sur elle un jugement politique. Il

s'agit de la comprendre dans ses ressorts véritables, et tels que ses articles de *L'Œuvre* les ont fixés pour l'essentiel. Rien n'empêche ensuite d'adopter, vis-à-vis d'elle, l'attitude qu'on croit devoir prendre. Il reste qu'en connaissant plus clairement les intentions, on a plus de chance d'être juste.

Cette étude des articles de Déat ne prétend pas être exhaustive. Elle a été faite en se plaçant à l'intérieur de son système de pensée. Elle mériterait d'être suivie plus minutieusement encore, en liaison avec la courbe de la guerre. Telle quelle, elle peut permettre de comprendre comment l'ancien fantassin de Verdun, s'est fait le champion d'une politique répudiée, en 1944, par la majorité des Français. Quelque réserve qu'on fasse sur son attitude politique, un point est indiscutable : Déat ne concevait pas de salut pour la civilisation, hors de la victoire allemande en Europe, pas de salut pour la France, hors de l'entente avec l'Allemagne, et pas de construction de l'Europe sans un fédérateur victorieux. Qu'il se soit trompé, c'est une question, et pour la plupart c'est une évidence. Les lignes qui précèdent n'ont d'autre ambition que de proposer une explication à une attitude jugée incompréhensible, si l'on excepte la trahison délibérée.



Marcel Déat était loin de borner à *L'Œuvre* sa collaboration journalistique. Dans des périodiques comme « *Notre Combat* », « *La France Européenne* » ou le « *National-Populaire* », il abordait en général des ques-

tions de doctrine. Il y précisait sa position socialiste qui était assez originale dans la presse collaborationniste et vichyssoise, dont la tendance était nettement conservatrice, malgré le vocabulaire « gauchiste » des journaux parisiens. Il donna également quelques articles à l'Agence *Inter-France*.

L'Agence assurait d'ailleurs une grande diffusion à ses articles, qu'elle utilisait largement dans ses revues de presse, et auxquels Dominique Sordet se référait souvent. Nul n'a été sans doute plus fréquemment cité que lui durant ces quatre années, dans la presse de zone occupée, cependant qu'une partie de celle de zone libre refusait de mentionner même son nom. La radio ne le citait pas autant. Elle était aux mains de gens dont certains détestaient en lui le défenseur de la III^e République. Il lui arriva souvent d'être insidieusement malmené par les chroniqueurs radiophoniques. Ces malheurs le rendaient rouge de colère, et il rêvait de terribles représailles. Après quoi, il n'y pensait plus.

La presse étrangère lui demandait aussi des articles. Il n'était pas rare que, dans une journée, il en écrivit deux ou trois, avec la même facilité, et généralement sur des thèmes voisins. Ce qu'il voulait surtout répandre dans la presse européenne, et en particulier dans la presse allemande, c'est que l'Europe serait socialiste ou ne serait pas, et qu'elle ne se construirait pas sans la collaboration de tous les Etats. Les journaux étrangers avaient en lui un rédacteur d'une qualité hors de pair, et quand ils la connurent, ils recherchèrent sa prose. Mais c'est vers 1943-1944 que sa notoriété fut considérable, et à ce

moment d'autres activités l'empêchèrent de satisfaire aux demandes diverses qui lui furent adressées. Néanmoins, les journaux étrangers parlaient de lui de plus en plus fréquemment, et il n'en était pas médiocrement satisfait.



Dans le monde de la presse, sa personne tenait une très grande place, bien qu'il se soit abstenu de toute participation véritable à la direction du groupement corporatif de la presse, fondé par Jean Luchaire. Il avait des amis. Il avait des ennemis. Leur revue sommaire est une utile contribution à une plus exacte connaissance de l'homme et du journaliste.

Ses amis étaient ceux qui souhaitaient maintenir une continuité entre le régime d'hier et celui de demain, ou dont les sentiments républicains et socialistes étaient en concordance avec les siens. C'était le cas dans la presse quotidienne pour Jacques Roujon, directeur du *Petit Parisien* ; pour Georges Suarez, directeur d'*Aujourd'hui*, qui manifestait parfois quelque irritation en voyant que Déat restait un homme de gauche ; pour Jean Luchaire, directeur des *Nouveaux Temps*. Dans la presse hebdomadaire, le mage barbu et chevelu de *La Gerbe*, Alphonse de Châteaubriant, avait pour lui la plus vive sympathie. Ils communiaient dans une connaissance partagée des philosophes allemands, et Déat n'était pas insensible aux vues supra-sensibles du familier de Bayreuth.

Ses ennemis étaient d'abord les folliculaires, dont il

vaut mieux ne rien dire en ce moment, pour des raisons que chacun peut comprendre, s'il n'a pas une âme de délateur. Mais il y en avait d'autres qu'on peut signaler.

Tous ceux pour qui la politique se bornait à l'antimaçonnisme, et à l'antisémitisme le plus violent le poursuivaient de leur haine. Personne n'a été plus souvent dénoncé que Déat comme ennemi du fascisme, et partisan du « pourrissoir démocratique ». Toute la presse doriotiste, importante en 1942 et 1943, donnait à plein contre lui. Au *Cri du Peuple*, à *Je suis Partout*, à *L'Appel*, on ne se gênait guère pour lui dire ce qu'on pensait de ses idées comme de son action...

Mais, comme sa pensée évolua, en quatre ans, certains, qui avaient été des amis devinrent, sinon des ennemis, du moins des adversaires, tandis que d'autres, très hostiles au début, se rapprochaient. Parmi les premiers, on peut citer René Chateau. Parmi les seconds, les plus connus sont Robert Brasillach, et quelques journalistes de *Je suis Partout*, comme Coustau ou Laubreaux. Quant aux correspondants de presse étrangère à Paris, après avoir subi l'influence de la presse collaborationniste de droite, ils se rapprochèrent beaucoup de lui à partir de 1942. Ce fut le cas notamment des correspondants belges et espagnols qui lui rendaient de fréquentes visites.

Comme tous les journalistes écrivant sous l'occupation, Déat subissait le contrôle de la censure allemande. Elle n'approchait qu'avec circonspection du pavé massif que Déat lui présentait. Elle n'osait guère y toucher. Elle était assez persuadée d'autre part, qu'il risquait toujours de produire de désagréables surprises, en arrivant sur la

tête de ceux qui devaient le recevoir. Il lui arrivait donc de voir ses « papiers » retenus plusieurs jours à la censure, qui se donnait ainsi le temps de la réflexion.

Ce procédé lui faisait « piquer des rognés », comme il disait lui-même, absolument épiques. La raison principale en était qu'il devait parfois refaire en hâte un ou deux articles si, par un hasard malencontreux, le censeur avait gardé toute la provision. *L'Œuvre* était alors privée de toute nourriture ! Cette désorganisation de ses habitudes lui était plus pénible que n'importe quoi. Il n'aimait pas écrire pour le journal à un autre moment que le dimanche !

Mais, s'il acceptait sans trop maugréer que ses articles de politique étrangère soient victimes de l'Anastasie germanique, il n'en était pas de même pour ceux qui traitaient de la politique intérieure française. Or, il arrivait assez souvent que leur caractère vigoureusement socialiste, ou les critiques très vives contre certains aspects de la politique gouvernementale, suscitassent l'inquiétude des censeurs allemands. Ils craignaient des remontrances soit de l'Ambassade, soit du gouvernement, par le canal de l'Ambassadeur Abetz ou par celui de Fernand de Brinon. Mais Déat ne pouvait pas admettre que la censure allemande s'occupât de ses démêlés avec le gouvernement, et que son activité de journaliste traitant de problèmes exclusivement français soit entravée.

C'est l'attitude des censeurs allemands qui lui aura rendu sensible, à une ou deux reprises, qu'entre l'Allemagne qu'il imaginait, et l'Allemagne telle qu'elle était, il n'y avait peut-être pas une similitude parfaite. Une

fois notamment, cédant à l'un de ses démons familiers, il avait mis en cause, avec violence, la politique de la Papauté. Il l'avait fait avec d'autant moins de précautions de forme que c'était l'anticléricalisme de la politique hitlérienne qui l'avait frappé d'abord. Contrairement à son attente, l'article ne passa pas, et toutes les démarches pour obtenir son déblocage furent vaines. Son étonnement fut sans borne. Mais comme il aimait toujours tout expliquer, il se consola en disant que le censeur était un Allemand du Sud très catholique, qui avait fait passer, pour une fois, la défense de l'Église avant celle du Parti !

Il n'était pas très fidèle aux réunions de presse organisées par les Allemands, et aux réceptions qui les accompagnaient. Les directives qu'ils donnaient lui pesaient, et il préférait les ignorer, de manière à pouvoir se retrancher derrière cette ignorance en cas d'incident. Mais, malgré qu'il en eût, il ne pouvait empêcher la Propaganda-Staffel de contrôler de plus en plus la confection des journaux. En 1940, la liberté était relativement grande. En 1944, sur le plan de la presse quotidienne surtout, elle était terriblement réduite.

En revanche, Déat participait activement aux manifestations diverses de la presse française en zone occupée. Ses relations avec Luchaire, sans être amicales, étaient bonnes : il le considérait avec un peu de surprise, car le directeur des *Nouveaux Temps* avait un style de vie qui ne ressemblait pas au sien. Mais il appréciait le travail de Luchaire au Groupement Corporatif de la Presse. Quand le Club de presse de l'Avenue Henri-Martin fonc-

tionna, Déat suivit régulièrement son activité. Il y fut reçu un jour de 1944 par Georges Suarez. Il y avait là tout ce que la presse de Paris comptait de noms célèbres, et que les procès ont achevé de faire connaître. Dans ceux qui étaient là, beaucoup sont morts : Suarez, Brasillach, Doriot, Paul Chack, Paquis, Luchaire, Sordet ; beaucoup sont au bain : de Beauplan, Jeantet, Rebatet, Coustau, Fégy, Guy Crouzet, Combelle ; quelques-uns sont à l'étranger : Guilbaud, Châteaubriant, Lesdain, Lesca, Laubreaux ; d'autres ont disparu. Et d'autres enfin, pourquoi parlerait-on ici ?



Le récit de la carrière journalistique de Déat serait incomplet, si l'on ne disait rien des derniers mois de sa direction à *L'Œuvre*.

L'Administration du journal n'avait assurément jamais partagé les convictions de son directeur politique. On y conservait une vieille couleur radicalisante, fort éloignée des nouveautés du doctrinaire qui occupait le siège qu'illustra Gustave Téry. Au début, on ne s'inquiéta pas outre mesure. D'ailleurs Déat était là qui prenait toutes les responsabilités politiques, au delà même de ce qu'on lui demandait. Mais quand la défaite de l'Allemagne parut certaine, de vives alarmes naquirent rue Louis-le-Grand, à la pensée des explications qu'il faudrait peut-être fournir. Est-ce que l'Administration du journal, tout étrangère qu'elle soit restée à la ligne politique sui-

vie pendant quatre ans, n'aurait pas à répondre, malgré tout, de la politique préconisée par Marcel Déat ?

Dans cette angoissante conjoncture, le hasard, sous les traits du Docteur Eich, chef des services de la censure allemande, manifesta sa puissance. Le désaccord connu existant entre l'Administration et la Direction du journal, amena le D' Eich à éloigner les Administrateurs. Si bien qu'en 1944, Déat cumula les deux fonctions, cependant que l'Administration de *L'Œuvre* se mettait au vert, ou faisait retraite, comme on voudra.

En fait, il ne les cumula pas, car c'est précisément dans ce temps qu'il dut peu à peu s'éloigner lui-même du journal. Devenu ministre du Travail, sa collaboration à *L'Œuvre* s'espaca. A plus forte raison n'aurait-il pu assumer les fonctions d'administrateur. Il les fit confier à Jean Luchaire, qui ajouta cette nouvelle fonction à toutes celles qu'il exerçait, jusque-là, dans la profession. C'était un curieux tandem que le leur, et Déat en était convaincu plus qu'un autre. Mais il avait trouvé que cette solution lui ôtait tous soucis matériels. Il pouvait continuer à ne s'occuper que des idées. Que Luchaire, lui, se débrouille avec le papier, les fins de mois, et le personnel !

D'ailleurs *L'Œuvre*, comme tous les journaux durant cette période, faisait des affaires d'or. C'est un fait qu'ils ne « bouillonnaient » pas, et que leur prix de vente relativement élevé, joint très souvent à une Administration avisée, mettait les trésoreries à l'aise. Pour sa part, *L'Œuvre* réalisait annuellement plusieurs millions de bénéfices, et n'avait besoin d'aucune subvention pour bou-

cler son budget. Par ses lecteurs, la grande presse de l'occupation (*Œuvre*, *Petit Parisien*, etc.) a gagné plus d'argent que la presse de n'importe quelle autre période.

Déat ne pouvant assurer, dans les derniers mois, une présence suffisante au journal, et étant empêché d'y écrire régulièrement par ses fonctions ministérielles, délégua son secrétaire, René Bénédetti, dans les fonctions de rédacteur en chef. Ce ne fut pas une inspiration heureuse. Non pas que l'intéressé ait été, soit incapable, soit malhonnête. Mais Bénédetti, qui éprouvait pour Déat une sorte de vénération, écrivit parfois sous sa dictée des articles, qu'il signait, et qui manifestement ne répondaient plus à la situation politique. Ces articles, à propos desquels la responsabilité de Bénédetti n'est pratiquement pas engagée, et dont le véritable auteur est Marcel Déat, n'en sont pas moins à l'origine de la condamnation de son secrétaire, âgé de soixante ans, aux travaux forcés à perpétuité...



Telle est l'histoire vraie de Marcel Déat journaliste, débarrassée de toute affabulation, de toute complaisance et de tout parti pris. Elle ne correspond certainement pas à ce que pensent ni ses ennemis, ni ses amis, ni ses lecteurs moyens. Et pourtant elle est l'expression même de ce qui fut.

Pas plus sur ce plan que sur d'autres, Déat ne fut maître de son destin. Si on lui avait dit, en septembre 1940, qu'il écrirait dans *L'Œuvre* ce qu'il y écrivit en 1944, on peut être sûr qu'il aurait renoncé à toute acti-

tivité journalistique. Mais une force aveugle le poussait. Les prises de position publiques, catégoriques et quotidiennes, ont ceci de terrible qu'elles coupent la retraite de tous ceux qui ne pratiquent pas un opportunisme fondamental, analogue à celui des communistes. Ayant commencé comme il l'avait fait, il était dans la logique des choses, qu'il allât jusqu'où il est allé. La question de savoir s'il l'a vraiment voulu, et s'il n'a pas été plus « agi » qu'acteur, sans qu'il en prenne conscience, restera sans doute toujours sans réponse.

Mais, quand l'histoire aura refroidi ces années brûlantes, et qu'on parlera des « trahisons » de Déat comme de celles de Turenne ou de Condé, ou comme de celles des protestants alliés des Anglais, et des catholiques alliés des Espagnols, au temps de la Ligue, il restera quelques articles de journaux, qui seront des morceaux d'anthologie.

CHAPITRE IV

MARCEL DÉAT, CHEF DE PARTI

C'est le 13 décembre 1940 qui est à l'origine de la fondation du Rassemblement National-Populaire (R.N.P.) dont Déat devint le chef.

L'élimination de Pierre Laval du gouvernement avait mécontenté des milieux très divers : parlementaires, anciens combattants, syndicalistes, etc. Il ne s'agissait pas spécialement des sentiments que l'homme pouvait inspirer, mais de la politique qu'il incarnait.

Dès janvier 1941, des contacts furent pris entre des parlementaires comme Déat, Cathala, Jean Goy, et beaucoup d'autres qu'il n'est pas opportun de citer. Leur but était de lancer un mouvement en faveur de la politique de Montoire et du retour au pouvoir de Pierre Laval. L'ancien chef du gouvernement prit-il part directement à ces conversations préliminaires ? C'est difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que l'insigne du mouvement fut par-

tiellement conçu par lui. Il y fit mettre un fer à cheval, qui symbolisait non la chance, mais l'agriculture.

Dès le début, des malentendus surgirent entre les personnalités qui avaient participé aux premières réunions. On reprocha à Déat d'avoir brusqué les choses et d'avoir publié des listes de noms ne comprenant pas ceux dont il fallait absolument s'assurer le concours, et en présentant d'autres qui étaient indésirables. Quelle qu'en soit la raison, il est certain que plusieurs anciens ministres, dont Cathala, se retirèrent, ainsi que les syndicalistes amis de Belin, dont on avait trop vite annoncé l'adhésion par un communiqué. Leur absence réduisit largement la surface portante du mouvement. Au rebours, le R.N.P. créé fin janvier 1941, s'alourdisait de dirigeants très discutés, et de participants qui n'étaient pas indiscutables.

Un directoire de cinq membres était placé à sa tête. Il comprenait outre Marcel Déat, Eugène Deloncle, Jean-Goy, Jean Fontenoy et Jean Vanor.

Le plus marquant était Deloncle. L'ancien chef de la Cagoule s'était récemment converti au rapprochement franco-allemand, et au socialisme ! Sa rencontre avec Déat ne laissa pas de surprendre. Déat le comprit si bien qu'il consacra un article de *L'Œuvre* à l'expliquer. Il ne convainquit personne. Mais il est certain que nombre de gens, qui auraient aimé le rejoindre, n'entendaient pas retrouver Deloncle. Ils s'abstinrent. Jean-Goy, président général de l'U.N.C., était le second des quatre. Ses opinions réactionnaires, son rôle le 6 février, une réputation vraie ou fausse d'affairiste et de jouisseur, ne le

rendaient pas populaire. Sa présence braqua encore un peu plus la gauche, déjà exaspérée par Deloncle.

Le nom de Jean Fontenoy, sorte d'aventurier des lettres, d'ailleurs sympathique, ne pouvait la rassurer. Quant au quatrième, Jean Vanor, tout inconnu qu'il ait été, il fut promu secrétaire général. Par la grâce de qui ? Mystère. Tout ce qu'on peut savoir c'est que l'homme n'était pas recommandable.

Au sein du R.N.P., la situation de Déat était instable. Deloncle y avait organisé le M.S.R. (Mouvement social révolutionnaire), qui n'était rien d'autre que la Cagoule reconstituée. Il contrôlait tout le Parti. La qualité des cadres du M.S.R. était faible, son idéologie sans valeur. Son succès s'explique par un certain snobisme de l'action clandestine des minorités fanatisées. Les postes essentiels furent vite dans ses mains. Il avait la majorité au comité directeur (3 contre 2). Deloncle dirigeait la Légion, organe de choc du mouvement, Vanor avait le secrétariat général, et Fontenoy la propagande et le journal « *Rassemblement* ». Relégué dans la présidence, Déat était dépourvu de tout moyen d'action, et les hommes venus de la gauche, sur qui il s'appuyait, étaient ou trop vieux, ou trop honnêtes, ou trop maladroits pour l'aider. En fait, ses soutiens les plus sûrs étaient deux vieux camarades du néo-socialisme, farouches adversaires de Deloncle.

Vaille que vaille, tout alla jusqu'au congrès de juin 1941. Le morceau de choix fut le discours de Marcel Déat. Eugène Deloncle présidait et le salua comme le chef du mouvement. Le M.S.R. attendait Déat au tournant, car on le représentait comme le défenseur des

francs-maçons, des juifs et des parlementaires. Il réussit à se faire applaudir sur les trois sujets litigieux, tout en ne sortant pas de vagues généralités. Mais l'ignorance politique des « cagouleurs » était telle que Déat, vieux routier des congrès socialistes, les mit, comme on dit, « dans sa poche ».

En fait le R.N.P. était encore, au lendemain du congrès, une cohue sans doctrine et sans organisation, par suite des luttes de tendance, entre ce qu'il faut bien appeler la gauche et la droite. Mais Déat ne s'en rendait pas compte. A ceux qui le mettaient en garde, il répondait que l'unité du comité directeur était parfaite. A ceux qui le prévenaient contre Vanor, il répondait que ces histoires étaient ridicules ! Comme chaque fois qu'on lui parlait d'un sujet qui l'agaçait, il réagissait vertement pour qu'on n'insistât pas. Ses idées ainsi ne risquaient pas d'être dérangées.

Les faits se chargèrent de l'éclairer. Le 27 septembre, à Versailles, Paul Colette le blessa gravement ainsi que Pierre Laval, en déchargeant sur eux son revolver. Le M.S.R. décida de mettre à profit l'immobilisation du président du R.N.P. pour achever la conquête du Parti. Deloncle et ses amis s'emparèrent de tout ce qu'ils ne dirigeaient pas encore, et organisèrent l'éviction de Déat. Pour endormir ses soupçons ils allaient le voir, dans le même temps, à l'hôpital de Versailles.

C'est dans le sang qu'éclata la crise. L'une des secrétaires de Deloncle, se rendit à Versailles pour informer Déat de ce qui se tramait. Deloncle la fit supprimer dans des conditions horribles. C'est du moins l'ac-

cusation que Déat portait, et d'autres avec lui. On ne sut jamais la vérité, l'information ouverte n'ayant mené à rien. Mais comment Déat et Deloncle auraient-ils pu encore cohabiter ? Ils le pouvaient d'autant moins que Déat prétendait que le bras de Colette avait été armé par Deloncle, ce qu'il ne put d'ailleurs jamais prouver. Au même moment, dans le *Rassemblement*, Fontenoy se préparait à faire paraître un article très violent contre le président du R.N.P. Il l'apprit. L'article ne parut pas. Il se décida alors à se séparer de ces spadassins.

Aidé de Jean-Goy et de ses vieux compagnons, Déat reprit en mains le R.N.P. Le 20 octobre, il l'annonça dans un communiqué, et dans un article leader assez sybillin, où il se prononçait contre les mouvements de minorité et contre l'action clandestine. Chaque adhérent fut prié de choisir entre le R.N.P. (Déat, Jean-Goy) et le M.S.R. (Deloncle, Fontenoy, Vanor). La scission était faite : les amis de Deloncle quittèrent Déat dénoncé comme démocrate et conférencier en loges ! Ils emmenèrent avec eux les deux tiers des adhérents. Marcel Déat, un an après son arrivée à Paris, se retrouvait presque à zéro, plus loin que jamais de diriger ce Parti auquel il rêvait depuis Vichy, et sans doute depuis les temps du néo-socialisme.



Il prit donc un nouveau départ pour de nouveaux combats. Il s'entoura cette fois d'une équipe de jeunes

socialistes, universitaires pour la plupart, parmi lesquels se trouvait Georges Albertini. Ils ne firent pas toujours très bon ménage avec la vieille garde des amis d'autrefois. Mais leur arrivée infusa à l'organisme un sang nouveau, chassa en tout cas les derniers miasmes de la Cagoule, et fit prévaloir à tous les échelons des méthodes d'honnêteté et de sérieux.

Le nouveau Parti, qui n'était plus un rassemblement, s'organisa lentement, après une grande réunion à la Mutualité, le 9 novembre 1941, au cours de laquelle Déat reprit contact avec les militants. Des organismes divers en prolongeaient l'action dans les milieux sociaux les plus différents : ouvriers, paysans, jeunes, fonctionnaires, intellectuels, etc. Le caractère résolument socialiste de la nouvelle équipe, indisposait Jean-Goy. Il était évident qu'il faisait son possible pour freiner toutes les initiatives que Déat inspirait ou couvrait. Mais Déat ne se résignait pas à se séparer de lui.

Le retour de Pierre Laval au pouvoir le tira d'affaire. Il imagina de lui demander un poste officiel pour Jean-Goy, et représenta à ce dernier que ses fonctions de vice-président du R.N.P. étaient plus gênantes qu'utiles pour obtenir satisfaction. Le lendemain, une révolution de palais substituait les collaborateurs de Déat à ceux de Jean-Goy. Le président du R.N.P., qui avait horreur des explications les yeux dans les yeux, s'en tira par une lettre lénitive, et un coup de téléphone, qui mirent fin à son association avec Jean-Goy. Ces méthodes un peu tortueuses correspondent peut-être mal à l'image qu'on

se fait de Déat, quand on ne le connaît que par ses articles, si nets et si catégoriques. Elles sont pourtant la traduction de plusieurs traits de son caractère, où il y avait de l'indécision, de la mollesse, et une brutalité d'exécution qui était à la mesure des hésitations antérieures.

A l'été de 1942, Déat se trouvait donc le seul maître du Parti. Le R.N.P. ne ressemblait plus à ce qu'il était à l'origine. Il était devenu une sorte de parti néo-socialiste, mettant vigoureusement l'accent sur son caractère national et sur son idéal révolutionnaire. Il prêchait la collaboration franco-allemande, avec d'autant plus de conviction que la plupart de ses militants étaient des disciples de Jaurès, et de Briand. Ils avaient davantage le sentiment de vouloir l'entente franco-allemande, qu'ils désiraient depuis toujours comme la condition fondamentale de la paix en Europe, qu'une collaboration née des conditions même de l'armistice. Il va sans dire que tous étaient républicains, alors même qu'ils jugeaient avec sévérité la décadence de la III^e République dans les vingt dernières années de son existence.

L'entourage de Déat fut à ce moment renforcé par des militants très expérimentés, qui avaient, autrefois, bien connu le bolchevisme. Leur présence et leur action donnèrent au Parti une armature plus solide. Il eut un conseil central et une commission permanente. Toutes les régions furent successivement réorganisées. Partout, à Paris comme en province, des éléments plus jeunes furent poussés aux postes responsables. Tous n'étaient pas d'une

qualité exceptionnelle. Mais un grand nombre étaient politiquement formés, et moralement honnêtes. A ce point de vue, entre les bandes du premier R.N.P. et les équipes du second, il y a plus qu'un abîme. Mais le souvenir de quelques gangsters, qui avaient exercé leurs exploits sous le couvert du premier Rassemblement, nuisit toujours au R.N.P. nouvelle manière. Déat s'était refusé à changer de raison sociale en même temps que d'équipe. Il eut probablement tort.

Ce qui atteste plus que tout le renouvellement de la clientèle, c'est la pénétration dans les milieux universitaires autrefois situés à gauche. Qu'un homme comme Ludovic Zoretti, fondateur du syndicalisme dans l'enseignement du 2^e et du 3^e degré, créateur du Centre d'éducation ouvrière de la C.G.T., et l'un des animateurs de la Fédération Internationale de l'Enseignement, ait accepté, avec beaucoup d'amis, de rejoindre Marcel Déat, — sans être d'accord avec lui sur toutes les questions, — il y a là un fait d'importance. S'agissant d'un homme comme Zoretti, on peut en effet se dire que son adhésion n'a pu être motivée que par le souci de servir le socialisme, et les travailleurs. La question n'est pas de savoir s'il a eu raison. Elle est de constater que Déat, avec lequel il n'avait jamais été d'accord jusque-là, avait réussi à le convaincre de le rejoindre.

L'Union de l'Enseignement, que Zoretti inspirait, était le seul organisme qui, sous l'occupation, défendait publiquement les maîtres et l'école de l'Etat. Elle était attaquée sur sa droite par ceux qui l'accusaient de n'être qu'un camouflage du Syndicat des Instituteurs ou de la Franc-

Maçonnerie, et sur sa gauche par ceux qui lui faisaient grief d'idées dont elle souhaitait l'adoption par l'Ecole de demain.



C'est en juillet 1942, au cours d'un Conseil National que le Parti de Marcel Déat définit sa plate-forme politique. Plusieurs centaines de délégués y participèrent les 11 et 12 juillet. La doctrine qui en sortit, était celle d'un socialisme moderne, national, autoritaire et populaire. Il était très différent des doctrines alors en usage dans certains milieux parisiens. Il se refusait à admettre un antisémitisme rejetant les juifs hors de l'humanité. Ceux qui tenaient publiquement ce langage en 1942, au moment où les Allemands imposaient l'étoile jaune, n'étaient pas nombreux à Paris. Il se refusait à un anticléricalisme à base philosophique, fort en honneur dans certains milieux touchant de près à l'hitlérisme. Il proclamait qu'un certain antiparlementarisme était parfaitement compatible avec la démocratie, le parlementarisme ne se confondant pas avec elle. Quant à l'anticapitalisme, il était défini, dans le sens des *Perspectives socialistes* de 1931, avec plus de violence, parfois, que de précision.

Tous ces points furent longuement développés par Déat dans un grand discours politique qui reçut du Conseil un accueil chaleureux. C'est à partir de ce moment qu'il fut réellement le leader du mouvement créé dix-huit mois plus tôt, et qui prenait seulement figure.

Ayant consolidé son propre Parti, Déat pensa s'en servir comme noyau du Parti Unique. Ce fut le sens des

efforts qui seront narrés plus loin, en détail, car ils eurent des conséquences qui sont ignorées. Mais cet effort unitaire, s'il polarisa une partie des énergies du R.N.P. et de son chef, ne les accapara pas toutes. Le Parti continuait à vivre de sa vie propre.

En juillet 1943, un Congrès National montra qu'il avait des ramifications dans la France entière, même en zone non occupée où son développement avait été plus tardif. A ce Congrès, on vit de vieux militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, d'anciens communistes, un grand nombre d'anciens socialistes et syndicalistes, qui rejoignaient une minorité d'autres militants venus de la droite. Leur accord doctrinal était effectif. C'était, dans la politique française, une nouveauté symptomatique de constater qu'il s'était réalisé sur des positions socialistes et autoritaires.

A partir du Congrès, Déat fit un effort particulier pour toucher les milieux intellectuels et les rassembler autour du R.N.P. Il fit deux conférences assez retentissantes sur la pensée allemande et la pensée française, aux XVIII^e et XX^e siècles. Albertini traita de la politique de Richelieu aux Ambassadeurs. Et, sous l'égide du R.N.P., parlèrent à son siège social, au cours de l'hiver 1943-44, des hommes aussi différents qu'Alphonse de Châteaubriant, Francis Delaisi, Massimo Rocca, syndicaliste italien ayant rompu avec le fascisme, Robert Brüllach, Dominique Sordet, etc.

La vie du R.N.P. n'eut plus la même intensité dès l'automne 1943. Le renversement progressif de la situation militaire rendait de plus en plus difficile toute pro-

pagande. D'assez nombreux militants furent abattus par des adversaires politiques. Cette atmosphère n'était pas de nature à consolider le recrutement, d'autant moins que le R.N.P. ne disposait d'aucun moyen de se défendre contre ces nouvelles méthodes du combat politique.

Au cours du premier semestre de 1944, qui fut aussi le dernier de son existence, la vie autonome du R.N.P. n'existait pratiquement plus. Déat, devenu ministre, était absorbé par d'autres tâches, et la situation politique générale retenait toute son attention. Il avait alors une conception de son rôle qui débordait singulièrement le cadre de l'organisme qu'il avait voulu constituer. A ce moment plus qu'à d'autres, il y eut une sorte de rupture entre la vie du R.N.P., et la politique de son chef. Cette rupture était assez sensible pour ne pas échapper à une partie importante des cadres du Parti. On en retrouvera des manifestations diverses en d'autres circonstances.



Mais on n'en comprendra bien la portée qu'en essayant de décrire le rôle exact de Déat dans le développement du R.N.P.

Avant la scission d'octobre 1941, son rôle fut à peu près nul. La mise en place des sections et l'organisation de la propagande furent laissées aux amis de Deloncle. Il fut incapable de protéger le R.N.P. contre le noyautage du M.S.R. Le mérite de son élimination revient à un certain nombre de ses amis. Sans eux, Déat n'aurait sans doute pas su trouver l'énergie nécessaire, pour rejeter

des hommes dont les idées politiques frappaient le R.N.P. de totale stérilité.

Pendant les premiers mois qui suivirent la scission, il déploya une activité plus grande. Mais la présence d'Albertini, et de l'équipe qui l'entourait, l'amena à s'occuper de moins en moins des problèmes intérieurs du Parti. Il ne cherchait pas à prendre contact avec les militants. Il n'allait pratiquement jamais au siège, 128, rue du Faubourg Saint-Honoré. Il dirigeait seulement les séances du Conseil Central et de la Commission Permanente, où son rôle était largement prépondérant.

On peut donc dire qu'en 1943 et 1944, il était assez à l'écart de la vie quotidienne du R.N.P. Pourtant, il continuait à lui dicter sa politique. Il était impossible de l'amener à changer d'avis sur les grandes questions. Il se cabrait à chaque objection, et ne tenait compte de rien d'autre que de son opinion. La Commission Permanente se bornait à enregistrer ses monologues. Il demandait avis pour la forme, et se fâchait quand les désaccords s'esquisaient. Doctrinalement et politiquement, il exerçait une véritable tyrannie sur le R.N.P., malgré une grande douceur de manières, et une parfaite courtoisie vis-à-vis de tous.

Son action sur les militants s'exerçait par ses discours, autant que par ses articles. Il préparait les grands très minutieusement. Toute spontanéité en était absente. Mais son art oratoire était tel que personne ne soupçonnait qu'il ne faisait que répéter ce qui était écrit. Ses improvisations étaient d'une qualité hors de pair. Fond et forme, elles étaient d'une classe exceptionnelle. Anatole de Mon-

zie, qui s'y connaissait, rendit, dans ses *Mémoires de la Tribune*, l'hommage qui convenait à Déat orateur complet, capable de soulever une salle populaire, et de charmer aussi bien un auditoire d'intellectuels.

Mais si la doctrine et la politique furent de lui, l'organisation et les cadres furent constitués par le secrétariat du Parti. Il laissait agir Albertini, ce qui simplifiait son travail, et lui aurait permis de le désavouer en cas de difficultés graves. Il ne se mêlait pas davantage du travail quotidien des divers organismes qu'il avait rassemblés autour du R.N.P. Leurs dirigeants, dans le cadre très lâche qu'il leur donnait, étaient libres d'agir à peu près à leur guise. A la vérité, Déat était inapte à tout travail d'organisation de ce genre, qui se heurte toujours, à tout moment, à des questions de personnes. Or, moins que tout autre, il pouvait les trancher.

Ses collaborateurs lui rendaient compte par des notes écrites. Il n'examinait à loisir que ce qui était fixé sur le papier. Lorsqu'on n'avait pas de texte à lui remettre, il écrivait ce qu'on lui disait. Souvent, il se reportait à son « Journal » quotidien, sur lequel il fixait tout. Le seul moyen d'exercer une influence quelconque sur son esprit était de consigner par écrit des observations, très prudemment rédigées, quand elles devaient aller à contresens de ce qu'il souhaitait. Il avait une telle confiance en lui, et finalement un tel dédain de l'opinion de la plupart de ceux qu'il rencontrait, qu'il était quasi impossible, — au dire de ses familiers, — et même par ce moyen, de l'amener à changer d'avis. Son entêtement

intellectuel est une des constantes les plus nettes de son caractère.



Ces précisions permettent de mieux comprendre de quelle manière il conduisit, de 1942 à 1944, son effort personnel pour la création de ce Parti unique, qui n'avait pu voir le jour à Vichy en juillet 1940.

C'est au cours de l'été de 1942 qu'il se décida à une nouvelle tentative. Cette action politique est à peu près inconnue. Elle mérite d'être expliquée. Mais elle est tellement liée à l'action d'autres personnages, qu'il est utile au préalable de préciser ses relations avec ceux qui dirigeaient une organisation politique en zone occupée.

Le rival direct de Déat était Jacques Doriot. Leur mésentente fut complète jusqu'en 1944. Elle se traduisit spectaculairement par des articles de Déat et des discours de Doriot. Elle était le résultat d'une jalousie réciproque de deux hommes qui, pourtant, ne se ressemblaient pas. A diverses reprises les nécessités d'une action concertée amenèrent Déat à essayer de se rapprocher du P.P.F. Cette animosité personnelle empêcha toute prise de contact efficace.

C'est en 1944 seulement, grâce à un ami commun, qu'ils se revirent autour d'une table. Ce fut très cordial. Mais on ne discuta pas les problèmes fondamentaux. C'était seulement la rupture de la glace, mais non le prélude d'une entente, que des ambitions parallèles et des différences de tempérament rendaient impossibles. Il était seulement pittoresque de voir ces deux lutteurs, le

premier ramassé sur lui-même, le second massif et de haute taille, tourner autour l'un de l'autre, et veillant à ne pas se porter, par inadvertance, de coup défendu !

On verra plus loin qu'en 1945, les deux hommes continuaient à s'opposer. Par une curieuse ironie de l'histoire, c'est en se rendant auprès de Déat que Doriot devait trouver la mort. En Doriot, Déat détestait le bolchevick, qui avait abandonné le stalinisme, en demeurant fidèle à ses méthodes. En Déat, Doriot méprisait l'intellectuel démocrate et petit-bourgeois. Malgré leur évolution ultérieure, ils restaient, l'un en face de l'autre, comme s'ils avaient appartenu encore à la Seconde et à la Troisième Internationales. Il n'est pas toujours facile de dépouiller les préjugés du vieil homme : ils en étaient la vivante démonstration. Ils s'accusaient réciproquement de vouloir le pouvoir sans partage. C'était sûrement faux pour Déat. Ce l'était probablement aussi pour Doriot. Ce qui est plus curieux, c'est qu'ils envisageaient cette éventualité, alors que les événements les mettaient sur la route de l'exil...

Avec Doriot du moins, le dialogue était possible. Avec Marcel Bucard, chef des Francistes, Déat resta longtemps sur une position de réserve absolue. Il l'ignorait. Le cléricalisme ostentatoire du Francisme l'indisposait, tout autant que l'indigence de sa pensée politique, et son excessive militarisation. Ce fut Bucard qui fit le premier pas en venant le voir, au lendemain de l'affaire d'Afrique du Nord, un soir de novembre 1942. Il lui proposa d'agir en accord avec lui, et lui parla avec chaleur.

Déat avait toujours déclaré qu'il n'aurait aucun rapport avec des hommes qu'il soupçonnait de liaisons

étroites avec ses ennemis du cabinet du Maréchal. Il accepta néanmoins la proposition de Bucard. Elle n'eut d'ailleurs aucune suite. Pourtant, en 1943, une campagne de Bucard contre Doriot fit à Déat le plus grand plaisir. Au contraire, la diffusion par les Francistes d'une brochure, où il était dénoncé comme franc-maçon, le fit crier à la déloyauté !

Il ne prenait pas Bucard très au sérieux. Mais il fut sincèrement indigné quand, en juillet 1944, il recueillit de la bouche même du chef des Francistes, le récit de la répression de la mutinerie de la Santé. Bucard avait en effet été arrêté par la police française, à la suite d'une affaire compliquée. Incarcéré à la Santé, il assista à la révolte des détenus, qu'il s'efforça d'ailleurs d'empêcher. Libéré peu après, il vint voir Déat au ministère, pour lui raconter de quelle manière, brutale et sanglante, la répression avait été exécutée. Il était bouleversé de ce qu'il avait vu, et son émotion gagna Déat. Mais, à part cette occasion, où le hasard avait provoqué entre eux une sympathie accidentelle, leurs rapports furent froids.

Ses relations avec Darnand seront éclairées par leur action divergente à propos de la Milice. Sur le plan personnel, elles n'avaient aucun caractère d'intimité. Leurs seuls points communs étaient leurs brillants états de service militaires, et leur allure paysanne. Mais sur tout le reste, ils s'opposaient. Déat continuait à voir en Darnand l'homme de la Cagoule. En revanche, pour Darnand il était un de ces parlementaires qu'il méprisait. Longtemps leur attitude vis-à-vis de la collaboration les opposa, quand Darnand la refusait. Leurs caractères ne se res-

semblaient pas, et c'est chez l'activiste de droite qu'il y avait le plus de pondération, et d'esprit calculateur. Quant à leur culture politique, elle ne pouvait se comparer, puisque celle de Darnand demeura embryonnaire.

Ils ne se voyaient à peu près jamais. Quelques entrevues en 1943 rapprochèrent leurs manières de voir, dans le moment où Darnand avait des difficultés avec Laval. Mais en 1944, sauf dans les toutes dernières semaines, leurs rapports s'espacèrent à nouveau. Ils n'étaient pas plus fréquents avec les adjoints de Darnand, que Déat ne connaissait pas, ou très peu.

Enfin, sur un certain plan, Déat devait se soucier de Fernand de Brinon, délégué du gouvernement dans les territoires occupés. De Brinon eut toujours autour de lui quelques équipes de propagandistes, sans pensée politique déterminée, qui constituaient sa clientèle. Les équipes de propagande du Maréchal et celles des Amis de la Légion, étaient les principales d'entre elles. Elles n'avaient quelque importance que dans la région parisienne. Déat en était toujours très mécontent, sans qu'il soit facile de savoir pourquoi, mis à part l'analphabétisme politique de la quasi totalité d'entre eux. Mais, comme il redoutait de Brinon, dont les possibilités étaient assez grandes, il se gardait, en général, de s'opposer à lui. Il préférait le combattre, non pas sur le plan officiel où il était, mais dans le cadre de cette activité accessoire.



En juillet, lors du Conseil du R.N.P., Marcel Déat parla longuement du Parti unique. Il eut même à la tri-

bune une polémique avec Charles Spinasse qui, dans « *Le Rouge et le Bleu* », avait affirmé son hostilité à sa création. A l'issue du Conseil, Déat reprit ces thèmes, dans une longue série d'articles de *L'Œuvre*, plus de trente, qui parurent jusque vers la fin d'août. Ils furent réunis, un an plus tard, en un volume sur « *Le Parti Unique* ». Ils représentent l'effort le plus systématique pour adapter à la France, sans copier servilement l'étranger, une forme de vie politique nouvelle, hors de la démocratie classique.

Cette campagne remua l'opinion politique. Déat passa alors à la seconde étape de la manœuvre conçue par lui, pour aboutir à la création du Parti unique. Dès le lendemain du Conseil, il avait envoyé à tous les mouvements, et à un grand nombre de personnalités politiques, un memorandum en montrant la nécessité. Les réponses arrivèrent assez nombreuses, et très diverses. Celle de Doriot fut un refus pur et simple : il n'avait aucune envie de mettre ses militants sous la coupe doctrinale de Déat.

Quand il voulut passer à une organisation concrète, il pensa se servir du Front Révolutionnaire National, où se rassemblaient des hommes et des mouvements divers. Mais rien ne fut possible, car les polémiques entre les Partis redoublèrent d'intensité. En particulier le R.N.P. qui soutenait Laval, et le P.P.F. qui le combattait, le jugeant trop modéré, ne pouvaient s'entendre. Leur opposition fut très vive. Au Congrès du R.N.P. de novembre 1942, puis à celui du P.P.F., on échangea des propos violents. Jusqu'en 1944, les deux mouvements s'ignorèrent.

Après cet échec, Déat se demanda s'il ne pourrait pas

trouver auprès de Laval un appui véritable pour arriver à ses fins. Il le vit plusieurs fois en novembre et décembre 1942. Laval refusa nettement son appui, mais lui déclara qu'on pouvait envisager l'organisation de ce qu'il appelait *des milices*. La forme en était très confuse dans son esprit et leur rôle très indistinct.

On se trouve là en présence d'un des plus étranges chassé-croisé de la politique française de ces années terribles. En effet, par refus du totalitarisme, Laval rejetait le Parti unique. Il n'avait lancé dans la discussion cette idée milicienne que comme une concession à son interlocuteur. Il avait choisi le nom, parce qu'il dégagait un vieux parfum de paisible histoire communale et bourgeoise, très propre à rassurer tout le monde. On sait de reste ce que devint la Milice, qui ne ressembla nullement à ce que Laval avait conçu, et qui fut même tout le contraire de ce qu'il voulait. Au lieu de rassurer, elle effraya. Au lieu de calmer, elle surexcita. Et Laval ne put conjurer les forces qu'il avait déchaînées, sans le vouloir, au cours d'une conversation.

Déat, lui, ne perdit pas son temps. Il s'efforça d'exploiter l'idée que Laval avait esquissée, en débordant largement son cadre initial. Il se mit d'accord avec un certain nombre de personnalités collaborationnistes, pour créer, dans chaque département, des comités unissant les partisans de cette politique. On devait aussi rassembler en une seule organisation les militants les plus actifs, qui formeraient « les milices ». Les Francistes débordèrent par des démonstrations militaires le groupement qui

s'ébauchait. Le R.N.P. dépourvu de toute structure paramilitaire fut nettement surclassé.

L'unité d'action fut cette fois définitivement compromise. Mais le R.N.P. profita de la leçon pour créer, dans son sein, une organisation de protection de ses réunions et de ses permanences. Elle prit le nom de « Milice du R.N.P. », puisque le vocable était à la mode. Elle donna quelques manifestations spectaculaires. La présence d'anciens combattants des deux guerres, couverts de décorations, et qui, venus de l'extrême gauche, n'avaient guère l'habitude de les arborer, donnait une allure originale à cette formation. Elle ne disposa jamais du moindre armement.

Pendant ce temps, Darnand organisait une Milice en zone Sud. Il obtint des Allemands l'autorisation de l'étendre à la zone Nord. Il lui fallut de longs pourparlers, car jusqu'en 1943, il n'avait pas fait mystère de ses sentiments antiallemands.

Quand Déat eut la certitude que cette autorisation serait accordée, il décida de favoriser l'organisation de la Milice en zone Nord, afin d'en avoir la direction. Avec sa versatilité habituelle en matière de tactique politique, il prit seul et brutalement, une détermination contraire à tout ce qu'il avait fait jusque-là. Il avait été en effet l'adversaire irréductible de la Milice, dont la politique et les méthodes ne correspondaient pas aux siennes. Certes, il pensait que celle qu'il rêvait de diriger serait un organisme de protection. Pourtant il ne la conçut jamais comme une force de police, et notamment comme

l'auxiliaire de la lutte contre le maquis. Néanmoins, il la rejoignait...

Mais Darnand, nommé en décembre 1943, secrétaire général pour la Police, se méfiait de Déat, qu'il ne rencontra pas une seule fois de janvier à avril 1944. Il poussa activement son recrutement, afin que le chef du R.N.P. ne puisse parvenir à ses fins. Ses fonctions officielles lui donnaient des facilités dont il usa.

Le recrutement fut de qualité fort inégale. A côté d'idéalistes sincères, il y avait des sectaires fanatisés, et des aventuriers. Déat, alerté par ses collaborateurs, signalait à la Milice les erreurs catastrophiques qu'elle commettait, et qui affolaient les cadres du R.N.P., tous militants venus du socialisme et du syndicalisme. Ces avertissements n'eurent aucun succès. Déat resta fidèle jusqu'au bout à son idée de noyautage de la Milice. Il donna l'ordre aux militants du R.N.P. d'y adhérer. Les membres du Parti, plus clairvoyants que leur chef, n'obéirent pas, ou bien obéirent à leur corps défendant. Le secrétariat du Parti avait interdit les adhésions directes, afin de contrôler et de limiter l'exode des militants vers la Milice.

Quand on cherche l'explication dernière de la tactique suivie par Déat en cette occasion, et dont le passif est certain, on découvre l'arrière-pensée du Parti unique, qui a réellement été le fil conducteur de toute son activité politique de 1940 à 1944. Quand le mot de milice fut lancé, il voulut construire le Parti unique à travers lui. Quand la Milice fut créée, il ne sut pas voir que son organisation était toute différente de ce qu'il avait pu vouloir

à Vichy en 1940. On ne peut même pas dire que la paille des mots lui cachait le grain des choses, puisque les mots aussi avaient changé... En croyant poursuivre un dessein constant, il bâtissait une œuvre sans rapport avec sa conception première.

Si Déat avait conservé en 1944 toute sa lucidité politique, nul doute qu'il n'aurait pas suivi cette voie. Mais les événements étaient tels qu'il l'avait perdue. Ses réactions étaient uniquement passionnelles, et non plus rationnelles. Il était passé de la phase politique à la phase du combat jusqu'au bout. Tout recul lui aurait paru aussi inacceptable qu'une reddition à un chef militaire.



Il n'est pas moins évident que, sous sa direction, le R.N.P. ne fut pas un parti comme les autres. Ni vis-à-vis de la III^e République, ni vis-à-vis de la Révolution Nationale, il n'avait la position catégorique de négation ou d'adhésion qui caractérisait les autres mouvements. S'il combattait le communisme, c'était sans nier la nécessité de résoudre la question sociale posée par le développement de la grande industrie. S'il combattait le capitalisme, c'était sans nier les services immenses qu'il avait rendus.

Sur le plan strictement politique, Déat ne se cachait pas de faire du R.N.P. une force qui imposerait au gouvernement du Maréchal de revenir sur l'ostracisme qui frappait les choses et les gens de la III^e. A ceux qu'il voyait, et qui lui disaient leurs réticences ou leur oppo-

sition devant son action présente, il répondait que le R.N.P. était le tank, derrière lequel un certain nombre d'entre eux pourraient passer. C'était peut-être possible en 1940, quand Déat était plus soucieux de continuité que de rupture. Ce ne le fut plus à partir de 1943, quand le souci de rompre l'emporta sur le besoin de maintenir. Mais il était sincère en le disant.

On peut poser la question de savoir ce qui serait advenu, si Déat avait conservé avec l'ancien personnel des contacts plus étroits. Il s'y efforça d'abord. Il réunissait chez lui en 1941-1942 des parlementaires influents, parmi lesquels plusieurs anciens ministres. On peut citer Anatole de Monzie, puisqu'il est mort. Mais les objections dont ils l'accablaient le lassèrent. Il cessa de les convoquer, et ils furent satisfaits de ne plus venir. Ceux qui avaient de la sympathie pour lui, comme Monzie, ne parvenaient plus à le comprendre. En août 1944, l'auteur de « *La Saison des Juges* », qui allait écrire « *Les Juges de la Saison* », demandait à l'un des collaborateurs les plus proches de Déat ce qui avait pu amener son ancien collègue à des positions aussi tranchées. Et il se perdait en conjectures sur ce qui lui était arrivé.

Il est vraisemblable que des contacts maintenus auraient été insuffisants pour retenir Déat sur la pente de son destin. La considération objective des faits prouve qu'il croyait que le salut était en avant, et il se précipitait, les yeux clos, vers un avenir impitoyable.



Son action comme homme de parti complète celle

qu'il a menée comme journaliste. Et c'est en conjuguant l'une avec l'autre qu'on peut définir son apport comme doctrinaire.

On ne peut contester qu'il ait été l'un des penseurs politiques les plus vigoureux de ces dernières années. Mais il n'a presque jamais cherché à ordonner ses idées en système. *Les Perspectives Socialistes* sont demeurées dans son œuvre une tentative isolée. Ses autres livres, jusqu'à ceux parus en 1943, sont des recueils d'articles ou de discours, marqués par les préoccupations du moment. C'est ce qui explique, autant que l'évolution de sa pensée, les contradictions ou les divergences qu'on a pu relever dans ses écrits. Au demeurant, Déat, qui prenait si aisément, et parfois si légèrement, un ton tranchant et dogmatique dans les débats théoriques, n'avait nullement l'esprit systématique.

Au cours de son procès, Georges Albertini a dit de lui qu'il était un « journaliste de la philosophie ». C'est très vrai. Il était prompt aux adhésions enthousiastes, aux enrichissements quotidiens, comme aux abandons et aux oublis. Peut-être d'ailleurs une idée lui semblait-elle d'autant plus séduisante qu'il n'en avait pas encore fait complètement le tour. Goût de la nouveauté, goût du scandale intellectuel, il y avait de cela chez lui. Le journaliste, il faut le dire, y trouvait mieux son compte que le chef de parti. Au surplus, à côté du don d'apercevoir l'originalité d'une conjoncture politique, il avait son contraire qui était de gâcher ce qu'il avait observé en l'exagérant, en le systématisant, en partant de là pour des déductions

aventurées et que l'avenir, régulièrement, démentait. Nul n'a prévu à rebours avec tant de justesse.

Comme chef du R.N.P., il est resté fidèle à ses convictions socialistes premières. Mais, quand les événements de 1940 l'amenèrent à analyser de plus près les problèmes du socialisme, il n'a guère progressé depuis les *Perspectives Socialistes*. Il n'a même pas creusé une formule qui est de lui, antérieure même à 1931 : « L'autel tient autant de place que le comptoir dans la Cité. » Elle ouvrait pourtant à la pensée de larges horizons, mais il la perdit de vue dans les marécages où s'enlisa son action d'avant-guerre. Les formules auxquelles il aboutit finalement, sur le plan économique, ne sortirent pas du cadre du planisme, avec la coexistence d'un secteur dirigé et d'un secteur libre.

Il ne quitta que tardivement le terrain apparemment solide des considérations économiques. Il avait parlé tôt de la Nation parce que le capitalisme avait paru se réfugier dans le cadre national, et parce que nul organisme international ne pouvait mettre de l'ordre dans le chaos de l'économie mondiale. Puisqu'il fallait recourir à l'Etat pour diriger l'économie, on devait donc envisager la création du socialisme dans le cadre national, et rejeter dans l'avenir la révolution socialiste internationale. Mais cet Etat, pour exercer ses fonctions, devait être pourvu d'une autorité plus grande. Déat pensa longtemps qu'elle devait s'appliquer davantage à l'administration des choses qu'au gouvernement des hommes. Et c'est ce qui explique qu'il soit resté longtemps très loin de tout régime policier.

C'est seulement vers 1941 que les grandes transformations du xx^e siècle furent bien précises dans son esprit. Il prit alors conscience du problème fondamental du siècle : la présence et le rôle des masses, nées du développement du capitalisme.

Mais il n'analysa jamais jusqu'en son fond le problème capital de ces masses sans passé, sans tradition, dont le poids menace de faire basculer la civilisation dans l'abîme. Pourtant il sentait bien qu'il appartenait au socialisme de les appeler à la culture, et de les changer en peuple. Il était d'accord avec Henri de Man pour dire que le socialisme doit ne rien laisser perdre des conquêtes spirituelles du passé, en les transmettant aux couches qui ne peuvent encore que les absorber sans les multiplier. Il résumait sa pensée dans une formulé saisissante : « Le socialisme veut une civilisation à la mesure des masses, mais non à leur niveau. »

La difficulté d'amener l'ensemble des hommes à la plénitude de l'être et de la culture, fut le principal aiguillon qui jeta Déat dans des recherches nouvelles. Il pensa qu'il y fallait une floraison d'institutions, un grand élan soulevant tout l'être affectif, et emportant chacun au delà de lui-même. Il dit qu'il y fallait la puissance exaltante des mythes. C'est à ce moment que, quittant les chemins familiers du rationalisme à la française, il ne se borna plus à vouloir nationaliser le social et socialiser la Nation. Il sentait la nécessité d'une religion nouvelle, et il magnifiait à son tour, et après d'autres, les grandes images du

Chef, du Parti, de la Nation, de l'Europe, du Socialisme et de la Révolution.



Mais laissons Déat et ses constructions doctrinales dernières, pour revenir à des problèmes politiques plus immédiats, et qu'il faut éclaircir pour achever le bilan de son rôle comme chef de parti. Il a subi en effet une double critique. Ses adversaires de gauche l'accusaient, et bien davantage encore depuis 1944, de s'être converti au totalitarisme. Au contraire, ses adversaires de droite, ceux qui s'appelaient eux-mêmes des fascistes français, lui ont reproché d'être resté un républicain, et de s'être servi de son parti pour défendre la démocratie et la République. Comment concilier ces reproches contradictoires ?

Ainsi qu'il arrive souvent, ils contiennent chacun une part de vérité. La difficulté commence lorsqu'il s'agit de la démêler.

Il n'est pas douteux que l'évolution de la pensée de Déat a pu faire croire à un ralliement complet aux idées totalitaires. A partir de 1942 lui, si soucieux de ne pas rompre avec la tradition française, et à peu près le seul dans son cas parmi les collaborationnistes notoires, abandonna insensiblement cette position. Il cessa pratiquement de parler de certains problèmes, qui tenaient à cœur à de nombreuses catégories de Français : République, laïcité, antimilitarisme (à ne pas confondre avec l'antipatriotisme que le Français déteste), anticléricalisme (à ne pas confondre avec l'antichristianisme qu'il réproouve), lutte contre les persécutions raciales, défense de la léga-

lité républicaine, tout cela a fini par ne tenir plus aucune place dans son action publique.

Si l'on se demande pourquoi, on peut répondre qu'il avait le souci de paraître aussi « dur » que les nationaux-socialistes venus de la droite. Il n'osait pas toujours, en outre, marquer clairement ce qui le séparait du système allemand. Au surplus, emporté par les événements, les nuances ne l'intéressaient plus. L'exaspération du combat faisait le reste.

Mais il est incontestable qu'il était parvenu à une conception du socialisme qui était une conception totale de l'homme. Il dénonçait l'alliance du socialisme et de la philosophie libérale. Il disait que l'homme n'était ni la donnée première, ni la forme suprême des sociétés. L'anarchie croissante du monde moderne lui enseignait la fragilité de l'homme en chaque individu. Et il croyait que seule la Société pouvait dominer les hommes, les façonner et les maintenir droits. La fin dernière du socialisme lui paraissait donc d'intégrer plus complètement et plus consciemment chaque individu à l'ensemble du Groupe humain. Une pareille conception, qui voit dans l'ordre la garantie suprême de la civilisation, mène nécessairement à la notion d'un Etat fort, pourvu de pouvoirs politiques et économiques indiscutés.

En ce sens, personne ne peut contester ce qu'il peut y avoir de ferment totalitaire dans la pensée de Déat. On peut néanmoins remarquer que ce totalitarisme n'a aucun rapport avec une tyrannie policière, étouffant la libre recherche, et privant les hommes de leurs libertés fondamentales.

Mais il y a plus. En Déat, le démocrate traditionnel, et le républicain convaincu ne moururent jamais tout à fait. Le moyen le plus sûr de le mettre en colère, c'était de lui raconter qu'une bande de jeunes gens venait d'ôter le buste de Marianne d'un édifice municipal. Il y vit jusqu'au bout une manière de sacrilège.

Il ne s'accommoda jamais du nouveau nom du régime. Il subodorait que « l'Etat Français » était l'anti-chambre de la monarchie restaurée, et il n'avait pas assez de brocards à lancer à la tête des attardés qui auraient voulu ramener un Roi. Quand il connut certaines démarches princières, sa colère fut sans borne. Il appartenait encore à cette génération républicaine pour qui ce débat se situe sur le plan de la passion et non sur celui de la politique. Lisant un jour un tome du *Journal de la France* d'Alfred Fabre-Luce, dans lequel celui-ci examinait sans antipathie l'hypothèse monarchique, Déat, qui avait la plus grande considération pour l'intelligence et le talent du mémorialiste, laissa tomber : « Il est fou ! »

Il avait donc la tripe républicaine. On peut seulement s'étonner qu'il n'ait pas compris que le maréchal Pétain, comme son prédécesseur le maréchal de Mac-Mahon, n'avait pas la moindre envie de ramener le Roi. Ce qui le trompa sans doute, ce sont les espérances des monarchistes qui, en 1873, comme en 1941, se faisaient des illusions sur le rôle qu'ils pourraient faire jouer à un militaire illustre. Ni l'un ni l'autre ne consentirent à jouer les Monck, et ils le firent bien voir. Au surplus, Pétain n'aimait-il pas répéter qu'en 1917 Paul Painlevé, qui lui confia le commandement en chef des troupes

françaises, le considérait comme le général le plus républicain de l'Armée ?

Déat ne consentit pas davantage à abandonner le suffrage universel, et le système représentatif. Sans doute, il s'était éloigné du parlementarisme à l'anglaise. Mais il faut répéter une fois de plus que le régime parlementaire n'enferme pas toutes les formes du système démocratique. Il aurait souhaité un système bicaméral, avec une Chambre politique et une Chambre des Corps, intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Il ne les concevait pas en dehors de l'élection libre. Il insistait sur la nécessité de corriger l'impérialisme du Parti unique par la faculté laissée à ceux qui n'en seraient pas membres, d'appartenir à toutes les institutions du régime. Le recours au plébiscite, la pratique de la dissolution, le gouvernement en forme de directoire, complétaient son système.

On peut le critiquer, comme tout système. Mais il est évident qu'il ne ressemblait pas au régime allemand. Personne ne peut oublier qu'il a le premier parlé de la IV^e République, dans un article paru en 1941 ! Il est plaisant de constater que le parrain du régime actuel se trouve être un homme que ce régime a condamné à mort. Mais l'article est précieux pour renseigner sur la permanence de ses convictions républicaines.

Au surplus, Déat avait un tel souci de garder le contact avec la pensée révolutionnaire de 1789, qu'il tenta même une entreprise intellectuelle d'une hardiesse excessive, ce qui ne l'effrayait d'ailleurs pas. Les doctrinaires allemands insistaient beaucoup sur la contradiction entre la Révolution française et la Révolution hitlérienne. Déat

entreprit de leur montrer qu'ils se trompaient. En même temps, il répondrait à ceux qui restaient d'irréductibles adversaires de 89. Il se mit donc à l'étude de la Révolution française. Il dévora Aulard et Mathiez, Sorel et Jaurès. Et il en conclut que les ressemblances l'emportaient sur les différences. Il l'écrivit. Et il fit une conférence. Que son opinion soit vraie ou fausse importe peu. Mais il est caractéristique qu'il se soit soucié d'établir cette filiation entre la démocratie jacobine et les révolutions du xx^e siècle. Ce fait prouve qu'il avait le souci de sauver tout ce qui se pouvait de l'héritage de 1789.

Ce n'est pas hasard que les membres du parti cherchant quel cadeau lui ferait plaisir pour son cinquantième anniversaire, lui offrirent l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Il l'accueillit comme le monument de la pensée française au xviii^e siècle.

Quand une fraction de ceux qui combattaient du même côté qui lui l'accusait d'être demeuré un républicain classique, elle était donc loin de se tromper complètement. Au surplus, ses anciens camarades de l'Université, ou ses anciens amis de la gauche le savaient bien. Quand M. Gustave Roussy était révoqué par Vichy, c'est à Marcel Déat qu'il venait demander d'obtenir sa réintégration. Quand M. Charles-André Julien, historien et socialiste connu, était dans le même cas, il faisait les mêmes démarches. Et beaucoup d'autres les imitaient. Leurs noms ne sont pas ici livrés à la malignité publique. Ils sont là pour montrer que le Front Populaire le plus orthodoxe, ne doutait pas des sympathies de Déat pour des républicains très éloignés de ses positions politiques.

Ses interventions en faveur des démocrates et des francs-maçons en délicatesse avec le gouvernement du Maréchal; sa fidélité à l'idéologie de 1789, la présence dans son entourage primitif d'un assez grand nombre de francs-maçons, faisaient dire à ses adversaires de droite, sous l'occupation, qu'il était lui-même maçon.

Déat, qui ne considérait pas cette accusation comme une insulte, a toujours répondu qu'elle était fausse. Il s'était borné, comme beaucoup d'hommes de gauche, à adhérer à des organisations où les francs-maçons étaient nombreux, comme la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement ou la Ligue internationale contre l'Antisémitisme. En outre, il avait participé à des tenues blanches, c'est-à-dire à des réunions qui ne sont pas exclusivement réservées aux maçons. Il y avait fait des conférences, notamment à l'époque du néo-socialisme. Il lui paraissait essentiel d'aller dans ce milieu, dont l'importance politique était certaine, pour y défendre ses idées.

Ces explications, qui paraissent très vraisemblables, Déat les donnait à qui les demandait. C'est également ce qu'il répondait aux Allemands qui l'interrogeaient.

On pourrait donc clore le débat, si certains hommes, qui ont bien connu Déat, n'affirmaient, de leur côté, qu'au temps de sa jeunesse, il avait été initié dans une loge de province. Bien que cette affirmation semble peu probable, il serait intéressant de la vérifier. Ce qui est sûr, c'est que lors de la dissolution de la Franc-Maçonnerie, son nom ne fut trouvé sur aucune liste, car M. Faÿ l'aurait certainement dit, au cours de ses polémiques avec lui. M. Faÿ déclara un jour que toutes ses recherches

avaient été vaines. Il ajoutait d'ailleurs : « Il a dû pourtant être initié... » Si les archivistes du Grand Orient le veulent, ils peuvent, sans difficulté, élucider ce point controversé de la petite histoire. Il y a gros à parier que leurs recherches seront vaines.



Si l'on fait abstraction de sa politique extérieure, qui suscite encore de si âpres controverses, et qu'on veuille juger Déat comme chef de parti, quelques conclusions simples se dégagent.

Le R.N.P. ne dura que deux années : 1942 et 1943. En 1941, le R.N.P. c'est Deloncle, ce n'est pas Déat. En 1944, l'action autonome du Parti n'existe pratiquement plus. Pendant ces deux ans, la politique intérieure du R.N.P. a été commandée par son programme. Ce programme pourrait être publié aujourd'hui. Il recueillerait l'approbation à peu près générale, réserve faite de deux ou trois points sur lesquels des polémiques, d'ailleurs limitées, s'élèveraient. On trouvera ce document essentiel à la fin du présent chapitre.

Pour aussi inattendue que soit la constatation, il rend un son qui rappelle ce qu'il y a de meilleur dans celui du C.N.R. ! S'en étonneront seulement ceux qui ignorent que, parmi les inspireurs des deux textes se trouvent des hommes qui, avant de devenir frères ennemis, avaient travaillé en commun, dans les mêmes organisations.

Il est seulement regrettable que, sur cette base, Déat ne se soit pas maintenu jusqu'au bout. Il aurait fallu

pour cela qu'il relègue à l'arrière-plan les problèmes extérieurs, et notamment la question des rapports franco-allemands. S'il avait pris cette précaution, son attitude, comme chef de parti sous l'occupation, aurait été jugée autrement.

Mais des mobiles de grande politique conditionnèrent de plus en plus son action. Le Parti, de but, devint moyen, et au lieu de l'enraciner dans une politique quotidienne, d'aspect purement français, l'engagea dans des entreprises à plus longue vue, et à plus large portée. Ces entreprises orienteront son destin dans une voie sans issue.

LE PROGRAMME DU R.N.P.

I. — POLITIQUE EXTÉRIEURE.

- 1° *Collaboration franco-allemande.*
- 2° *Défense de l'Empire.*
- 3° *Construction économique, politique et spirituelle de l'Europe.*
- 4° *Mise en valeur de l'Afrique par coopération européenne.*

II. — POLITIQUE INTÉRIEURE.

- 1° *Etat fort, appuyé sur un mouvement national et populaire, puissant instrument de la Révolution nationale, à l'exclusion de toute influence occulte de caractère international.*
- 2° *Autorité fondée sur la capacité technique du pouvoir, traduisant avec impartialité l'intérêt national et garantissant les libertés individuelles, communales, syndicales et corporatives.*
- 3° *Restauration des valeurs morales, familiales, professionnelles, nationales, européennes.*
- 4° *Education populaire assurant à chaque enfant une culture, un métier, un idéal.*
- 5° *Organisation et orientation de la jeunesse dans le sens du mouvement.*
- 6° *Epuration et protection de la race, régénération physique et morale de la population.*

III. — POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

- 1° *Economie dirigée à base corporative, ni étatiste, ni anarchique.*
- 2° *Monnaie garantie par le travail national, circuit de crédits, équilibre des salaires et des prix. Hausse constante du niveau de vie par accroissement parallèle de la production et du pouvoir d'achat.*
- 3° *Résorption rapide et totale du chômage par l'équipement national du pays, dans le cadre d'un plan de longue durée.*

- 4° *Organisation du marché de la consommation avec participation des groupements paysans, sous le contrôle public. Echanges réglés par contrats collectifs intercorporatifs.*
- 5° *Lutte contre le désordre et contre la domination des trusts. Suppression du prolétariat né du capitalisme. Toutes les classes fondues dans la communauté nationale.*
- 6° *Vie industrielle et familiale garantie et étayée par le syndicat et la corporation, sous l'arbitrage de l'Etat. Prise en charge des œuvres et lois sociales par la corporation.*
- 7° *Tout Français considéré, du berceau à la tombe, comme membre de la communauté nationale avec les droits et les devoirs qui en découlent, sans autre hiérarchie que celle du travail et du mérite.*

CHAPITRE V

MARCEL DEAT ET LE GOUVERNEMENT DE VICHY

Tout aurait dû rapprocher Déat du Maréchal Pétain. Le défenseur de Verdun était paré de tous les prestiges pour le brillant combattant de la Grande Guerre. Les méthodes militaires de celui que Léon Blum appela, en 1939, le « plus humain de nos chefs », ne pouvaient que le rendre sympathique au fantassin de première ligne que Déat fut quatre années durant. Les jugements du Maréchal sur l'évolution du conflit, à l'automne 1939, correspondaient à ceux de Déat. La nécessité de l'armistice fut évidente aux deux. Et le réflexe du Maréchal, demeurant au milieu des Français, lui valut toute la gratitude de son ancien soldat.

Pourtant le Maréchal, qui ne vit Déat que quelques fois, ne l'aimait pas, et lui manifestait une sorte d'ani-

mosité silencieuse. Son passé socialiste le desservait auprès de lui. En outre, dès le principe, son attitude vis-à-vis d'une collaboration avec l'Allemagne, heurta le Maréchal.

Déat éprouvait pour « le Vieux » — comme il disait irrespectueusement, — le sentiment de vénération que la France entière partagea. Mais il n'approuvait, ni les faveurs dont le Maréchal comblait les ennemis de la République, ni l'idéologie traditionaliste qui inspirait sa politique, ni la présence, autour de lui, d'hommes dont les tendances et les méthodes, irritaient la sensibilité des Français démocrates. Par la suite le double-jeu du Maréchal en politique étrangère, dont Déat avait eu très tôt conscience, acheva de l'éloigner de lui. Leurs rapports cessèrent complètement quand le directeur de *L'Œuvre* quitta Vichy.

Quand il fut à Paris, et qu'il déclencha sa campagne contre le Gouvernement de Vichy, Déat prit soin de distinguer le Maréchal de ses ministres et de son entourage. Non pas qu'il ait toujours cru que la politique gouvernementale puisse être différente de celle du chef de l'Etat. Mais il n'osait pas heurter de front le sentiment public, qui le portait si haut. Le Maréchal lisait fréquemment les articles du directeur de *L'Œuvre*. Il en était très mécontent. Ce fut une raison de plus de maintenir une séparation complète entre lui, et le pamphlétaire de Paris.

Pourtant, nous l'avons dit, Déat ne manquait pas de célébrer chaque année l'anniversaire du Maréchal, ainsi que sa décision de mettre fin à la guerre. Il accomplissait ces rites dans le langage somptueux et fort qu'il réservait

aux grandes occasions. Mais ces petites compensations n'annulaient pas, dans l'esprit du Maréchal, l'effet désastreux d'une foule d'articles de véhémence critique.

Déat, qui savait n'avoir aucun sens des nuances, aggravait son cas en attaquant sans arrêt, l'entourage direct du Chef de l'Etat. Son ennemi personnel était le D' Ménétrel, contre lequel il articulait les plus affreuses accusations, à la manière habituelle des polémistes, qui font flèche de tout bois, et ne regardent pas aux moyens. Fort heureusement, il n'écrivait pas ce qu'il disait. Et on peut penser que, s'il avait dû rencontrer Ménétrel, tout se serait très bien passé ! Il ne ménageait pas davantage les chefs du cabinet militaire, notamment le général Laure, à cause de ses relations avec la Légion des Combattants. Quant à du Moulin de la Barthète, dont Déat ne niait pas l'intelligence, son nom lui donnait occasion d'innombrables plaisanteries. Les opinions réactionnaires de ce haut fonctionnaire, et l'influence certaine qu'il exerçait sur le Maréchal, qui avait pris sa femme en amitié, offraient à Déat des occasions de s'indigner. Il ne s'en privait pas.

Les successeurs de cette équipe n'excitèrent pas autant l'ire du directeur de *L'Œuvre*. Leur rôle politique, moins important ou moins voyant, explique l'indulgence relative dont ils bénéficièrent. Pourtant, l'un des collaborateurs les plus proches du Maréchal, le vice-amiral Fernet, fut l'objet d'attaques très vives. On se demande pourquoi, cet excellent marin ne les justifiait à aucun titre. Peut-être son prénom, qui était John, plongeait-il

Déat dans une colère née de son anglophobie intermittente !

Parmi les proches du Chef de l'Etat, seul le chef adjoint de son cabinet, Paul Estèbe, avait connu Déat autrefois. Ils avaient milité ensemble à l'époque du néo-socialisme. Déat ne le ménageait pas davantage. Il était donc sans le moindre contact avec le Chef de l'Etat et son entourage. L'inimitié existant entre lui et l'Hôtel du Parc était telle, qu'il ne parvint même pas à faire accepter un brave type qu'il protégeait, dans la garde personnelle du Maréchal. Ce petit fait en dit long sur la guerre qui sévissait, entre « l'entourage » et Marcel Déat.

Le grand terrain de mésentente portait sur le siège du Gouvernement. Déat ne pouvait admettre qu'il soit ailleurs qu'à Paris. Il consacra à la question de nombreux articles. Il disait que le refus du retour était la preuve irréfutable du double-jeu. Périodiquement, il espérait que le Maréchal viendrait s'installer à Versailles. Il n'admettait aucune des raisons qui empêchaient ce transfert. Quand, en 1944, le Maréchal vint en zone occupée, à l'occasion des bombardements de l'aviation anglo-américaine, Déat crut un moment qu'il resterait. Mais le refus définitif du Chef de l'Etat ne le laissa pas longtemps dans l'incertitude.

Faisant lui-même la contre-épreuve, Déat refusait de retourner à Vichy. Il marquait ainsi qu'il ne reconnaissait pas d'autre capitale que Paris. Il accusait sa position de dissidence intérieure par rapport, non au régime lui-même, mais à certaines conditions de son fonctionnement. En n'acceptant pas de garder le contact avec la

capitale provisoire de la France, il commettait une erreur politique. Les collaborationnistes parisiens voyaient dans ce refus une marque de fermeté révolutionnaire. C'était plutôt le résultat d'un entêtement, et l'une de ces bouderies qui ne savent plus finir. On ne parviendra pas à expliquer par une pensée sûre d'elle-même une réaction aussi sommaire.



Ce qui acheva d'éloigner Déat de Vichy, ce fut le 13 décembre. On a écrit tant de choses fausses sur cet événement, qu'il faut en faire sommairement l'histoire, en l'envisageant tel qu'il fut, avant de le considérer du point de vue où Déat le comprit.

On connaît les faits. Le 13 décembre 1940, Pierre Laval rentre de Paris à Vichy. Il informe le Maréchal que le chancelier Hitler sera le lendemain à Paris pour remettre à la France les cendres de l'Aiglon. Il faut donc que le Maréchal accueille le Chancelier dans la capitale. Le Chef de l'État accepte. Un conseil de cabinet a lieu sans incident. Le soir, le Maréchal convoque brusquement un conseil des ministres. Il demande à tous les ministres de démissionner. Il n'accepte finalement que la démission de Laval, et de Georges Ripert. Il est 20 h. 30.

Le Maréchal dîne ce soir-là avec M^{me} et M. Montigny. Il est sombre :

— Vous avez dû avoir une journée bien fatigante, Monsieur le Maréchal, lui dit Jean Montigny.

— Non seulement fatigante, mais chargée de grands soucis et de lourdes responsabilités.

— Mais la journée touche à sa fin, enchaîne M^{me} Montigny.

Et le Maréchal de répliquer :

— Elle n'est pas finie et il peut encore se passer bien des choses...

Effectivement, vers 23 heures, les policiers des groupes de protection encerclent l'Hôtel du Parc. A minuit, le commissaire Mondanel arrête le président Laval, d'ordre du Maréchal. Il est gardé à vue dans sa propriété de Châteldon. Le 16, l'ambassadeur d'Allemagne arrive à Vichy. Le 17, Laval est libéré. Plusieurs entretiens ont lieu entre lui, Abetz et le Maréchal. Le soir même, il quitte Vichy pour Paris, ainsi que l'ambassadeur d'Allemagne.

Dès le 13, M. Flandin a été nommé ministre des Affaires étrangères. Le 18, de Brinon remplace le général de la Laurencie comme délégué général du Gouvernement dans les territoires occupés. En effet, le 14, le général a fait arrêter Marcel Déat, libéré le 15. Sa position est donc devenue impossible.

Tel fut le film, très abrégé, des événements. Voici leurs causes véritables et immédiates.

Contrairement à ce qu'on a cru, le 13 décembre est bien plus une crise de politique intérieure que de politique extérieure. Depuis juillet 1940, le mécontentement de plusieurs conseillers du Maréchal, maurrassiens ou réactionnaires, ministres ou non, contre les parlementaires, n'avait fait que croître. Ils avaient imposé, le 7 septembre, le renvoi des derniers d'entre eux, dont Adrien Marquet, ministre de l'Intérieur, Pierre Laval

était le seul survivant. Il fallait l'éliminer. Tant qu'il serait là, ils avaient en effet la conviction que la Révolution Nationale ne pourrait prendre le visage qu'ils voulaient lui donner.

Deux prétextes leur permirent de l'évincer. Le premier est la manière, très personnelle et assez secrète, dont Pierre Laval menait les négociations avec les Allemands. L'entourage du Maréchal était mécontent de ne pas les connaître dans le détail; et n'en approuvait pas tous les aspects. Le second est la campagne déclenchée par Marcel Déat contre plusieurs ministres, et notamment M. Alibert, dont il dénonçait la malfaisance. Il lui reprochait d'être l'inspirateur de la législation réactionnaire de Vichy. Elargissant son champ de tir, Déat écrivit dans *L'Œuvre* du 2 décembre, un article d'une violence inouïe. Sous le titre « Il faut les chasser », il demandait au Maréchal de se débarrasser de ses mauvais conseillers. La substance en passa dans une émission qu'il fit lui-même à Radio-Paris le lendemain.

Cet article sensationnel mérite d'être cité dans ses passages capitaux. C'est lui, avec d'autres, qui mit le feu aux poudres, comme l'assura, en 1945, le D^r Ménétrel à Laval lui-même :

« La masse de la nation est derrière le Maréchal Pétain. Elle lui fait confiance pour de multiples raisons. Parce qu'il personnifie un passé glorieux, parce que la génération de l'autre guerre est le témoin vivant des services rendus à Verdun et dans la décomposition commençante de 1917. Parce que, depuis le début de la folle aventure de 1939, on a

senti que le bon sens lucide du vieux chef condamnait l'entreprise et souhaitait la paix. Parce que des millions d'hommes et de femmes, les larmes aux yeux, mais la reconnaissance dans le cœur, ont entendu la voix du nouveau Président du Conseil annoncer l'armistice...

« Les foules acclament le Maréchal, parce qu'il est de magnifique prestance et que son visage a l'air sculpté dans le marbre. Et elles l'aiment spontanément, parce qu'il rayonne de lui plus de bonté encore que d'autorité. On sait de science certaine, l'ayant vu et lui ayant parlé, qu'aucune pensée basse ne peut naître en sa conscience, on le sent tout entier attaché à la plus simple et à la plus difficile des missions...

« Par-dessus tout on accepte l'arbitrage du Chef de l'Etat, parce qu'on a confiance en son équité. Il n'est pas possible que ce vieillard soit sensible ni aux intérêts, ni à la flatterie, ni au ressentiment, ni qu'un esprit de vengeance l'habite : il est de toute évidence désireux d'unité, d'harmonie, résolu à donner à chaque Français ce qui lui revient...

« Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, le Maréchal Pétain est au-dessus et en dehors des discussions. Et ceux même qui seraient tentés de le critiquer savent qu'il n'y a pas en France un autre homme vivant susceptible de rassembler, comme lui, l'immense majorité de la nation...

« Mais le Maréchal Pétain, malgré son étonnante vigueur physique, malgré l'acuité de son re-

gard, malgré la vigilance de son esprit, ne peut ni tout voir ni tout régler. C'est à travers son entourage que les bruits du monde lui parviennent, et il a abandonné à des commis, promus ministres, la direction quotidienne des administrations. Trois fois déjà l'équipe ministérielle a été modifiée...

« Les ministres n'étant responsables que devant le chef qui les nomme, et étant responsables individuellement, sont révocables à volonté. Ces hommes, le pays les connaît peu, quand il ne les ignore pas complètement.

« Ces ministres presque anonymes ont la puissance puisqu'ils ont la signature, puisqu'ils expédient d'innombrables dossiers sans en référer au Maréchal, puisqu'ils décrètent, décident, nomment, révoquent et règlent, en tête-à-tête avec leurs bureaux terrorisés ou complices. Et les ministres ne sont pas toujours les plus influents : il y a ce petit ministère dans le grand que constitue l'entourage immédiat. Il faudra aussi qu'un de ces jours nous promenions sur quelques personnages inconnus du public l'irrévérencieux pinceau de notre projecteur. C'est cette clique anonyme, ce sont ces intrigants sans mandat, qui en fait mènent le jeu depuis l'armistice. Ce sont eux qui présentent au Maréchal le tableau déformé et truqué de la France qui souffre et qui s'indigne.

« Ils ont dans leur pauvre crâne quelques idées stéréotypées, quand ils n'en sont pas à la monomanie. Ils sont prêts à tailler dans la chair vive

de la France pour en rectifier à leur guise la silhouette politique et morale...

« Ils sont voués corps et âme à toutes les réactions, en flirt permanent avec les grands intérêts, et tout confits en cléricanisme. Ils sont monarchistes par principe et ultra-conservateurs par définition. Surtout, ils ne connaissent rien au gouvernement d'un grand pays, ignorent tout de l'administration, et n'ont pas la moindre notion de la manière dont se répercutent dans l'opinion les mesures qu'ils suggèrent ou arrachent, à force de patientes roueries et de savantes préparations.

« Le Maréchal plane au-dessus des intrigues, il suffit qu'il paraisse pour que cette atmosphère empuantie devienne respirable. Mais son action est intermittente et partielle, tandis que celle de ces petits messieurs est permanente et multiple. Or ils ont réussi, après cinq mois, à soulever l'indignation populaire, à irriter les campagnes et les villes, à faire contre eux l'unanimité des deux zones, à désorganiser l'administration, à ameuter les fonctionnaires, à installer la pagaïe et l'impuissance, la gabegie et l'arbitraire, à étouffer les libertés sans instaurer la discipline...

« Ils ont trahi la confiance que le Maréchal avait mise en eux. Il faut casser aux gages ces mauvais serveurs, avant que la colère populaire se manifeste. En cette heure difficile, où la France se relève et doit se retrouver, il n'est pas possible d'en remettre plus longtemps le sort quotidien aux mains de

sectaires, de cuistres, de trublions ou d'incapables notoires. Monsieur le Maréchal, il faut les chasser. Et vous verrez de quel élan la France vous suivra. »

On pensait à Vichy que Pierre Laval inspirait les articles de Déat, lorsqu'il venait à Paris. C'était complètement faux. Les contacts politiques entre les deux hommes n'existaient pas à cette époque. Au contraire, Laval désapprouvait les violences du polémiste. Si l'on en croit du Moulin de la Barthète, qui le dit plus tard à Laval, c'est Alibert, alors ministre de la Justice, qui aurait décidé le Maréchal à se débarrasser de Laval, puis à l'arrêter, et en même temps à faire arrêter Déat. D'autres ont rejeté la responsabilité sur Peyrouton, alors ministre de l'Intérieur, et Alibert s'est vigoureusement défendu auprès de Pierre Laval d'être l'auteur de son arrestation. Il accuse Darlan d'avoir tout machiné par ambition, ce que l'ancien président du Conseil croyait possible.

Si les détails restent imprécis, on peut tenir pour assuré que le rôle d'Alibert a été prépondérant, avant, pendant, et après la crise. On ne peut pas oublier qu'il convoqua lui-même à Vichy, le 13 au matin, Méténier, chef des G. P., alors à Paris. Il arriva immédiatement, sans savoir à quelle opération il allait participer. Le coup de téléphone prouve la préméditation. Pourtant Pierre Laval avait personnellement demandé à Déat de cesser ses attaques contre Alibert. D'autres ministres, et du Moulin lui-même, ont des responsabilités. Il importe peu de les fixer ici. L'essentiel était de situer exactement les causes de cette journée.

Elle ne fut pas seulement vichyssoise, puisqu'elle se prolongea à Paris par l'arrestation de Marcel Déat. Une semaine après la parution de l'article du 2, une conférence réunit à Vichy Peyrouton, de la Laurencie et du Moulin. Dès le 9, par conséquent, l'arrestation du directeur de *L'Œuvre* fut décidée. Le général de la Laurencie devait y procéder, lorsqu'il recevrait le mot de passe : « La Maréchale a franchi la ligne ». Le 13, à 20 heures, à l'issue du Conseil, M. de Font-Réaux, chef de cabinet d'Alibert, téléphone à la Laurencie par le fil direct : « La Maréchale a franchi la ligne. »

Quatre jours ont passé. Le général, qui est un brillant cavalier, a oublié qu'il s'agit d'un mot de passe. Saisi d'horreur, il voit la Maréchale, franchissant la ligne de démarcation, sans même qu'il soit là pour la saluer. Le chef de cabinet du ministre de la Justice s'entend gratifier, au bout du fil, d'une série de remontrances fort militaires de ton. En même temps, le général demande qu'on présente ses excuses à la femme du Chef de l'Etat ; C'est alors que le général Laure prend l'appareil. Il crie : « Mot de passe » à plusieurs reprises, ajoutant qu'il faut immédiatement exécuter l'ordre donné. Le général de la Laurencie comprend alors. Ses souvenirs reviennent. La réunion du 9 est à nouveau présente à son esprit. Il se prépare à donner les ordres nécessaires. Ainsi se termine une scène courtelinesque, dont l'intéressé a conté tous les détails, dans un rapport de soixante-cinq pages dont on a écrit qu'il était « d'un bout à l'autre d'un comique prodigieux ».

Le Général convoque immédiatement M. Roger Lan-

geron, préfet de police, et lui ordonne d'arrêter Marcel Déat. Ce haut-fonctionnaire subodore une histoire qui risque de tourner mal. Il demande un ordre écrit, et il l'obtient. Le lendemain matin, quatre inspecteurs se présentent rue Villiers-de-l'Isle-Adam, où Déat habite encore. Il est en pyjama. Sa femme s'affole. Lui, prépare une petite valise, et suit les inspecteurs.

Dès qu'ils sont partis, Hélène Déat alerte un ami allemand, le D^r Grosse, ancien social-démocrate, chargé des questions sociales à l'Ambassade d'Allemagne. Le D^r Grosse avertit l'Ambassadeur. La journée se passe en démarches. Le soir Déat est libéré et réintègre son domicile après une absence de moins de douze heures, durant laquelle il a plaisanté, à sa manière, avec les policiers. Mais le lendemain, l'amertume et la colère remplacèrent l'ironie. Elles durèrent plus longtemps...

Cette tragi-comédie fut donc essentiellement une affaire de politique intérieure française. C'était aussi l'opinion de Jacques Doriot, qui en connut les dessous. Mais, dans les milieux collaborationnistes, ce n'est pas cette interprétation qui prévalut. On crut, et on dit, qu'en Laval et Déat, Vichy voulait éliminer les tenants de la collaboration. On vit même, dans cette révolution de palais, la main de l'Angleterre, quand on sut que Laval voulait reprendre les colonies françaises, sur lesquelles le Gouvernement avait perdu le contrôle. Dominique Sordet, dont le jugement politique avait une extrême importance pour tout le secteur collaborationniste, n'hésite pas à écrire :

« La défenestration de M. Laval a été machinée par

l'Angleterre... Le 9 décembre 1940, une conférence réunissait à Paris, le président Laval, le général Huntziger, et de hauts représentants de la Wehrmacht. Un programme technique et militaire visant à la reprise de nos colonies y recevait le point final. Il comportait le réarmement terrestre et aérien d'une partie de notre armée d'Afrique et la libération par l'Allemagne d'un certain nombre d'officiers et de soldats de cette armée. C'était l'aboutissement de négociations bien faites pour alarmer au plus haut point l'Angleterre. Quatre jours plus tard, M. Laval était arrêté. »¹.

Rien n'est jamais venu corroborer cette interprétation exclusive des faits². Mais elle fut unanimement acceptée par tous les partisans de la collaboration, dont Laval devint ainsi le symbole, beaucoup plus qu'il ne le souhaitait probablement. Toute reprise de cette politique postulait donc son retour au pouvoir. En attendant, il convenait de rendre impossible la tâche de ceux qui restaient. Marcel Déat s'employa conjointement à ces deux besognes. Il est à peine besoin de dire que sa rupture avec Vichy devint alors irrémédiable.



Sans vouloir considérer la politique que P.-E. Flandin pouvait faire, sans se souvenir que l'ancien pré-

1. Le coup du 13 décembre.

2. Pierre LAVAL a remarqué lui-même qu'on voulait l'arrêter dès le 9 avant même que cette réunion soit connue (Cf. *Laval parle...*, p. 83). Pourtant les souvenirs de Paul BAUDOIN, *Neuf mois au Gouvernement* (La Table Ronde), mettent à nouveau l'accent sur la politique extérieure. Mais BAUDOIN n'a été qu'un témoin, et non un acteur, dans cette affaire.

sident du Conseil avait donné des preuves de courage dans le passé, notamment en prononçant, le 10 juillet 1940, un émouvant discours républicain, Déat tira à boulets rouges sur l'équipe nouvelle. Il fit tant et si bien qu'ils partirent les uns après les autres : Alibert, Peyrouton, Baudouin, Flandin même. Certes Déat n'aurait pas obtenu seul leur renvoi. L'impossibilité où fut le Maréchal de renouer avec les Allemands la conversation interrompue depuis le 13 décembre, le conduisait fatalement à ces évictions, réalisées en moins de deux mois.

Il reste que c'est Déat qui menait la campagne publique. Elle lui valut de durables inimitiés. Et elle l'orienta, plus carrément que jamais, dans le sens d'une collaboration avec l'Allemagne. Tout ce qui ressemblait, de près ou de loin, au fameux double jeu, lui parut, après le 13 décembre, proprement inacceptable. C'est ce thème qui sera le fond de ses critiques contre Vichy. Il n'aura jamais assez d'épithètes pour qualifier son attentisme. Désormais, il déteste Vichy autant pour des raisons de politique extérieure, que pour des motifs de politique intérieure. Il n'accepte pas plus son anglophilie que son maurrassisme larvé. Et, par un choc en retour fréquent, il est lui-même amené à durcir sa position, à s'engager dans la voie d'une collaboration de moins en moins nuancée. Sur tous les plans la crise de décembre 1940 aura eu pour lui une importance capitale.

Le but de Déat, durant l'année 1941, resta de ramener Pierre Laval au pouvoir, puisqu'il voyait en lui à la fois le seul garant de la collaboration, et le seul défenseur du régime républicain. Leurs relations seraient

restées espacées, si une femme ne les avait rapprochés. Cette femme est M^{me} Kleinknecht. En ce temps, elle n'était que la femme d'un Allemand. Elle tenait salon, et donnait des déjeuners politiques. Elle fit se rencontrer Laval et Déat chez elle, en janvier 1941. Laval rompit d'ailleurs toutes relations avec elle. Mais c'est à ce moment que s'établirent de meilleurs rapports entre les deux hommes. Ils se voyaient de temps en temps. Pierre Laval ne s'occupait plus de politique active. Mais il ne pouvait pas désapprouver les campagnes de presse d'un journaliste notoire qui réclamait son retour au pouvoir !

Le 27 septembre 1941, ils allèrent ensemble à la première manifestation publique de la L.V.F., dans une caserne de Versailles. Ils y furent blessés ensemble par Colette, dont ils demandèrent d'ailleurs la grâce quand il fut condamné à mort. Ils l'obtinrent. C'est Laval qui pensa à cette démarche : l'avocat qu'il était n'oubliait pas qu'il était un professionnel de la clémence. Déat suivit, mais sans enthousiasme. Blessés ensemble, opérés dans le même hôpital, par le même chirurgien, ils eurent désormais quelques liens affectifs. Déat ne vit plus que les bons côtés de Laval, lequel se trouva mieux disposé pour Déat qu'il ne l'avait jamais été.

Ce qui était frappant, c'était de voir avec quel enthousiasme Déat se portait fort de la politique intérieure que ferait Laval, s'il revenait au pouvoir. Il le présentait à tous comme un républicain et un socialiste fidèle à l'idéal de sa jeunesse. Quand l'ancien chef de gouvernement déclara à un journaliste américain qu'il voulait faire une « République plus jeune, plus musclée », Déat

exulta. Il cautionnait donc la politique intérieure d'un futur gouvernement Laval, sans avoir eu avec lui une heure de conversation sur ce sujet. En fait, c'est ce qu'il attendait du Président du Conseil de demain qu'il présentait comme ce qu'il ferait. Eternelle confusion, chez Déat, du réel et de l'imaginé.



Le 15 avril 1942, à 9 heures du matin, Laval convoquait Déat, 120, Champs-Élysées, pour l'informer qu'il constituait un nouveau gouvernement. Ainsi se dénouait une situation, dont Laval lui-même a donné les éléments, dans ses notes rédigées à Fresnes¹. Le futur Président du Conseil avait fait appeler Déat le premier, parce qu'il ne pouvait pas lui confier de portefeuille, à cause du « tollé » qu'une telle décision provoquerait à Vichy. Il désirait donc ménager son amour propre. Il lui fit confidence de quelques désignations probables : Abel Bonnard à l'Éducation Nationale, Cathala aux Finances... et il l'invita à déjeuner.

Ils se retrouvèrent dans un salon du Cercle Européen. Deux autres convives assistaient à la conversation : de Brinon et Jacques Guérard, qui devait être le nouveau secrétaire général du Gouvernement. C'est là que fut fait le ministère. Déat ne cachait pas sa satisfaction d'avoir été associé à cette importante opération, malgré le maintien dans le Cabinet d'hommes qu'il n'aimait pas. Mais,

1. *Laval parle...* Edit. du Cheval Ailé, pp. 94-96.

en ces heures, il semblait triompher. Quatre jours après un grand discours à la Mutualité, où, rentrant de vacances, il croyait avoir porté au ministère Darlan le coup de grâce, il ne songeait pas à se plaindre.

On peut penser pourtant que, sans le manifester jamais, Déat éprouva ce jour-là une rude déception. En travaillant à ramener Laval au pouvoir, il espérait y accéder avec lui. Mais son refus de faire aucune concession à Vichy rendait impossible son entrée dans le Gouvernement. D'un autre côté, Laval savait que son retour à la tête des affaires provoquait des réactions vives dans certains milieux français et étrangers. Il n'était pas fâché d'avoir en Déat une sorte de repoussoir qui le faisait paraître plus modéré ; et une manière d'épouvantail qui le rendait plus nécessaire, comme un moindre mal...

Déat attendait de Laval un renversement politique dans le sens républicain. Il savait que cela impliquait une lutte du chef du gouvernement contre les influences maurrassiennes qui entouraient le Maréchal. Mais il pensait que Pierre Laval, qui avait été victime de l'ostracisme de Vichy, avait des raisons suffisantes pour mener ce combat. Dans cette espérance, Déat avait mis une sourdine à ses critiques. Pour la première fois depuis septembre 1940, le gouvernement trouvait grâce devant lui. Déat, qui s'en était beaucoup moqué autrefois, pratiqua donc assidûment la politique de soutien. Son thème était simple. Laval, disait-il, est un démocrate et un socialiste. Son intention est de restaurer la République et de mettre fin aux fantaisies réactionnaires de Vichy. Il faut le soutenir et le pousser en avant.

Déat avait tenu ce langage durant les dix-huit mois durant lesquels Pierre Laval avait été éloigné du pouvoir. Il avait ainsi contribué à créer dans les milieux politiques un préjugé favorable. En avril 1942, bien des hommes de gauche, même gaullistes, tout en désapprouvant sa politique extérieure, accueillirent avec une sorte de satisfaction le retour aux affaires d'un praticien expérimenté, dont ils ne contestaient pas l'attachement à la République. En soutenant Laval, Déat montrait de son côté aux socialistes et aux républicains qu'il voulait toujours rallier, que son action ne ressemblait pas à celle d'autres hommes politiques de Paris, qui confondaient conservatisme et collaboration.

Il est vraisemblable qu'il obéit aussi à un autre mobile. Depuis 1940, Déat était persuadé que les circonstances feraient de lui l'un des conducteurs du pays. Mais il était convaincu depuis cette date qu'il y parviendrait grâce à Laval. Tous les événements : Montoire, le 13 décembre, l'attentat, le retour de Laval, lui semblaient autant de maillons d'une chaîne qui le mènerait au pouvoir, dans le sillage de son aîné. Mais, alors que d'autres se posaient en rivaux de Laval, comme Doriot, lui se posa longtemps en associé, en disciple même, bien plus qu'en successeur. Il croyait qu'il le remplacerait, non à la suite d'une lutte, mais en l'investissant par le soutien, l'amitié et la loyauté, un peu comme Laval avait succédé à Briand. Ce mobile profond explique son attitude mieux qu'aucun autre.

Au surplus, Déat avait la conviction que les Allemands resteraient corrects à l'égard de Laval, qui exer-

gait sur eux l'influence d'un homme plusieurs fois Président du Conseil, et dont le prestige était certain. Toute attitude d'opposition aurait, il le pensait, braqué contre lui les diplomates allemands. Et il n'aurait pas plus réussi à se maintenir au pouvoir contre lui que les hommes qui avaient éliminé Laval le 13 décembre 1940. Jacques Doriot fit d'ailleurs à ses dépens la preuve que le calcul de Déat était juste. Le P.P.F. avait entrepris contre Pierre Laval une campagne acharnée, que traduisaient, dans ses meetings, les cris « Laval au poteau ! ». Le Chef du Gouvernement s'en plaignit. Les Allemands avaient sur Doriot un moyen de pression. Engagé dans la L.V.F. comme officier, il pouvait toujours être rappelé sur le front. Ainsi fut fait, et démontrée la supériorité de la technique de Déat.

Dans la réalité des choses, Pierre Laval ne put pas obtenir de résultats considérables pour républicaniser « l'Etat français ». Il se débarrassa du Conseil National. Il essaya de réinstaller d'anciens conseillers généraux et d'anciens maires. Au total une action de colmatage ingrate, qui stoppa néanmoins les initiatives des politiques vichyssois les plus inexpérimentés. Il tenta de consolider cette œuvre provisoire en soutenant les corps de vieux fonctionnaires républicains, et notamment en mettant partout en place des préfets élevés à l'école radicale. Ces efforts maintinrent en service des hommes dont les sentiments démocratiques ne sont pas contestables. En ce qui concerne la législation contre la Franc-Maçonnerie, qui avait si fort indigné Déat, le Chef du Gouvernement, aidé de MM. Maurice Reclus et Sens-Olive, s'efforçait

d'en tourner la lettre par des dérogations individuelles. Il mettait fin à l'activité des polices sectaires et supplémentaires. Il s'appuyait dans cette tâche sur deux hauts-fonctionnaires de la meilleure tradition radicale, Georges Hilaire et René Bousquet.

Déat approuvait cette politique. Dans la première année du gouvernement Laval, il encouragea donc de ses vœux les efforts du Président. Ce fut la seule période durant laquelle ses relations avec Vichy furent passables. Mais en revanche, en couvrant la politique intérieure de Laval, il s'attirait de farouches inimitiés dans les milieux collaborationnistes parisiens. Pendant plusieurs mois, il s'interposa entre eux et le Chef du Gouvernement, attirant sur lui les coups, et laissant à Laval une plus grande liberté de manœuvre. Il était assez facile aux extrémistes parisiens, en 1942, de gêner l'action du Chef du Gouvernement, représenté comme un tenant camouflé du régime défunt. Ce l'était moins de dénoncer en Déat un adversaire de la démocratie autoritaire ! Sur le plan de son intérêt propre, et de sa politique, Pierre Laval n'aurait donc pas pu contester que la caution de Déat ait eu son utilité, pour tout ce qu'il entreprenait dans un sens modérateur.

Les adversaires de Laval furent ainsi contraints de s'en prendre à Déat avant de l'atteindre. On ne sait pas combien de temps le directeur de *L'Œuvre* aurait tenu le rôle de bouclier, si la querelle était restée classique : gauche contre droite. Mais les transformations de la situation militaire, résultant du débarquement en Afrique du Nord et de l'effondrement italien, accusèrent les anta-

gonismes entre les deux hommes. Alors que Laval pratiquait à sa manière, mais en toute certitude, un double-jeu de prudence et d'attente, Déat se ralliait de plus en plus à une politique de défense continentale, et de lutte contre le bolchevisme. Leurs désaccords sur ce point, pour être secrets, n'étaient pas moins certains. Et, en constatant que Laval s'alignait sur la position vichysoise de double-jeu, Déat sentait s'évanouir la solidarité qui le liait à lui.



Peu à peu, et insensiblement, il passa du soutien à l'opposition. Laval restait de plus en plus à Vichy. Déat le voyait donc de moins en moins. Il se rendait à l'Hôtel Matignon chaque fois qu'il apprenait son arrivée. Souvent il l'ignorait. Hélène Déat, quelquefois mieux renseignée, l'en informait alors. Elle assaisonnait la nouvelle de commentaires assez aigres sur l'ingratitude du Président, qui récompensait si mal le dévouement de celui qu'elle appelait drôlement « son époux ». Déat alors décrochait le téléphone, et obtenait son rendez-vous. Laval ne lui disait rien d'important. Il lui opposait des refus tellement cordiaux, que Déat revenait dupé, mais n'osait ni se l'avouer, ni l'avouer aux autres. Ce petit jeu dura des mois.

L'attitude de Déat se durcit. Les contacts s'espacèrent. La politique française entraînait dans sa phase la plus terrible. A Paris, Déat essayait de faire le Parti unique. Laval essayait d'éviter le gauleiter. La Milice s'organisait, s'appuyant sur Déat pour forcer la main à Laval,

et résistant à Déat en feignant de soutenir Laval. Les problèmes militaires reléguèrent tous les autres loin en arrière.

A Vichy se préparait, sous une autre forme, un autre 13 décembre. Mais cette fois, c'était un 13 novembre ! Plusieurs familiers du Maréchal, frappés sans doute par une lettre d'Anatole de Monzie au Chef de l'Etat, le persuadèrent de réunir l'Assemblée Nationale, de réorganiser son gouvernement, et de promulguer une Constitution démocratique et républicaine, inspirée par Joseph Barthélemy. Parmi eux se trouvaient Lucien Romier et Yves Bouthillier. Laval avait été maintenu hors de ces projets. Il les apprit, et les empêcha d'aboutir, sans doute par crainte des répercussions de cette opération sur les rapports franco-allemands. Il croyait que les Allemands saisiraient ce prétexte pour installer en France un gauleiter. Sans doute aussi parce qu'il ne voulait pas partir, et croyait à son étoile.

Déat, quand il sut que Laval avait failli être remercié, s'amusa beaucoup. Il disait que Laval ayant voulu jouer avec Vichy, était victime du jeu. Le temps était loin où il se sentait solidaire de l'homme du 13 décembre. Lorsque Bonnefoy, qui avait été l'informateur de Laval, lui raconta ce qui aurait pu arriver au Chef du Gouvernement, Déat s'esclaffa ; la scène se passait dans un petit restaurant de la Rive Gauche, proche de l'Odéon. Il trouvait suprêmement pittoresque que le Maréchal se soit apprêté à parler à la Radio, sans l'autorisation des Allemands ni de Laval. Dans des circonstances de ce genre, le politique qu'il était se taisait. Restait l'ancien

normalien qui se réjouissait de ce qui lui semblait une bonne grosse plaisanterie, un gros « canular » bien monté, explosif à souhait, et faisant des victimes.

Mais cette plaisanterie finit tragiquement. Furieux d'avoir été bernés, les Allemands rudoyèrent le Maréchal. Ribbentrop lui envoya le 27 novembre 1943 une lettre violente où il l'accusait de saboter la politique de collaboration. Il faisait clairement comprendre que cette politique était le seul moyen d'éviter des malheurs plus grands à la France. En corrélation avec cette lettre, Laval recevait une liste de hauts-fonctionnaires suspects aux Allemands. Parmi eux se trouvaient notamment Rochat, Dayras et Angeli, tous trois condamnés à mort depuis la Libération.

Le Maréchal décida de faire la grève des signatures. Elle se prolongea quelques semaines. Laval se remit à son travail de Pénélope. Il trouva des préfets. Il lui fallut aussi trouver des ministres.

Déat croyait que Laval se tournerait vers lui immédiatement. Il représentait en effet, par rapport à Doriot ou à Darnand, un républicain, un modéré relatif, et un parlementaire rompu aux affaires publiques. C'était mal connaître Laval, qui ne tenait pas à s'embarrasser d'un adjoint dont l'indocilité foncière ne lui échappait pas. Il pensait en outre que sa culture politique étendue le rendrait plus difficile à manier. Il n'ignorait pas davantage que le Maréchal se résignerait plus aisément à un Philippe Henriot qu'à un Marcel Déat. Le remaniement ministériel eut donc lieu en décembre 1943. Philippe Henriot devint secrétaire d'Etat à la Propagande. Joseph

Darnand fut secrétaire général du Maintien de l'Ordre, pris en sandwich d'ailleurs par deux préfets expérimentés, Lemoine, promu secrétaire d'Etat à l'Intérieur, et Parmentier, directeur général de la Sûreté.

Ce replâtrage de l'équipe ministérielle ne donnait à Déat aucune satisfaction. Il disait que ces promotions « de droite » renforçaient dangereusement la tendance déjà trop accusée du Gouvernement de Vichy. Il y trouva donc un prétexte, pour le moins inattendu, d'accentuer son opposition à Pierre Laval. Elle devint délibérée au début de 1944, avec des précautions verbales de plus en plus réduites. Et c'est ainsi que son hostilité la plus grande allait coïncider avec son entrée au Gouvernement ! A partir de cette époque, ses relations avec le Maréchal, avec Laval, et avec le Gouvernement dans son ensemble, se confondent avec son action ministérielle. Nous les retrouverons plus loin.



Mais nous en avons assez dit pour donner une vue synthétique de ses rapports avec Pierre Laval. Pour le Chef du Gouvernement, Déat éprouvait une sympathie instinctive dont l'origine était triple. Il aimait en lui le démocrate que resta toujours le maire d'Aubervilliers. Il aimait en lui également les convictions socialistes qu'il n'avait pas complètement oubliées, tout au long d'un itinéraire politique très varié. Il lui était surtout reconnaissant d'un pacifisme foncier, qui est certainement le

trait fondamental de sa politique. Laval était pour Déat, l'homme de la Conférence de Stockholm en 1917 ; l'ami de Briand ; l'homme de la rencontre avec Brüning en 1931 ; l'adversaire de la guerre en 1935, qui disait à cette époque à Léon Jouhaux : « On ne verra jamais mon nom au bas d'une affiche de mobilisation » ; le diplomate de la négociation permanente ; le politique qui, de juin à décembre 1940, avait eu, avant tout autre, une claire conscience des relations franco-allemandes telles qu'elles résultaient des événements militaires.

Là se bornaient les points de contact entre les deux hommes. L'empirisme lavalien déplaisait au normalien rationaliste. La souplesse de l'Auvergnat heurtait l'entêtement breton de Déat. Quant à Laval, il avait trop le mépris des hommes de pensée et d'étude, pour s'accommoder d'un philosophe et d'un doctrinaire. Finalement, le miracle est que leur entente relative se soit prolongée si longtemps. Laval louvoyait sans cesse avec précaution, Déat adorait naviguer entre les récifs, et se risquait dans les passes les plus dangereuses, sans pilote, au gré de son humeur ou de son ambition. Le jour où la conciliation de leurs politiques de plus en plus différentes devint impossible, ils ne se ménagèrent plus. L'histoire ministérielle de Déat n'est qu'une longue lutte entre lui et son chef.

Ainsi prit fin une collaboration commencée par une commune arrestation, et une commune blessure. Si elle fut profitable à Pierre Laval, ce fut parce qu'elle lui permit d'utiliser Déat contre ses adversaires parisiens, et de se servir de lui pour mieux montrer, à Vichy, son rôle

modérateur. Si elle n'a rien rapporté à Déat, c'est parce qu'il ne la poursuivit pas jusqu'au bout. Mais en se sollicitant à fond avec la politique lavaliste, il aurait dû renoncer à quelques-uns des postulats de la sienne propre. C'est à quoi il n'était jamais prêt. Pour des raisons de caractère d'abord. Et ensuite parce qu'il avait le sentiment qu'il voyait plus clairement que Laval, ce que serait l'issue de la guerre. Les événements se sont chargés de trancher le débat qui, au fond, les opposait.



Déat entretint évidemment des rapports avec la plupart des ministres des gouvernements successifs du Maréchal. Les connaître permet de comprendre mieux ses réactions à l'égard de Vichy.

Le Gouvernement de l'amiral Darlan, qui dura une quinzaine de mois, de février 1941 à avril 1942, ne le compta jamais parmi ses partisans. Les raisons de cette hostilité qui culmina dans le discours du 11 avril 1942, où Déat lui signifiait un congé qu'il ne pouvait d'ailleurs pas lui donner, sont multiples.

Il n'aimait pas l'Amiral parce qu'il était contre le Gouvernement des militaires. Il l'accusait de peupler l'Administration d'officiers de marine, dont il disait que leur bravoure n'avait d'égale que leur inexpérience politique. Il ne pardonnait pas à Darlan d'avoir été le complice du coup du 13 décembre, et il pensait qu'il en avait été l'instigateur. Il ne disait pas que l'Amiral voulait renverser la République, car il n'ignorait pas qu'il était

une sorte de radical-socialiste, dont la silhouette rappelait d'ailleurs celle d'Edouard Daladier. Mais il ne lui pardonnait pas, et c'était son grief principal, d'avoir été l'artisan de l'arrivée au pouvoir de la Synarchie.

On touche ici à l'un des points les plus importants des polémiques de Marcel Déat, et à l'une des raisons principales de son hostilité à la politique du gouvernement. Il avait la conviction, qu'il partageait avec beaucoup d'autres, qu'un gouvernement occulte se dissimulait derrière le gouvernement légal, où il avait délégué quelques-uns des siens, et qu'il tirait les ficelles de la politique officielle. L'ensemble de ces hommes aurait appartenu à une société secrète, la Synarchie, dont le recrutement initial était le milieu polytechnicien. Elle aurait eu des liens étroits avec diverses grandes affaires, et diverses banques.

Ce n'est pas ici le lieu d'établir que la Synarchie n'a jamais existé. Déat pensait rigoureusement le contraire. Il l'écrivait souvent, sans avoir jamais eu la moindre preuve de l'existence de ce gouvernement occulte. Il ne cessa donc pas de dénoncer la Synarchie. Il l'accusait de tous les péchés, notamment de celui de subordonner la politique française aux trusts d'abord, à un vaste plan technocratique ensuite. Il s'en accommodait d'autant moins, qu'il ne voyait pas la place qu'il aurait dans le régime qu'elle voulait.

Cette Synarchie, dont les desseins étaient diaboliques, avait, selon lui, dans les Comités d'organisation, l'un de ses principaux moyens d'action. Si cela avait été vrai, il faudrait en conclure que M. Laroque, qui rédigea cette

loi, appartenait lui-même à cette redoutable secte ! On avouera que ce n'est pas probable. Déat pensait également qu'un certain nombre de ministres étaient délégués par elle pour faire triompher sa politique. Comme il ne savait pas très bien lesquels, il désignait au hasard les ministres techniciens, ou polytechniciens. C'est ainsi qu'il comptait parmi les « synarques » Pucheu, Bouthillier, Berthelot, Lehideux, Bichelonne (avant de le connaître...), Barnaud, Baudouin, Jacques Leroy-Ladurie, Guérard, Benoist-Méchin, et même Marion, ce qui est plus surprenant encore. Cette liste n'était pas immuable. Elle s'étendait au gré des informations incontrôlées, et des propos de salles de rédaction à court de copie.

On ne saurait trop répéter, parce que c'est un travers politique grave que la légèreté, que Déat n'a jamais eu le moindre commencement de preuve de l'appartenance de tel de ces hommes à la Synarchie, à supposer que son existence n'ait pas été mythique. Il y croyait. C'était une preuve suffisante.

Cette conviction explique pourquoi il fut toujours plus réservé vis-à-vis de la politique extérieure de Darlan, que vis-à-vis de celle de Laval. Il constatait certes que, dans les six premiers mois de son ministère, Darlan semblait avoir infléchi davantage que Laval la politique de la France dans le sens de la collaboration. Mais il accusait Darlan de faire, — par la Synarchie, — une collaboration profitable aux trusts, devant quoi Déat sentait se cabrer le socialiste qui était en lui. Cette accusation n'était certainement pas fondée sous cette forme grossière, et il y a des chances pour qu'elle ne le soit

guère davantage sous une forme plus nuancée. Mais il est assez instructif de remarquer la force des réactions socialistes de Déat. Elles prenaient le pas, en l'occurrence, sur le fondement même de sa politique, qui était la nécessité d'une collaboration franco-allemande sur tous les plans.

Son animosité contre Darlan s'accrut à cause des tendances de la politique intérieure de l'Amiral. Il lui reprochait son hostilité au personnel de la République. Ses critiques furent si vives que l'Amiral exprima le désir de le rencontrer un jour de 1942, pour s'expliquer franchement avec lui. Déat, qui n'aimait pas ces rencontres, refusa. Mais il mit une sourdine à ses attaques, après une intervention de Laval lui-même.

Il ne se fit pourtant aucune illusion sur le renversement progressif de la politique extérieure de l'Amiral. Sensible dès l'hiver de 1942, elle conduisit le "Dauphin" en Afrique du Nord, en novembre de la même année. Déat, que l'événement prenait si souvent au dépourvu, ne fut pas surpris par celui-là. Il se donna au contraire le malin plaisir de murmurer qu'il l'avait bien dit... Il se réjouit particulièrement de la déception que le retournement de l'Amiral causa à l'Ambassade d'Allemagne, où l'on n'imaginait pas que Darlan puisse jamais abandonner le Maréchal.

Mais cette sensationnelle volte-face acheva de brouiller Déat avec la Marine ! Il avait longtemps cru que si l'Armée de Terre était plus tournée vers les généraux de Gaulle et Giraud, la Marine, elle, resterait constamment fidèle au Maréchal. La politique des amiraux De-

coux, Robert et Estéva, lui semblait une première justification de sa thèse. Malgré son hostilité à Darlan, il n'avait jamais cessé de rendre hommage au loyalisme de la Marine, et à ses hautes qualités. Survinrent coup sur coup le départ de Darlan, et le sabordage de la flotte. C'était plus qu'il n'en fallait. Il se mit fort en colère.

Ce qui le désolait le plus, c'est qu'il s'était une fois encore trompé sur un homme, parce qu'il l'avait jugé sur des on-dit, sans chercher à le connaître ; et sur un événement parce qu'il en ignorait les tenants et aboutissants. L'homme, c'était l'amiral de Laborde, commandant en chef de la flotte en Méditerranée. Déat en avait fait un anglophobe exalté. De là à l'imaginer comme un germanophile convaincu, il n'y avait qu'un pas. Il le franchit allègrement et sans motif. Aussi disait-il toujours : « Avec de Laborde à Toulon, jamais la flotte ne tombera aux mains des Anglais. » Il ne savait, ni que de Laborde n'aimait pas plus les Allemands que les Anglais, ni qu'il avait des ordres, et qu'il les exécuterait coûte que coûte. En outre, il ignorait que les Allemands avaient envoyé 6.000 matelots de Kiel pour s'emparer de la flotte, ce qui justifiait le sabordage.

Il le condamna donc en termes sévères. Et il écrivit des phrases regrettables. L'amiral Platon répondit dans un article de *La Gerbe*, en expliquant pourquoi le sabordage était nécessaire, et en renouvelant les arguments donnés par lui à l'Ambassadeur Abetz. Mais Déat comprenait mal ce qu'est un ordre pour un marin. Et pas davantage qu'aucun d'entre eux, même le plus anglo-

phobe, ne pouvait consentir à abandonner son bateau aux mains des Allemands.

Cet épisode eut comme conséquence de dresser Déat contre l'amiral Platon. A vrai dire, il était déjà très mécontent de la manière dont l'amiral dirigeait le service des questions antimaçonniques dont Laval l'avait chargé. Il est vrai que le glorieux défenseur de Dunkerque, dont l'inexpérience politique était grande, n'avait pas le doigté nécessaire pour traiter de questions aussi épineuses. Il avait l'ordre d'appliquer la loi contre les sociétés secrètes. Il l'appliquait. Avec un double rigorisme huguenot et militaire, qui n'arrangeait pas les choses. C'était d'autant plus fâcheux que l'amiral Platon était incapable de la moindre haine personnelle contre quiconque.

Déat lui avait donc déjà décoché quelques flèches. Après novembre 42, il redoubla, quand il en eut l'occasion. L'amiral s'entendait très mal avec le Chef du Gouvernement. Comme ses rapports avec le Maréchal étaient excellents, et même très intimes, Laval ne l'aimait pas. Un jour, il se sépara de lui, sous prétexte qu'il avait cherché à l'évincer du pouvoir. Dans cette querelle, Déat prit violemment le parti de Laval ; c'était dans ces occasions que le Chef du Gouvernement appréciait le talent du polémiste ! Le piquant de l'histoire c'est que, sur la politique générale, il y avait peut-être plus de points d'accord entre Déat et l'amiral, qu'entre Déat et Laval. Mais quand un militaire conspirait contre un civil, comment Déat aurait-il soutenu le militaire ?

Et puis, un jour de 1944, Dominique Sordet entreprit de réconcilier le conférencier en loges avec le spécia-

liste de l'antimaçonnisme ! C'était difficile. Quelques conversations préliminaires, et un déjeuner délicat y pourvurent. Les deux hommes, sous l'œil inquiet et cordial de leur amphitryon, échangèrent des propos amicaux. Déat revint enchanté de son amiral, et ne tarissant pas d'éloges. Il venait de découvrir un homme, là où il n'y avait jusque-là pour lui qu'un nom. Il se rendait compte que l'homme ne méritait pas les reproches ou les soupçons dont il l'avait accablé. Mais, avec son caractère, il ne regrettait rien. Nul n'avait, autant que lui, le pouvoir d'oublier le mal que sa plume avait causé aux autres.

L'amiral, lui, n'était pas aussi satisfait. L'impression dominante était une intense stupéfaction. Quoi, le terrible polémiste, c'était ce petit homme propre, timide, cordial et silencieux, qui pesait ses paroles, pour ne pas gêner ou heurter son interlocuteur ? On ne pouvait y croire. C'était pourtant vrai. Mais l'amiral ne put s'en convaincre et le voulut vérifier. Dans l'attitude de Déat, il chercha à savoir ce qui était amabilité d'homme bien élevé et hypocrisie fondamentale. Il aurait souhaité en effet que Déat s'expliquât sur leurs désaccords anciens. Mais Déat s'en était gardé. Il ne disait jamais rien dans ces cas-là. Et quand il racontait ces entrevues à sa femme, ou à ses familiers, il concluait : « Tout est éclairci entre nous. Ça va ! »

L'amiral Platon se satisfaisait moins facilement. Il ne pouvait croire que la timidité et l'insouciance de Déat

étaient telles, qu'elles se conjuguèrent toujours pour lui épargner les explications d'homme à homme. Quand sa machine à écrire ne s'interposait plus entre lui et autrui, ce polémiste était perdu. Albertini disait de lui : « Le patron est de la race de ceux qui n'eng... que par téléphone. » L'amiral s'enquit donc auprès de Sordet et d'un ami de Déat, qui le connaissait bien, des véritables sentiments du directeur de *L'Œuvre*. Il apprit avec surprise que Déat le considérait désormais comme un ami, qu'il ne lui en voulait plus des volées de bois vert, dont l'amiral portait encore la trace ; et qu'au surplus il approuvait sa politique. Ainsi se termina une longue inimitié. Elle ne fut pas plus logique dans sa fin que dans son origine. Mais le magnétique et doux regard de l'amiral, quand il se posait sur l'adversaire d'hier, devenu l'ami d'aujourd'hui, gardait au fond de lui une nuance d'étonnement...

On se tromperait en croyant que cette attitude de Déat n'était valable qu'avec des égaux. Avec des inférieurs il en était de même. On le fit déjeuner un jour avec Méténier, le fameux cagoulard, dont il avait dit tout le mal possible, sans l'avoir jamais vu. Quand il revint, enthousiasmé, il était prêt à lui confier on ne sait quelle fonction policière. On apprit que Déat avait été aimable, qu'il avait fait du charme pour séduire le conspirateur, et qu'il avait ri au récit de ses exploits. Peut-être même ce contact avec Méténier l'avait-il amené à se dire qu'après tout, la Cagoule, ça n'était pas si mal que ça ! Tel il était, versatile, brutal à distance, accommodant en tête-

à-tête, et croyant que tout s'arrangeait simplement parce que cela l'arrangeait.



Ses relations avec les autres ministres furent plus épisodiques, et moins caractéristiques. Il combattait Pucheu, parce qu'il le soupçonnait (à tort) d'être l'élément actif de la Synarchie. Et parce qu'il avait adhéré au P.P.F. avant la guerre. Il l'accusait d'avoir été antimunichois et de faire une politique intérieure maladroite. La vérité est que Pucheu, caractère entier, l'irritait. Déat était son ancien, et trouvait que ce jeune condisciple arrivait bien vite. Quant à Pucheu, il ne se gênait pas pour critiquer vertement la politique de son aîné.

C'est donc avec une surprise extrême que le chef du R.N.P. se rendit au ministère de l'Intérieur où Pucheu l'avait convoqué, un jour de mars 1942. Pucheu le reçut avec des honneurs ostensibles, et lui tint le langage le plus excessif. Il critiqua les Allemands avec une violence froide. Ribbentrop fut arrangé de telle manière que Déat se demanda si Pucheu ne cherchait pas à le faire parler par une fausse apparence de franchise. En quoi il se trompait. Pucheu, comme Bismarck, pratiquait la méthode de la franchise provocante. Il lui parla longuement de son voyage en Algérie, d'où il tirait la conclusion qu'il était plus populaire que le général Weygand. De retour chez lui, Déat réfléchit à cet entretien. Il le raconta, cherchant chez d'autres une explication qui puisse l'aider à interpréter l'attitude de Pucheu. En fait, le ministre en avait assez des Allemands, et il savait qu'il devrait partir.

Avant de s'en aller, il faisait du scandale, à sa manière. Son limogeage par Laval acheva d'éclairer cette journée mémorable.

Les ministres successifs de la Justice étaient sans lien avec Déat. Il avait oublié le Joseph-Barthélemy de 1938, qui avait été son compagnon dans la lutte pour la paix, pour ne se souvenir que du Garde des Sceaux qui le combattait. Il ne connaissait aucun des ministres militaires. Ses rapports avec Cathala étaient anciens et amicaux. Mais le ministre des Finances était trop lavaliste pour qu'il le soutînt. Du moins ne le combattait-il pas avec l'âpreté qu'il avait montrée contre Yves Bouthillier. Il avait contre ce technicien éminent des préjugés que rien ne justifiait. Il en faisait une sorte de fonctionnaire borné, sans vues politiques. De 1940 à 1943, l'homme prouva qu'il était autre chose. Sa trempe morale, il la montra ensuite, mais Déat ignora cette âme, comme toutes les autres.

Du moins n'ignorait-il pas tout à fait autant celle de quelques camarades de combat qui figurèrent dans les Conseils du Gouvernement. Il dînait de temps en temps avec Max Bonnafous, ministre de l'Agriculture. Il lui était surtout reconnaissant d'avoir remplacé Caziot, auquel il avait voué un mépris aussi total qu'injustifié. Mais il était fort mécontent de Max, accusé de ne pas soutenir suffisamment quelques-uns de ses amis groupés dans des organisations de propagande paysanne. Il connaissait bien aussi Paul Marion, mais il ne le voyait jamais.

Il ne parlait pas des techniciens comme Berthelot, Gibrat, ou Lehideux. Ils travaillaient sur un plan qui

n'était pas le sien. Mais il n'ignorait pas les ministres de l'Education Nationale ! Leur département était celui où sa compétence était totale. Elle était toujours à l'affût de leurs erreurs. Elle pouvait se satisfaire à bon compte, car ils en commirent leur part. Ni Emile Mireaux, ni Georges Ripert, ni Jacques Chevallier ne trouvèrent grâce devant lui. Ce dernier qui était, de surcroît, un rival en philosophie, était l'une de ses bêtes noires. Il lui en voulait à peu près autant d'avoir essayé de rechristianiser l'Ecole, d'avoir offert un chêne au Maréchal Pétain, et d'avoir écrit sur Bergson un livre qu'il trouvait détestable ! S'il avait su que Chevallier était l'ami de lord Halifax et qu'il était en rapport avec lui, on se demande ce qu'il en aurait dit ! Carcopino fut ménagé puisqu'il avait éliminé son ennemi personnel. Sans doute d'ailleurs l'envergure intellectuelle de l'historien de César l'impressionnait-elle sans qu'il s'en aperçut.

Avec Abel Bonnard, des relations mondaines existaient. Il était l'un des ornements de la table d'Hélène Déat. Il payait son écot en mots d'esprit, qui fusaient avec une continuité et une roquerie sans défaillance. Leur entente politique était complète, mais ils ne se privaient pas de se brocarder malgré tout. Déat l'appelait avec déférence « Mon cher Maître », et l'Académicien ne disait jamais que « Monsieur Déat ».

Des relations pareillement amicales finirent par exister entre Déat et Jacques Benoist-Méchin. Elles étaient anciennes. Elles s'améliorèrent en 1941. Elles se refroidirent beaucoup en 1942 quand Benoist-Méchin, comme l'amiral Platon, combattit Laval. Mais le directeur de

L'Œuvre lui en voulait, on ne sait pourquoi, de remplacer la L.V.F. par la Légion Tricolore. Il y voyait une sombre opération politique, si sombre qu'il ne la distinguait pas... Tout s'arrangea. Benoist-Méchin vint s'expliquer. L'évolution de Déat le menait d'ailleurs à un antilavalisme semblable à celui de l'ancien secrétaire d'Etat.

Il faut se borner. Mais ce tableau des relations de Déat avec les ministres du Maréchal ne serait pas complet si l'on ne parlait de ses sentiments pour l'organisme qui incarnait la Révolution Nationale : la Légion française des Combattants.

Il n'avait pas accepté la dissolution des associations d'Anciens Combattants. C'était une première raison d'hostilité contre la Légion qui les remplaçait. Mais il critiquait surtout sa politique. Avec les meilleures intentions du monde, la Légion des Combattants ne fut souvent que l'instrument de quelques vengeances de clocher assez mesquines. Elle s'arrogea le droit de s'immiscer dans l'administration locale et départementale. Elle dressa ainsi beaucoup de citoyens contre le régime. En la combattant, Déat ne se doutait pas qu'il luttait contre le seul parti unique qui exista jamais en France ! Quand il protestait contre l'ingérence d'une organisation de ce genre dans la marche des affaires, il touchait du doigt l'une des difficultés les plus certaines d'un régime de parti unique. Il constatait que le résultat était, soit de subordonner l'administration à la Légion, soit de gêner le fonctionnement normal des services et de créer l'anarchie. Dans les deux cas, c'était déplorable. Mais Déat n'allait pas jusqu'au bout de son analyse. Il se bornait à cri-

tiquer l'esprit réactionnaire des dirigeants légionnaires.

Il comptait sur Laval pour républicaniser la Légion. Ce qu'il fit en la confiant à Raymond Lachal. Il comptait sur lui aussi pour freiner ses initiatives intempestives. Ce qui fut fait également, avec le concours du Maréchal lui-même. Déat ne fut pas satisfait des résultats obtenus. D'autres griefs naquirent. Il s'éleva contre la création du S.O.L. (Service d'Ordre Légionnaire) où il flairait des relents cagoulauds. Il sentait que la Légion était un des foyers actifs de résistance à la politique de collaboration. Il lui en voulait même de certaines initiatives sociales, qui donnaient un démenti à l'opinion qu'il avait d'elle. Or Déat aimait avoir le monopole du socialisme, et l'on ne devenait pas son ami en chassant sur son terrain. Il baptisait paternalisme ou socialisme à faux nez ce qui le concurrençait. On le voit, le vieil homme le poursuivit longtemps.

Avec cet état d'esprit, il n'aurait jamais accepté de bon cœur l'organisation de la Légion des Combattants en zone occupée. Il avait appuyé les demandes des anciennes organisations qui y fonctionnaient. Il connaissait de longue date leurs dirigeants, tels que Jean-Goy, Pichot et Rivollet. Chacun d'eux avait sa conception du rôle des associations de Combattants durant l'occupation. Déat les défendit en toutes circonstances.



Parler de Déat et de Vichy, c'est parler, nécessairement, de Déat et de l'Eglise. Sur ce point, comme sur

tant d'autres, sa pensée, quatre années durant, fut en constante évolution. Elle s'organisait autour de deux problèmes distincts. Sur chacun d'eux, elle évolua en deux sens différents, sinon opposés.

Question préalable, quelle était la position métaphysique de Déat ? La réponse est très simple : il ne se posait aucun problème de cette nature. Il se trouvait devant l'inconnaissable, devant un mystère qu'il ne cherchait pas à percer, parce qu'il savait qu'il n'y parviendrait pas. Ce serait mal dire qu'il niait Dieu. Il l'ignorait. C'était un agnostique paisible : cela ne le mettait pas dans une mauvaise disposition pour étudier les problèmes religieux. Il ne niait aucunement leur importance, et leur gravité essentielle. Il était trop bon sociologue pour n'avoir pas été frappé par le caractère religieux des sociétés primitives. Et trop bon connaisseur d'Auguste Comte pour se débarrasser de la question en disant avec Marx que la religion est l'opium du peuple. Il se rapprochait plutôt du Jaurès parlant, en termes émouvants, de la grande chanson qui berce la misère humaine.

Devant le catholicisme, il avait la réaction classique de l'homme de gauche. Il se souvenait que l'Eglise avait combattu la République. Elle était contre les républicains dans les grandes crises du régime, à commencer par le 16 mai et l'affaire Dreyfus. Elle avait reçu des coups, au temps de Ferry, puis au temps de Waldeck-Rousseau et de Combes. C'était justice. Mais là s'arrêtait son hostilité. Déat n'était ni un antireligieux, ni un anticatholique systématique. Il s'en tenait à la vieille formule

de Félix Pyat, rajeunie par Gambetta : « Le cléricanisme, voilà l'ennemi. »

Vichy lui apparut justement comme une revanche du cléricanisme. Tonnant contre le premier, il tonnait nécessairement contre le second. Et la clientèle traditionnelle de *L'Œuvre* se réjouissait d'attaques qui demeuraient dans le meilleur style de la maison. Un anticléricanisme virulent, mais sans grossièreté de forme, exclusif de toute injure aux personnes, et de tout blasphème contre les croyances ou les rites, tel était le sien. En somme un anticléricanisme politique d'une tradition française constante. Et qui s'irritait en outre des réserves que l'Église de France formulait sur la politique du Gouvernement.

Pourtant quelques personnes de son entourage lui représentèrent que son attitude vis-à-vis de l'Église était sommaire, que le temps des luttes religieuses était passé, et qu'il faudrait définir un jour les modalités d'un accord entre l'Église et l'État. Non pas pour subordonner l'un à l'autre. Mais pour que l'État se renforce de la puissance morale de l'Église sans pour autant la domestiquer. Il se rallia ainsi à l'idée d'un Concordat. Mais, comme beaucoup d'anticléricaux ralliés, il était plus gallican qu'ultramontain. Et il aurait voulu pouvoir signer directement avec l'Église de France sans passer par le Vatican, pour lequel il conservait la vieille défiance laïque contre le cerveau de « l'Internationale noire ».

Pour l'essentiel, son projet s'intégrait dans le système corporatif auquel il donnait une adhésion de plus en plus intime. Ce démocrate sentait la nécessité de corps intermédiaires entre l'individu et l'État. Ce totalitaire se pré-

paraît à organiser ces corps, à les pourvoir de statuts autonomes, c'est-à-dire à les doter des moyens de résister à la dictature de l'État, que son esprit souhaitait. C'est une preuve tangible qu'en 1944, ses métamorphoses doctrinales étaient en cours. C'est aussi l'indication que dans la synthèse qu'il faudra faire entre l'autorité et la liberté, l'ordre et la justice, la pensée de Marcel Déat se révélera plus complexe qu'on ne le pense au premier abord. Il voyait en tout cas l'Église organisée en une immense corporation, s'administrant elle-même, dans le cadre de l'accord général conclu avec l'État. Cet anticlérical faisait ainsi à l'Église un cadeau royal. C'est assez inattendu pour être signalé.

Mais son évolution sur le statut général de l'Église, s'accompagnait d'une autre en sens inverse sur la question de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse. En 1940-41, Déat se contentait de défendre l'École laïque là où elle était menacée. Il soutenait le personnel révoqué pour son activité syndicaliste ou pacifiste. Il combattait les tentatives d'introduction de l'enseignement religieux à l'école. En somme une besogne assez banale de défense laïque, mais qu'il était à peu près le seul à accomplir avec éclat.

Son horizon s'élargit ensuite. Il avait organisé, à côté du R.N.P., un mouvement de jeunesse, que dirigeaient des militants venus des Fauçons rouges, des Étudiants révolutionnaires de nuance trotskyste, et d'anciens syndicalistes de l'enseignement ou d'ailleurs. Il eut donc l'occasion de considérer de plus près le problème de la jeunesse, auquel il avait d'ailleurs consacré, en 1936, une

brochure très politique, sous le titre « *Jeunesses d'Europe* ». Cette fois, ce qui l'intéressait surtout, c'était l'ensemble des questions de jeunesse. Aussi bien l'instruction que l'éducation. Aussi bien l'école que le stade. Aussi bien l'esprit que le corps. La solution qu'il donnait à toutes ces questions était celle du monopole. Il voulait l'unification de tous les mouvements de jeunesse et le monopole de l'enseignement. Une école, un stade, une maison de jeunes uniques par commune, tel était son idéal.

Cet idéal était fort éloigné de celui de l'Eglise, qui est aujourd'hui l'adepte des solutions pluralistes. On ne s'étonnera pas qu'elle ait protesté contre les thèses de Marcel Déat. Diverses publications religieuses les critiquèrent. Quant à lui, il n'engagea pas de polémique trop violente sur le sujet. C'était politiquement inopportun. Mais on est frappé de la différence existant entre sa position très autoritaire sur les questions de jeunesse, et ses opinions beaucoup plus libérales sur les rapports d'ensemble de l'Eglise et de l'Etat.

Il n'est donc pas surprenant que l'Eglise ait eu des craintes. Elle pouvait penser que l'organisation d'une jeunesse d'Etat et d'une école d'Etat, étaient incompatibles avec la liberté religieuse. On sait que ces questions plus que d'autres, dressèrent l'Eglise contre le national-socialisme allemand et le fascisme italien. Les critiques de l'Eglise à son adresse sont donc compréhensibles. Celles des milieux d'extrême-gauche le sont moins. Les communistes et les socialistes veulent le monopole de l'enseignement. Sur ce point, leur accord avec Déat est total.

Quant à la jeunesse unique, elle existe en Russie et ailleurs.

Néanmoins, des contacts existèrent entre Déat et quelques membres de la hiérarchie dont les opinions n'étaient pas trop éloignées de certaines des siennes. Il essaya même d'obtenir, en 1944, une audience de S. E. le cardinal Suhard. Avec une prudente fermeté, le Cardinal fit comprendre à l'intermédiaire officieux qui lui transmettait la lettre de Marcel Déat, qu'il ne pouvait être question d'une rencontre. Mais Déat, en sollicitant cette audience, donnait la preuve qu'il avait compris que l'Eglise était une force, avec laquelle il valait mieux composer que lutter.

Certes, s'il avait eu à exercer une plus haute charge que celle de ministre du Travail, il aurait sans doute essayé, comme la plupart de ceux qui détiennent peu ou prou des pouvoirs de César, de domestiquer l'Eglise. Il aurait admis très vite qu'il ne devait pas s'obstiner. Il y avait dans sa doctrine de quoi trouver un habit dans lequel l'Eglise aurait été parfaitement à l'aise. Ainsi se serait paradoxalement terminée une histoire qui commença par la guerre, et qui évoluait lentement vers l'apaisement, malgré des fougades doctrinales, et quelques écarts de plumes.



Au terme de ce chapitre, on ne peut échapper à la recherche des causes du désaccord persistant entre Déat et les hommes qui ont gouverné légalement la France à

Vichy de 1940 à 1944. Les désaccords de doctrine sont l'une d'entre elles. Les malentendus personnels en sont une autre. Les divergences en politique étrangère une troisième. Enfin, une sorte d'incompréhension existait entre ces représentants attardés des « Notables », et ce descendant impétueux des « nouvelles couches », pour reprendre deux termes fort usités aux alentours de 1875.

Mais les vraies raisons ne sont pas celles-là. Ce qui a maintenu l'hostilité de Déat, c'est la ligne de démarcation et son refus de retourner à Vichy, pour respirer un autre air que celui de Paris. On touche là un problème psychologique essentiel.

Déat a toujours été un homme seul. Avant la guerre, il ne savait pas ce qu'était le travail d'équipe. Il n'avait pas un ami véritable. Son cercle de relations politiques était très étroit. Hors des camaraderies de parti et de Parlement, il n'avait de rapports utiles avec aucun secteur-clé de la vie nationale. Quand il revint à Paris, en 1940, cet isolement s'accroissait d'autant plus que le polémiste prenait des positions qui heurtaient le sentiment général. En outre, il sortait de moins en moins, pour des raisons de sécurité. Et il voyait toujours les mêmes gens, issus des mêmes cercles. Sa femme s'occupait de son courrier personnel. Ses collaborateurs de son courrier politique. Il s'intéressait très peu aux opinions des autres, et s'enfermait en lui-même. Si ses relations s'étendirent, c'est que certains de ses familiers firent des efforts pour le faire connaître. Son orgueil, sa timidité, et les commodités des cogitations en vase clos, se liguèrent pour le retrancher du monde.

C'était particulièrement grave dans des années où ses opinions allaient à contre-courant. S'il a ramé avec tant de force, ce n'est pas seulement par volonté de triompher, c'est aussi parce qu'il n'a jamais eu conscience de la violence des eaux qui déferlaient. S'il a toujours montré vis-à-vis de Vichy tant de sévérité, c'est parce qu'il ne se rendait pas compte que la position de Vichy était infiniment plus près du cœur du Français moyen que la sienne propre. Pourquoi ne le sentait-il pas ? Parce que ne bougeant pas, il ne savait rien.

S'il avait été à Vichy, beaucoup d'éléments qui lui manquaient auraient corrigé ses jugements. Même après 1942, Vichy était resté un centre d'écoutes dont les informations étaient beaucoup plus étendues que celles qui parvenaient à Paris. Nul milieu, en effet, ne fut plus mal informé de la politique mondiale au jour le jour que le milieu des collaborationnistes parisiens, et pour des raisons multiples. Déat était privé en conséquence de tout ce que lui aurait valu le contact des diplomates et des journalistes neutres, et des militaires liés plus ou moins étroitement à la Résistance et aux Alliés. Ses fenêtres sur le monde étaient closes. Vichy les aurait ouvertes. Son inaptitude à comprendre la politique gouvernementale venait surtout des conditions de vie à Paris. Elle aurait cédé sans doute au contact de réalités sensibles seulement au sud de la ligne de démarcation.

Il n'était évidemment pas sans informations sur ce qui se passait dans cette zone « nono », qu'il ne prenait pas au sérieux et qu'il comparait au Grand-Duché de Gêrolstein, avec ses cérémonies maigrichonnes, et ses im-

portants. Mais ses informations étaient fragmentaires, et ne pouvaient remplacer les contacts directs. Quelques francs-maçons demeurés dans les cadres lui envoyaient des lettres confidentielles. Elles manquaient d'objectivité pour des causes évidentes. Quelques amis se rendaient en zone non occupée. Ils songeaient davantage à lui faire un compte rendu qui lui plût, qu'un compte rendu véridique. Quant à la presse, qui aurait pu le renseigner, il ne la recevait même pas. *L'Œuvre*, bien entendu, était à peu près le seul journal à n'avoir pas de correspondant à Vichy.

Il voyait des préfets, qui pratiquaient avec lui la politique classique des hommages au successeur possible. Ils venaient trop rarement pour suppléer à sa carence de renseignements sur le fonctionnement d'ensemble de la machine administrative. Et quand ils étaient là, ils songeaient plus à le flatter qu'à le heurter. Il était toujours si gentil avec eux qu'ils partaient stupéfaits de l'accueil qu'ils venaient de recevoir. Ils s'attendaient à tomber sur un homme dynamique et sévère. Ils rencontraient un parlementaire paisible, pantoufles aux pieds, qui parlait peu, qui les écoutait bien, et ne ressemblait pas du tout à un ministre de l'Intérieur effrayant. Ils lui envoyaient parfois leurs rapports confidentiels. Ils le traitaient en somme comme une puissance. Mais c'était lui, finalement, qui les endoctrinait !

D'ailleurs quand quelqu'un cherchait à l'éclairer, il se refusait à la lumière offerte. Certains des adjoints du chef du gouvernement, parmi les mieux placés, essaieraient, à diverses reprises, de lui communiquer des nou-

velles très secrètes. Elles étaient de nature à le faire réfléchir. Elles bouleversaient tellement son univers intellectuel qu'il les mit en doute. Dans son aveuglement, la part de la volonté n'était pas absente. De temps en temps, malgré tout, un fait ébranlait l'édifice. Il était désorienté quelques jours. Mais il ne cherchait pas alors à reconstruire selon un plan différent. Il ajustait vaille que vaille ce nouveau matériau à la construction ancienne. La lézarde s'effaçait. Et la sérénité revenait en lui.

Pour son malheur, deux de ses amis, dans le jugement desquels il avait confiance, contribuèrent à l'égarer davantage sur Vichy. Le premier était Dominique Sordet, dont les informations sur le gouvernement du Maréchal devinrent moins bonnes avec les années. Le second était Jean Héritier, qui était aussi original et fécond historien, que spécieux politique. Ce légitimiste avait gagné sa sympathie. Il lui écrivait des lettres parfois délirantes, qui se poursuivaient jusque sur l'enveloppe. Sa haine de Maurras qu'il appelait : « le monstre », dépassait l'entendement. Champion de l'Internationale blanche, il disait à Déat qu'il serait le grand ministre d'Henri VI. C'était la seule occasion où le très républicain directeur de *L'Œuvre* se sentait un peu d'attirance vers la monarchie ! Mais les informations que Déat recevait de ce côté, ne pouvaient corriger son optique fautive des nécessités à quoi le gouvernement se heurtait.

Au fond Déat, comme confiné dans une ville assiégée, fut atteint peu à peu d'une fièvre obsidionale, qui lui interdisait de comprendre tout ce qui n'était pas lui. Le gouvernement du Maréchal, dont il était solidaire, parce

qu'il était le gouvernement de la France, et qu'il avait eu le réflexe de l'armistice sauveur, était idéologiquement trop loin de lui, pour qu'il lui donnât une adhésion agissante. Ses entraînements de polémiste firent le reste. C'est sa plume, — ou plus exactement sa machine à écrire, — qui le sépara de plus en plus du gouvernement sans qu'il veuille considérer ni l'honnêteté de ses membres, ni leurs capacités techniques. Cette rupture était si franche, que les critiques de la politique intérieure du Maréchal étaient parfois les mêmes à Paris, sous la plume de Déat, qu'à Londres ou à Alger. Comme quoi une fois de plus, rien ne fut aussi simple, dans la politique française, de 1940 à 1944, que des propagande contraires essayent de le démontrer.

Néanmoins, ces désaccords entre Vichy et Déat, ne doivent pas dissimuler la similitude de leurs réactions devant des problèmes fondamentaux. Tous deux voulaient pratiquer en France une politique de la présence devant le vainqueur de 1940, et n'acceptaient pas de laisser les Français sans intercesseurs entre eux et l'occupant. Tous deux pensaient que la défaite de 1940 ne devait pas retarder les transformations politiques et sociales nécessaires, mais en donnait au contraire la navrante occasion. Tous deux pensaient que le bolchevisme était le plus redoutable des périls pour la civilisation. Déat, allant jusqu'au bout de sa pensée, préférait le national-socialisme allemand au bolchevisme russe, parce qu'il disait que jamais le nazisme intégral ne s'implanterait en France, tandis que le bolchevisme était une doctrine mondiale de la révolution. Vichy le pensait peut-être (et sur-

tout le Maréchal), mais ne le dit jamais, sauf Laval, dans une phrase qui fit plus contre lui, que tout le reste de son action.

Il ne s'agit pas de confondre ce qui est différent. Et certes entre la politique du Maréchal et celle de Déat, tout le monde aperçoit les divergences, et parfois les oppositions. Elles ont été exposées ici tout au long, sans qu'aucune soit masquée. Mais ces oppositions même ne doivent pas cacher davantage qu'en 1940, à l'heure du choix décisif, Déat s'était trouvé du même côté que ceux qui ne voyaient pas de salut en dehors du Maréchal. S'il avait été logique jusqu'au bout avec lui-même, avec ce qu'il avait voulu en juillet 1940, il se serait fait arrêter en août 1944, avec le Chef de l'Etat et le Chef du Gouvernement. Ce n'était plus possible, parce qu'à ce moment la rupture irrémédiable entre Vichy et lui était consommée, et qu'il se précipitait à sa perte.

CHAPITRE VI

MARCEL DEAT, MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Le 17 mars 1944, pour la deuxième fois de sa vie, Déat fut nommé ministre. Il devait diriger deux ministères. L'un qui existait déjà, celui du Travail. L'autre, créé pour lui, celui de la Solidarité Nationale. Appelé au Gouvernement par Laval, il devint l'ennemi acharné de l'homme qui l'avait nommé. Le 17 août 1944, cette histoire s'achèvera dans une crise dramatique.

C'est en décembre 1943 que Pierre Laval parla pour la première fois à Déat de la nécessité d'entrer dans son Gouvernement. A cette époque leurs relations étaient déjà médiocres. Mais le cabinet venait d'être durement secoué par la lettre Ribbentrop du 27 novembre, et Laval se trouvait devant deux nécessités contradictoires. Il devait faire entrer dans son gouvernement des hommes acquis à la

politique de collaboration, mais sans y introduire d'adversaires trop déterminés de sa politique louvoyante. Déat représentait un compromis entre ces deux exigences opposées. Ses prises de position publiques depuis trois ans donnaient toutes garanties sur le plan de la collaboration. Sa solidarité avec le chef du gouvernement était encore suffisante pour que Laval le considérât comme un ami.

Au surplus, Déat répondait encore à d'autres conditions informulées, mais auxquelles le chef du gouvernement tenait. Il était républicain, de bonne tradition parlementaire. Il était rompu aux affaires, du moins Laval le croyait. Ni sur le plan idéologique, ni sur le plan technique, il ne paraissait donc inassimilable. Selon une méthode éprouvée, Laval pensait le modérer en lui donnant de l'avancement. Auparavant, quand il était son soutien il ne songeait pas à lui offrir quoi que ce soit. Du jour où il flancha, il préféra l'avoir dans le cabinet qu'à l'extérieur. En politique, c'est l'adversaire qu'on favorise, non le partisan.

Mais l'affaire n'alla pas toute seule. Du côté allemand, les ennemis de Déat étaient nombreux, et ses amis peu efficaces. Les objections se multiplièrent contre sa nomination. Du côté du Maréchal la réaction ne fut pas moins vive. Elle s'exprima avec netteté. Les critiques du journaliste ne permettaient pas à l'homme politique de devenir ministre. Du côté de Déat, enfin, il n'y avait aucune hâte à accepter, parce qu'il croyait que son heure allait venir, non pas pour être ministre, mais chef du futur gouvernement.

Dès l'été de 1943, Déat avait parlé avec Luchaire du problème de la succession de Laval. Il avait rédigé à ce sujet une très longue note. Elle entendait démontrer que le recul de l'autorité de Laval rendait nécessaire son remplacement. L'équipe nouvelle devrait faire à l'intérieur une politique nettement socialiste, à l'extérieur une politique de franche collaboration, sans aller jusqu'à l'entrée en guerre. Sur ces bases, des conversations avaient eu lieu entre diverses personnalités. Elles n'avaient abouti à aucun résultat concret. Il est vraisemblable que Laval les connaissait. Mais on complotait tellement à cette époque, qu'il ne devait pas attacher trop d'importance aux conférences de ces héritiers trop pressés.

Déat avait pris au sérieux ces projets. Quand la crise de novembre éclata, il en conclut que les jours de Laval étaient comptés. L'opération montée contre lui par le Maréchal prouvait qu'ils ne pouvaient plus travailler ensemble. La lecture de la lettre Ribbentrop, qui contenait des mots aimables pour Laval, ne réussit pas à le dé tromper. Il crut que le sort allait le favoriser, et que son heure était venue.

A la fin de 1943, Marcel Déat est donc candidat à la Présidence du Conseil. Il considère qu'aucun des ministres de Laval ne peut le remplacer, et que nul, dans le personnel collaborationniste, ne lui est politiquement comparable. La première place doit donc mathématiquement lui échoir.

Il a cinquante ans. En politique, c'est l'âge du démon de midi. L'ambition parle haut. Déat qui a jusqu'alors

— bien ou mal — songé à servir, commence à trouver que la Fortune est bien longue à le désigner. Il est pris par on ne sait quelle hâte d'arriver. Lui, si calme, est broyé par une sorte de frénésie. On dirait qu'il sent que le temps est mesuré, et qu'il faut parvenir vite. La même confiance l'habite pourtant. Il croit toujours en son étoile, ce qui ne le prédispose évidemment pas à accepter n'importe quelle offre.



Rentré chez lui, après sa première conversation avec le chef du gouvernement, Marcel Déat s'installe à sa machine, et répond par écrit en posant ses conditions. Il n'acceptera qu'un ministère politique et non technique, en particulier pas le Travail, car il voudrait ne pas avoir à s'occuper des questions de main-d'œuvre. Il n'assistera pas aux Conseils des Ministres qui se tiendront à Vichy, où il ne veut aller à aucun prix. Il continuera à écrire librement et régulièrement dans *L'Œuvre* des articles qu'il signera. Plié dans une enveloppe, le poulet est expédié à Laval. Déat dit à tout le monde sa satisfaction. Et les choses en restent là.

Il continue à préparer le ministère qu'il espère constituer. Il le voudrait peu nombreux, chaque ministre dirigeant plusieurs secrétaires d'Etat. Il pense à Bichelonne pour l'ensemble des Affaires économiques, à Benoist-Méchin pour les Affaires étrangères, à Abel Bonnard pour un grand ministère de l'Education et de la Jeunesse. Il se demande ce qu'il fera de Doriot s'il est obligé de le prendre avec lui. Il songe à lui donner les affaires mili-

taires. Lui se réserverait l'Intérieur et l'ensemble de la Présidence du Gouvernement.

Il n'a pas borné là son travail préliminaire. Il a demandé qu'on lui prépare un mouvement préfectoral, et un mouvement dans la haute administration. Son intention n'est d'ailleurs pas de procéder à des « valse » désordonnées. Il a vécu dans des périodes où ces mœurs étaient inconnues, et il n'y songe pas. Tous ses choix n'étaient pas bons. Il pratiquait la vieille politique des camarades et n'en démordait pas. Finalement, il se laissait convaincre : il connaissait mal les hommes, s'en rendait un peu compte et cédait. Au surplus, têtu pour les idées, il était versatile pour les personnes.

La consolidation de Laval en janvier 1944, et le barrage dont sa candidature était l'objet de la part de Darnand et d'Henriot, l'amènèrent à modérer ses exigences. Il demanda d'être vice-président du Conseil et ministre d'Etat, chargé notamment de l'ensemble des problèmes de la zone occupée. C'était déposséder de Brinon qui se cabra, quand Laval l'eût informé, en toute innocence, des projets de Déat ! C'était d'autant plus facile pour le chef du gouvernement qu'il recevait des notes sur papier à entête du R.N.P., tapées par l'intéressé, et développant dans leur entier ses prétentions. Il n'était pas facile ensuite de démentir, et l'on voit comme cela pouvait rendre comodes les négociations ! Déat aurait bien dû méditer l'adage : « N'écrivez jamais ».

Laval ne répondit qu'évasivement, et jamais par écrit, est-il besoin de le dire ? Des semaines passèrent en marchandages sans cesse recommencés. La Présidence, il n'en

était plus question. La vice-présidence ? On ne pouvait en parler. Un ministère politique ? Aucun n'était vacant. Restait un ministère technique. Le seul qui fût libre était le Travail, dont Jean Bichelonne assurait l'intérim, depuis le départ d'Hubert Lagardelle à l'automne de 1943. Et Déat, quoi qu'il en eût, dut se faire à l'idée qu'il s'assiérait dans le fauteuil de René Viviani. Mais comme il ne se résignait pas à n'obtenir que ce maroquin, qu'il considérait à tort comme secondaire, il s'employa à élargir le cadre de ses pouvoirs.

Il avait imaginé de faire créer un ministère nouveau qui grouperait toutes les activités ayant pour but d'atténuer les misères de la guerre : Secours National, Croix-Rouge, Prisonniers, Anciens Combattants, etc. Laval n'était pas disposé à céder. Mais l'insistance de Déat fut telle qu'il lui fallut reculer. L'obstination du futur ministre venait d'un calcul compensateur. Il n'ignorait pas que le poste de ministre du Travail était aussi celui de ministre de la main-d'œuvre, avec les risques et l'impopularité qui s'attachaient à cette dernière fonction. Il espérait que l'activité qu'il déploierait, pour soulager ceux qui souffraient à cause de la guerre, rétablirait l'équilibre.

Ces négociations confuses et compliquées se menaient par personnes interposées. Laval avait délégué pour cette besogne l'un de ces personnages curieux qu'on rencontrait dans son entourage. Il s'agissait de Sokolowski, dont le nom dit assez bien qu'il n'était pas Auvergnat. C'était un négociateur intelligent, mais qui n'inspirait qu'une confiance limitée. Déat lui disait tout. Il le répétait à

Laval. On ne peut apprécier son rôle exact. On ne sait ni qui il servait, ni ce qu'il voulait faire.

Deux hommes, dans la coulisse, ne favorisaient pas l'arrivée de Déat rue de Grenelle : Jean Bichelonne et François Chasseigne. Le premier, qui assurait l'intérim, et prenait goût à son nouveau métier, serait volontiers devenu titulaire. Le second, qui était commissaire général de ce ministère, pouvait espérer être promu sur place. On ne peut s'étonner de sa mauvaise humeur. Mais ils étaient très prudents, car ils étaient en bons termes avec Déat, et très liés l'un et l'autre avec Albertini. Ce dernier était très hostile à l'entrée au gouvernement, ainsi que l'équipe qui travaillait avec lui au Secrétariat du R.N.P. Ils avaient le sentiment de la quasi-impossibilité de gouverner au début de 1944, et ils craignaient que Déat ne soit mal préparé à diriger ce département ministériel. Au contraire, les militants du parti souhaitaient la nomination de leur chef.

Au bout de trois mois de discussions compliquées, assorties d'innombrables notes de Déat, les choses se précipitèrent brusquement en mars, pour des raisons inconnues. Le veto du Maréchal ne fut plus aussi net ; ceux des Allemands qui s'opposaient à la nomination mollirent ; Laval enfin accorda partiellement ce que Déat avait demandé. Le 16 mars à 20 heures, François Chasseigne, assistait rue Louis-Murat au coup de téléphone qui fit Déat ministre du Travail et de la Solidarité Nationale. Le directeur de *L'Œuvre* devenait un personnage officiel. Il désirait trop siéger au gouvernement pour qu'une grande satisfaction n'illuminât pas son visage, quand il

annonça la nouvelle à ceux qui étaient chez lui à ce moment. Il faut ajouter aussi que, préoccupé comme il l'était des progrès de la Milice de Darnand, il croyait que seule son entrée dans le gouvernement lui donnerait assez d'autorité pour en faire le parti unique qu'il rêvait, et non la police supplétive qu'elle était déjà.

Il rayonnait, mais il avait déjà commencé les abandons. Il avait solennellement affirmé qu'il n'accepterait jamais un ministère technique, et il prenait le Travail qu'il avait refusé trois mois plus tôt. Il avait dit sur tous les tons qu'il continuerait à écrire dans *L'Œuvre*, mais il acceptait de ne plus signer ses articles. Il avait répété qu'il ne s'engagerait pas à organiser le ministère de la Solidarité Nationale, si ses pouvoirs n'étaient pas clairement définis ; mais il acceptait que le décret de nomination soit rédigé en termes si vagues qu'il lui ôtait d'avance toute liberté d'action. Le 17 mars, le *Journal officiel* publiait les décrets qui faisaient de lui un nouveau membre de ce Gouvernement de Vichy qu'il avait si souvent malmené.



Au moment où il arrive rue de Grenelle, trois tâches s'offrent à lui : l'application de la Charte du Travail ; l'application de la loi sur le Service du Travail Obligatoire ; la mise sur pied du Secrétariat d'Etat à la Solidarité Nationale.

Devant l'ampleur de la besogne à accomplir, il a amené avec lui un cabinet ministériel important, où des

compétences diverses sont rassemblées. Très vite d'ailleurs, les vues de ce Cabinet seront différentes des siennes. Finalement, il se trouvera très seul dans le ministère qu'il dirige.

Les questions syndicales n'étaient pas de celles qu'il connaissait le mieux. Mais il y avait dans son entourage des syndicalistes qui avaient peu à peu fait son éducation : Georges Dumoulin, Ludovic Zoretti, Gabriel Lafaye, Georges Albertini notamment. Ces problèmes pourtant le rebutaient. Ils étaient insuffisamment politiques à son gré. Ils n'étaient pas de ceux sur lesquels on puisse prendre les positions catégoriques qu'il affectionnait. Ce sont des problèmes d'hommes et de vie réelle, plus que des problèmes d'idées : c'est pourquoi ils le déroutaient. Il n'était jamais maître de son sujet quand il en parlait.

Il ne manquait pourtant pas de sympathies pour les militants syndicalistes, au contraire. Il les écoutait avec plaisir. Ils lui apportaient des bouffées de vie qui l'oxygénaient. On lui fit connaître en 1942 le vieux Georges Yvetot, ancien membre du bureau confédéral avant 1914, et spécialiste de la propagande antimilitariste de l'époque héroïque. Le rappel des luttes de cette période de l'histoire de la C.G.T., qu'il connaissait superficiellement, le frappa et l'émut. Quand Georges Yvetot mourut, quelques mois plus tard, il acheta une partie de sa bibliothèque de militant et d'autodidacte, amoureusement constituée par un vieil ouvrier, respectueux des livres et de la culture. Il n'avait pas de contacts avec les militants syndicalistes de la tendance Belin, ceux qu'on appelait sous l'occupation « Les Fédéraux ». Il ne les connaissait pas

personnellement. Leur opposition à sa politique extérieure ne facilitait pas les rapports entre eux et lui.

Pourtant il en existait quelques-uns, sur un plan purement social, par l'intermédiaire du Comité d'Information Ouvrière et Sociale, créé par Laval en 1942 et que Gabriel Lafaye présidait. Il groupait toutes les organisations qui s'occupaient des questions sociales sur un plan quelconque. Déat comprit mieux ainsi les positions défendues par les syndicalistes ralliés à la Charte du Travail. Il est évident, au surplus, qu'entre ces hommes issus du mouvement ouvrier, et Déat, dont les convictions socialistes étaient intactes, il y avait des réactions communes.

Cette solidarité instinctive avait déjà rapproché de lui certains socialistes, qui avaient milité dans les amicales socialistes et les organisations syndicales d'avant guerre. Ils étaient groupés autour de Francis Despehlippon. Ils pensaient, sous le couvert des opinions politiques de Déat, mener la lutte contre la misère ouvrière, et les désirs de revanche des fractions incompréhensives du patronat. En les fréquentant, Déat apprenait à creuser les problèmes de l'organisation future des travailleurs. Ses idées ne correspondaient guère aux leurs, mais il gagnait, à ces contacts, une connaissance plus concrète des problèmes de l'usine, qu'il ignorait totalement.

L'incertitude de sa doctrine en matière de syndicalisme éclate dans ses variations à propos de la Charte du Travail. Il ne connaissait pas René Belin. Ni avant, ni après 1940, il n'avait eu de relations avec lui. Il lui était plutôt hostile même, parce qu'il l'accusait d'avoir été du complot du 13 décembre. Il ignorait, par conséquent, les

difficultés de Belin, et ses luttes pour sauver le mouvement syndical à travers la Charte du Travail. Il n'avait aucune idée de l'offensive menée par les corporatistes les plus rétrogrades et les plus bornés, contre les organisations ouvrières. Il lui était donc difficile de juger objectivement la Charte du Travail publiée le 4 octobre 1941.

Sa réaction instinctive fut de la combattre, parce qu'il y voyait une machine de guerre contre les syndicats. On assista à ce spectacle curieux d'un texte vichyssois défendu par les amis de Belin et Georges Dumoulin, contre lequel s'élevaient les critiques conjuguées de Marcel Déat, d'Aimé Rey, ancien secrétaire de la C.G.T., de Charles Spinaasse dans *Le Rouge et le Bleu*, et des amis de Louis Saillant et Capocci. Les critiques de Déat étaient d'ailleurs infiniment plus nettes et catégoriques que celles de Saillant et de son Comité. La position classique des syndicalistes a été défendue avec plus d'énergie par Déat que par eux. Le plus curieux est que leurs mobiles étaient les mêmes : ils n'acceptaient pas un texte qui leur paraissait limiter les libertés ouvrières et la capacité de lutte des travailleurs.

Cette attitude négative se poursuivit, aggravant les divergences qui le séparaient déjà des amis de Belin qui pratiquaient, — comme ceux de Saillant à ce moment, — la politique de la présence dans les organismes de la Charte. Son hostilité était telle qu'elle inquiéta Hubert Lagardelle, secrétaire d'Etat au Travail, dans le Gouvernement Laval. Il la jugeait d'autant plus regrettable qu'il se proposait de « syndicaliser » la Charte, et qu'il

allait s'employer à désarmer les préventions ouvrières. Il demanda donc à Albertini, qui soutenait à ce moment son effort dans ce sens, de lui ménager un entretien avec Déat. Le contact des deux doctrinaires fut bon. Déat cessa d'attaquer la Charte, et défendit Lagardelle. Il venait de découvrir, en parlant avec l'ami de Mussolini, que non seulement le corporatisme véritable n'exigeait pas l'élimination du syndicalisme, mais encore qu'il ne pouvait pas vivre sans lui. Lagardelle n'a probablement jamais su qu'il avait converti Déat au corporatisme.

En juillet 1942, il est par conséquent convaincu qu'on peut accepter la Charte tout en défendant les syndicats. Et son attitude s'infléchit davantage encore quand il la voit combattue par les « archéo »-syndicalistes, qui restent fidèles au syndicalisme d'antan, auquel ils avaient pourtant solennellement renoncé à Toulouse en 1940.

Lorsque Lagardelle quitta le Travail, à l'automne de 1943, il y fut remplacé par Jean Bichelonne, avec lequel Déat entretenait des rapports très cordiaux. Bichelonne se proposa de constituer rapidement les milliers de syndicats uniques sans lesquels la Charte ne pouvait être viable. Il fut soutenu dans cette entreprise par Déat et ses amis syndicalistes. En même temps, il créait, en marge de la Charte, des Comités d'Information pour les ouvriers, les techniciens et les patrons, ainsi qu'un Conseil Supérieur du Travail rassemblant tous les spécialistes des questions sociales. La création de ces institutions s'était décidée dans des conversations entre Bichelonne et Albertini. Déat ne pouvait donc que l'approuver. Ainsi par son entourage immédiat était-il mêlé, bien

avant son arrivée au ministère, à la mise sur pied des institutions sociales du nouveau régime. Il avait en outre accueilli avec satisfaction la nomination de Chasseigne au cabinet de Bichelonne, puis au Commissariat général au Travail. Il était sûr que le passé du Commissaire garantissait l'application de la Charte dans un sens syndicaliste.



C'est dans cette atmosphère générale qu'il faut situer l'effort de Déat pour rendre confiance aux syndicalistes, quand il arriva rue de Grenelle. Personne n'a été plus critiqué que lui dans ce milieu. Et personne pourtant n'a eu le désir de les aider davantage. D'ailleurs Roger Bertrand, ancien secrétaire de la Fédération des Employés (C.G.T.), qui dirigeait son cabinet pour le Travail, était un syndicaliste intransigeant. Il poursuivait là une politique commencée sous Belin et Bichelonne, et qui consistait à sauver tout ce qu'il pouvait.

Sur deux points précis, la Charte heurtait la sensibilité ouvrière. Elle avait supprimé les Unions départementales de syndicats, et elle permettait la formation d'associations mixtes entre patrons et ouvriers. C'était le fameux article 39. L'un des premiers actes de Déat fut d'autoriser la formation d'unions interprofessionnelles sur le plan local. Le propre journal de son Parti l'annonça le premier, par la plume d'Albertini, qui avait été secrétaire d'union départementale confédérée, et était devenu le Directeur général de son cabinet. Sur un point important, les syndicalistes obtenaient satisfaction.

Le groupement interprofessionnel sur le plan local est en effet une des plus anciennes caractéristiques du mouvement ouvrier français. La Fédération des Bourses, dont la C.G.T. est issue pour une large part, n'était rien d'autre que la Fédération de ces organismes. Au surplus, la Charte du Travail cloisonnait à l'extrême la profession. Ce groupement horizontal apportait donc un correctif indispensable à un texte, d'ailleurs plastique, et dont on pouvait tirer plus qu'il n'était écrit.

Quant aux associations mixtes, Marcel Déat refusait tout simplement d'en permettre la création en ne donnant pas sa signature. Roger Bertrand avait dans son tiroir une collection d'arrêtés qui ne sortaient jamais : chacun d'eux devait donner naissance à une association mixte. Le mécontentement de M. Jules Verger retentissait jusqu'au cabinet du Maréchal. Le Ministre, interrogé, répondait par de bonnes paroles, et ne signait pas. C'est le corporatiste Déat, — car il l'était en un sens devenu, — qui détruisit, dans la pratique, les résidus corporatistes réactionnaires de la Charte du Travail, ceux que Belin, malgré une lutte acharnée, n'avait pu éliminer lors de la rédaction du texte définitif.

Les réticences de Déat à ce sujet étaient si connues qu'elles vinrent aux oreilles du Maréchal lui-même. Or, il tenait que dans la Charte l'article 39 avait grande importance. L'opposition du Ministre du Travail ne le surprit pas, mais le mécontenta. Quand Déat le vit, en mai 1944, il lui dit :

— « Monsieur Déat, vous avez mis sous le coude

quelques arrêtés. M. Verger me les réclame. Il faut les lui donner. »

Cette injonction était assez aimable et assez ferme pour que Déat promît de débloquer les fameux arrêtés. Il promit donc. Mais il n'en persista pas moins dans sa politique négative.

Il était ainsi décidé à appliquer la Charte dans un sens syndicaliste. Et les membres de son cabinet le poussaient aussi dans cette direction. Mais cette politique ne pouvait s'accommoder de relations avec les organisations syndicales qui s'étaient retirées de la Charte depuis quelques mois, comme celles de l'Eclairage et du Bois. Déat rompit avec elles. Sa thèse était qu'il ne pouvait contraindre le patronat à respecter la Charte, s'il n'imposait pas la même discipline aux ouvriers. Mais afin que ceux du Bois et de l'Eclairage ne soient pas isolés devant leurs patrons, il chargea explicitement les Inspecteurs du Travail d'être leurs représentants, en attendant que les syndicats de la Charte soient constitués. En cette circonstance, la décision de Déat, contestable ou non, s'explique par la politique d'application de la Charte qui était la sienne.

Sur un plan plus général, il désirait favoriser la promotion ouvrière, tout en défendant les intérêts des travailleurs. En fait, c'est Roger Bertrand surtout qui traduisait en réalités concrètes sur le plan ouvrier, la pensée du ministre. Lors de l'arrivée de Déat rue de Grenelle, une grève éclata dans la métallurgie marseillaise. Elle affectait 15.000 ouvriers. Le conflit était aigu. Déat, dûment chapitré, convoqua à son cabinet une réunion de conci-

liation. Les ouvriers étaient conduits par Marcel Roy, secrétaire de la Fédération des Métaux, qui les défendit efficacement. Albertini et Bertrand l'appuyèrent. Le conflit fut promptement réglé. Les ouvriers obtinrent le maximum de ce qui était possible. En l'occurrence les membres de la délégation qui étaient tous des adversaires politiques de Déat, et dont quelques-uns étaient communistes, repartirent songeurs. Leur ennemi numéro un venait de les défendre dans le conflit qui les opposait aux patrons ! Décidément, la politique était bien compliquée...

En une autre circonstance très importante, il adopta la même attitude. Lorsque les coupures de courant et le manque de matières premières contraignirent les usines à fermer plusieurs jours par semaine, le Ministère du Travail joua un rôle prépondérant dans la préparation de l'arrêté du 3 mai 1944 sur l'indemnisation des heures perdues. Il apportait aux travailleurs des compensations non négligeables. Mais il avait fallu batailler ferme avec les Finances. Ce texte ne devait pas être mauvais, puisque les successeurs de Déat l'utilisèrent quand ils en eurent besoin.

De son attachement au mouvement ouvrier, Déat donna une preuve symbolique à l'occasion du Premier Mai 1944. En faisant d'une journée, qui avait été marquée par le massacre de Fourmies, et qui en 1906 et en 1919, avait tant effrayé Clemenceau, une fête officielle de l'Etat, le Maréchal Pétain rendait aux travailleurs un hommage dont on ne comprend pas qu'il provoque encore des polémiques. Il reconnaissait ainsi la noblesse de leur histoire, et la puissance de leurs traditions. Le geste avait

d'autant plus de portée que sur d'autres points la politique du Maréchal ne correspondait pas à celle de la C.G.T. d'autrefois. En politique, les vraies victoires sont celles qu'on remporte en faisant appliquer son propre programme par l'adversaire.

Déat voulut que ce Premier Mai soit célébré solennellement. Il envoya aux préfets une circulaire pressante leur recommandant d'organiser au chef-lieu du département des manifestations syndicalistes, avec le concours des organisations de la Charte du Travail. De Paris devaient venir des orateurs qui souligneraient le caractère symbolique de cette journée. Il demanda à Albertini d'insister à la radio sur les origines du Premier Mai, et sur son histoire. Lui-même donna à Paris un lustre inhabituel à la célébration de la Fête du Travail.

La Musique des Chantiers de Jeunesse, qui était remarquable par sa tenue, fut convoquée : Déat déposa en sa présence une gerbe au tombeau du Soldat Inconnu. Il avait revêtu ce jour-là le melon et le pardessus noir qu'il portait en 1936 quand il était Ministre de l'Air... Drapeau tricolore en tête, l'élégante fanfare descendit les Champs-Élysées, et donna un concert place de la Concorde. Il avait fallu batailler ferme avec les Allemands pour obtenir cette autorisation, car ils interdisaient tout défilé avec le drapeau national. Ils commencèrent par refuser. Puis ils acceptèrent le défilé en musique... le drapeau dans sa gaine. Enfin ils durent céder. Ils étaient d'autant plus réticents que les officiers et les cadres des Chantiers de Jeunesse étaient connus pour ne pas les aimer, et pour avoir des relations avec l'Armée Secrète.

L'après-midi, une manifestation officielle eut lieu au Palais de Chaillot, sous la présidence de Marcel Déat. Il prononça un important discours sur le sens historique de la journée du Premier Mai, et sur le caractère véritable de la Charte du Travail. Il montra que sur des fondements syndicalistes solides, un corporatisme véritable pouvait s'édifier, au delà du corporatisme vétuste d'antan. Il souligna que, malgré le caractère unique et obligatoire du nouveau syndicalisme, la plus grande liberté devait régner au sein du mouvement. Il était un partisan résolu de la désignation des représentants ouvriers par le libre suffrage des syndiqués, et l'adversaire de leur nomination par le Pouvoir. Il traita enfin de la pénétration du social dans l'économie. On la permettrait en hâtant la constitution des syndicats, préalablement à toute jonction, avec les Comités d'organisation. Lorsqu'elle serait réalisée, tout serait en place pour détruire peu à peu la condition prolétarienne.

Mais Déat savait bien que la promotion ouvrière ne serait qu'un leurre, si elle n'était pas précédée d'un immense effort d'éducation ouvrière. Zoretti et Albertini, qui avaient participé dès sa création au Centre Confédéral d'Education Ouvrière (C.G.T.), l'encouragèrent à créer une véritable Université du Travail. Déat chargea Zoretti de faire aboutir le projet en accord avec le Ministère de l'Education Nationale. La réalisation en fut activement poussée. Abel Bonnard accepta de désigner Zoretti, professeur à la Faculté des Sciences de Caen, comme

Recteur de la nouvelle Université¹. Les ouvriers pourraient s'y inscrire ou s'y préparer sans posséder de parchemins, comme peuvent le faire les ouvriers russes, par exemple, dont le régime distingue les qualités.

En même temps, Déat défendait vigoureusement l'Enseignement technique. En accord avec le Directeur général de l'Enseignement technique, un grand commis de la III^e République et de l'Etat Français, auquel un huissier vint interdire la porte de son bureau en août 1944, Déat résista à une offensive vigoureuse de certains technocrates de la Production Industrielle. Ils voulaient détacher l'Enseignement technique du Ministère de l'Education Nationale, ôter au Ministère du Travail son rôle dans la formation professionnelle, et rassembler le tout sous la houlette du Ministre de la Production. Jean Bichellonne n'était pas, en la circonstance, d'accord avec ses Jeunes Turcs. Une grande réunion au Ministère des Finances, où se trouvaient des représentants de sept à huit ministres, permit à ceux du Ministère du Travail, de faire échouer cette tentative.

Le sens de l'effort de Déat, dans toutes ces discussions, corrobore ce qui a été dit de l'état d'esprit dans lequel il assumait ses fonctions au sein du traditionnel Ministère du Travail. On ne voit pas, de ce point de vue

1. ZORETTI est mort en 1947, au Camp de Carrère, à 68 ans. Il avait été condamné à 8 ans de travaux forcés pour intelligences avec l'ennemi. Il avait servi la classe ouvrière, dans ses syndicats et au parti socialiste, pendant 45 ans.

très précis, quel grief sérieux pourrait être articulé contre lui.



Il n'en va pas de même son action comme Ministre de la main-d'œuvre. La question est grave. Les passions empêchent encore qu'elle soit examinée objectivement. Il faut pourtant s'y efforcer.

Sur le plan général, le procès n'est plus à plaider. Les Allemands ont demandé à Laval 2.060.000 hommes pour aller travailler en Allemagne. Le chiffre des départs effectifs a été de 641.500. Il est rentré en contrepartie 110.000 prisonniers. En Belgique et en Hollande, où il n'y avait pas de gouvernement, il partait 80 travailleurs quand en France il en partait 13, c'est-à-dire six fois moins. Personne ne doute plus aujourd'hui que c'est à l'action du gouvernement de Vichy qu'on doit le traitement moins défavorable de la France.

Quelle fut l'attitude de Déat dans cette affaire ? Elle fut différente selon les périodes. Dès la fin de 1941, la lecture de la presse belge, hollandaise et allemande, l'avait convaincu que les Allemands se préparaient à réquisitionner la main-d'œuvre dans les territoires occupés, et à concentrer les entreprises. Leurs intentions lui parurent incompatibles avec le principe de la collaboration. Il rédigea donc à l'intention des autorités occupantes une note explicite et ferme, où il montrait les graves inconvénients des mesures envisagées. Il leur disait d'y renoncer.

Devant leur refus, il avait suggéré, dès le printemps de 1942, que les jeunes devraient partir volontairement

en Allemagne, afin d'obtenir en échange le retour d'un nombre correspondant de prisonniers. Il était venu à cette idée à la suite de conversations avec des prisonniers rapatriés, et parce qu'il sentait que, pour éviter l'obligation, il fallait essayer le volontariat. Ancien combattant, il était de plus très sensible à la longue attente des captifs. Aussi avait-il accueilli comme une mesure positive l'annonce de la « Relève », faite par Laval en avril 1942. Il a cru sincèrement, à cette date, que cette politique hâterait les retours des stalag et des oflag.

Quand le gouvernement français fut mis en présence de l'ordonnance Sauckel de juillet 1942, et qu'il décida d'organiser lui-même le Service du Travail Obligatoire, pour en limiter la répercussion, Déat approuva cette politique. Il suggéra des départs par classes, qui imposaient aux jeunes des sacrifices plus grands qu'aux hommes chargés de famille. Dès le début, il dit aussi que les jeunes intellectuels et les jeunes bourgeois devaient partir, comme les jeunes ouvriers. Sa pensée constante était qu'un effort volontaire ou consenti des Français serait moins onéreux que celui résultant de la contrainte. A ce propos, il n'approuva jamais les services allemands qui, à partir de 1943, essayaient de déposséder les autorités françaises du contrôle des départs.

Mais son point de vue de politique générale l'emporta peu à peu sur la modération dont il avait toujours fait preuve en matière de main-d'œuvre. Il croyait que la Wehrmacht était le seul rempart solide contre le bolchevisme. Il souhaitait la coopération de la France au renforcement de ce rempart. Il ne demanda néanmoins jamais

l'entrée de la France dans la guerre, du moins tant qu'il disposa de sa lucidité politique, c'est-à-dire jusqu'au débarquement. Mais, s'il n'allait pas jusque là, il pensait, et il disait, que la participation des travailleurs français au travail allemand était une nécessité, et en même temps un mal qui en évitait de plus graves. Il serait donc ridicule de nier que Déat ait été, à un certain moment, partisan de l'envoi des travailleurs en Allemagne, en raison des considérations qui précèdent. Il croyait à cette époque, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, que les conditions matérielles de l'emploi étaient satisfaisantes, et que le départ n'excéderait pas, pour chacun, le temps normal du contrat, soit un an.

Il se rendait parfaitement compte de l'impopularité de cette politique. Il pressait les Allemands d'y renoncer. Et il donnait son approbation à chaque initiative gouvernementale, comme celle de Bichelonne, obtenant la création des usines « S », à la suite d'un accord avec Speer, ministre allemand de l'Armement. Les ouvriers de ces usines étaient exemptés du départ en Allemagne. Quand au contraire Sauckel revenait à Paris pour formuler des exigences nouvelles, Déat, malgré sa position politique, s'en désolait, et ne se gênait pas pour le dire. Il ne manquait pas non plus de faire remarquer aux Allemands que leurs demandes étaient disproportionnées • avec ce que la France pouvait fournir. Il ajoutait que les nécessités de la production française étaient inconciliables avec cet exode massif de travailleurs.

Il est donc vrai de dire que sur ce sujet, sa pensée avant son arrivée au Ministère, était complexe. Il avait

néanmoins en la matière, une position sensiblement plus nette que celle de Laval. La différence venait de leurs divergences sur la politique générale.

Quand il fut au Ministère du Travail, il trouva les Services de la main-d'œuvre dans un grand désordre. Ce désordre avait été volontairement créé par le premier Commissaire général à la Main-d'Œuvre, Robert Weimann, en vue de retarder les départs. Ni Bichelonne, ni Chasseigne n'avaient voulu y remédier, bien que, depuis le 16 octobre 1943, les départs eussent été suspendus. Déat ne s'efforça pas davantage de réorganiser ce service. Il laissait à peu près carte blanche au Secrétaire général pour la Main-d'Œuvre, que Bichelonne avait nommé. Tout le détail des négociations lui échappait. Il se contentait d'assumer la responsabilité générale du service, non sans avoir souhaité, avant d'être ministre, d'en être déchargé. Si Déat avait pu n'être que Ministre du Travail, et non de la Main-d'Œuvre, il aurait été comblé.

Dès son arrivée rue de Grenelle, il dut s'opposer à une nouvelle offensive de Sauckel demandant plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Déat fut atterré. Il représenta à l'Allemand l'impossibilité de lui donner satisfaction. Mais avec son souci de ne pas rompre les ponts dans une conversation, il ne dit pas assez fort son refus. Il dut ensuite rencontrer au Majestic le D' Michel et le D' Glatzel qui étaient les responsables allemands de l'exécution de cette politique. Ils furent intransigeants et demandèrent à Déat de signer un texte autorisant les départs des hommes de 45 à 60 ans. C'était une exigence inacceptable. Déat refusa. Les Allemands rédigèrent le texte

après son départ, annonçant qu'ils l'appliqueraient malgré tout. Ils le lui envoyèrent, et Déat le signa.

Cette faiblesse fut une lourde erreur. Il ne s'agit pas de savoir si le texte a été effectivement appliqué. En fait, il ne le fut pas : il n'y eut à peu près plus de départs après le mois de mai 1944. Pendant les six mois durant lesquels Déat fut ministre, il ne partit pas plus de quelques milliers d'hommes, moins qu'avec aucun autre. Mais sur le plan où il s'était placé, l'attitude allemande avait une gravité particulière, qu'il aurait dû comprendre, et dont il lui fallait tirer une éclatante leçon.

Il disait couramment que les exigences allemandes venaient des réticences du gouvernement de Vichy. A l'entendre, la brutalité de l'occupant était la réponse au double-jeu de l'occupé. Avait-il raison en 1942 ? L'histoire le dira, et ce n'est pas le sujet. Mais en 1944, il eut le moyen de faire la preuve de la justesse de cette thèse. Lui-même avait escompté qu'en arrivant au Ministère, la netteté de sa position sur le problème de la collaboration lui vaudrait une compréhension particulière des Allemands, sur les questions relevant de son autorité. Il crut, en mars 1944, qu'il obtiendrait d'eux des concessions substantielles, afin de prouver la « rentabilité » de sa politique extérieure. Ils lui avaient promis, par exemple, qu'ils lui laisseraient augmenter les salaires très largement.

Sur ce point, comme sur d'autres que nous verrons, les Allemands ne répondirent pas à son attente. Bien loin de le favoriser, ils le traitèrent sinon avec moins d'égards,

du moins sans plus de considération. Ils lui imposèrent même des mesures, du genre de la précédente, qui achevaient de rendre impossible toute entente franco-allemande. Certes, sa résistance à leurs exigences fut incontestable. Mais s'il avait voulu rester conséquent avec ses propres principes, il aurait dû s'en aller. Il y était d'autant plus obligé, qu'en arrivant rue de Grenelle, il avait posé comme conditions de pouvoir entamer une politique sociale réellement socialiste, qu'on lui avait dit oui, et qu'on lui ôta tout moyen d'en jeter même les premières bases. Ce manquement à la parole donnait autorisation à tous les gestes.

Il ne pouvait être question pour lui de passer de l'autre côté de la barricade, pour toutes sortes de raisons très simples. Mais il aurait pu quitter le ministère en faisant savoir que la collaboration était devenue impossible.

Ce geste, qu'on lui suggéra, aurait été dans la ligne de la politique de franchise qu'il avait la prétention d'avoir menée depuis 1940. S'il ne le fit pas, c'est à la fois pour des raisons personnelles et pour des raisons politiques. Personnellement, il n'était pas l'homme des solutions catégoriques. Il n'était que celui des écrits brutaux, et en la circonstance, il libéra sa conscience par une lettre de protestation à l'ambassadeur Abetz. Politiquement, il donnait trop d'attentions, depuis quelques mois, aux réactions allemandes, pour provoquer un tel scandale. C'est sa politique personnelle qui l'empêcha d'être le

ministre de la Main-d'Œuvre qu'au fond de lui-même il désirait être.



Néanmoins, dans un cas très important son Ministère réussit à protéger 17.000 jeunes Français et à empêcher leur départ en Allemagne. Il s'agit de 17.000 jeunes gens des Chantiers de Jeunesse qui relevaient de son autorité.

Quand Jean Bichelonne était ministre du Travail, il avait proposé la dissolution des chantiers, croyant qu'en dispersant les Jeunes, on ôterait aux occupants la tentation de les emmener en Allemagne. L'O.K.W. (Commandement suprême de la Wehrmacht) décida leur dissolution en avril 1944, et décréta que les jeunes et leur matériel pourraient être dirigés sur l'Allemagne. C'était un ordre impératif et catastrophique. Déat et son cabinet, qui avaient tout fait pour l'empêcher, s'efforcèrent d'en rendre l'application impossible.

Dès son arrivée, Déat avait désigné comme aumônier général des Chantiers, avec l'accord de la hiérarchie, M. le chanoine A. Duhamel, directeur des Œuvres du Diocèse d'Amiens. Le Chanoine était d'ailleurs membre de l'O.R.A. (Organisation de résistance de l'armée), ce que le cabinet de Déat soupçonnait sans s'en soucier. Il accomplit sa mission avec foi, et dans l'esprit qu'on devine. Il aida Déat de tout son pouvoir pour protéger les Chantiers.

Afin d'obtenir du temps pour manœuvrer, Déat demanda aux Allemands des délais pour l'exécution des ordres de l'O.K.W. Il les obtint. Il convoqua à Paris le

général Debeney, qui dirigeait à Vichy les Services de l'Armistice, et qui travaillait en liaison avec la Commission d'Armistice de Wiesbaden. Il lui soumit un plan de Service National de la Jeunesse, qui prévoyait l'encadrement des jeunes, classe par classe, avec stage obligatoire en France durant une année, préalablement à tout départ en Allemagne. Le texte en fut rédigé, en accord avec les officiers adjoints au général Debeney. La première conséquence de ce texte était la suspension, pendant un an, de tous les départs de jeunes Français pour l'Allemagne.

Le Commandement allemand ne s'y trompa pas. Il refusa son agrément. Il craignait en outre que ce Service national ne forme un jour des unités combattantes qu'il trouverait devant ses troupes. L'O.K.W. donna l'ordre de faire livrer une partie du matériel des Chantiers à l'Armée allemande. Ce matériel ne fut pas cédé. Pour gagner encore du temps, Déat proposa que les Jeunes des Chantiers, au lieu d'être dirigés sur l'Allemagne, soient mis au service de l'Organisation Todt en France, non pas individuellement, mais en unités constituées. Des négociations menées à Paris par Silly, l'un de ses collaborateurs, se déroulèrent dans une atmosphère si difficile qu'il faillit être arrêté par les autorités occupantes. Pourtant l'acceptation de cette mesure par l'O.K.W. permit d'en différer l'exécution. Il fallait en effet un important matériel ferroviaire pour effectuer les mouvements d'unités, implantées depuis deux ou trois ans dans des cantonnements très lourds, difficiles à transporter en bloc comme il était prescrit. Quand il devint possible d'y procéder, le

débarquement était venu, arrêtant tous les départs et mouvements de ce genre.

Il est donc certain que Déat et son cabinet ont empêché le départ en Allemagne des 17.000 jeunes des Chantiers. Pendant la durée de son ministère, Déat réussit également à arrêter le départ d'unités organiques des mêmes Chantiers vers l'Allemagne, comme on le pratiquait depuis 1943. Que ces actes apparaissent comme très mal accordés à sa propagande, à ses écrits ou à ses discours, c'est certain. Mais c'est une preuve de plus des contradictions qui l'habitaient. Dans un problème de ce genre, ses préférences idéologiques cédaient devant son sentiment national instinctif. Il n'y a certes pas à l'en féliciter. Il n'est pas juste non plus de l'accuser de ce qu'il n'a pas fait. C'est en connaissant tous les aspects de son activité qu'on peut le juger. Dans ce domaine, la position collaborationniste connue qui était la sienne, lui a parfois permis d'obtenir davantage que n'importe quel autre ministre. Parfois aussi elle a inhibé sa volonté de résistance.



Mais les problèmes de la main-d'œuvre ne se bornaient pas à ceux du recrutement. Quand les ouvriers étaient passés sous le contrôle allemand, soit en France, soit en Allemagne, la tâche du Ministre était de ne pas les abandonner, pas plus que leurs familles.

On parle toujours des ouvriers partis pour l'Allemagne, sans penser aussi qu'il y avait en France, dans l'Organisation Todt, des dizaines de milliers d'ouvriers

requis, dont la situation était précaire. Déat avait été très frappé par des rapports multiples qui lui signalaient que les ouvriers français, privés de tout appui officiel, étaient en position difficile devant leurs employeurs allemands. Il se mit en contact avec le général chef de l'O. T. pour l'Ouest européen. Il avait préparé un protocole qui aurait donné à ces travailleurs un statut plus favorable, et permis aux autorités françaises de le défendre. La débâcle allemande empêcha de mettre ce projet à exécution.

La protection des ouvriers français en Allemagne dépendait également de lui. Mais le Commissariat pour l'action sociale des travailleurs en Allemagne, dirigé par Bruneton, ayant été longtemps indépendant, l'autorité de Déat y était fort mal assise. Or, elle aurait eu besoin d'être entière.

Gaston Bruneton, de par ses fonctions, faisait en Allemagne des séjours fréquents et prolongés. L'organisation du Commissariat en France souffrait donc d'abus auxquels il fallait remédier. Jean Bichelonne avait procédé à une enquête personnelle de janvier à mars 1944. Il en avait conclu à la nécessité d'une réorganisation profonde. Quand Déat fut ministre, Georges Albertini l'effectua en huit jours sans consulter les Allemands, ni les avertir, comme le prescrivaient les conventions et usages en vigueur.

Le Majestic fut très irrité de ce procédé. Et d'autant plus qu'il s'agissait d'un service qui les touchait directement et jouissait d'un statut particulier. Le président Michel, chef de l'Administration Militaire en France,

effectua une démarche personnelle auprès de Pierre Laval, afin d'obtenir l'annulation des arrêtés. Laval convoqua Déat. Le Ministre du Travail avait juré ses grands dieux qu'il ne céderait pas, et qu'il démissionnerait, plutôt que de rapporter des mesures dont la nécessité n'était contestée par personne. Sa position était d'autant plus forte qu'elle n'avait aucun caractère politique et n'était inspirée que par le souci d'une saine gestion administrative.

Quand Déat revint, il n'était déjà plus si ferme dans ses déterminations. Des pressions diverses s'exercèrent sur lui. Il ne savait comment s'en tirer sans perdre la face. Ce fut Albertini lui-même qui dut obtenir de Laval les concessions qui la sauvèrent. En l'occurrence, le comportement de Déat devant les exigences allemandes fut marqué au coin du même sceau d'hésitation que dans une occasion précédemment citée. Quant au désaveu de Laval, il faisait partie du jeu plastique de concessions et de refus, par lequel le chef du gouvernement essayait de dominer les négociations.

Pourtant, Déat aurait eu des raisons particulières d'insister sur une question qui touchait directement le sort des travailleurs en Allemagne. En posant le problème du Commissariat en France, Déat aurait pu évoquer l'insuffisance criante des moyens dont il disposait en Allemagne pour faire face à d'écrasantes obligations. Contrairement à ce qu'il croyait sincèrement, le sort des ouvriers était très médiocre, et parfois très dur. Quand il arriva au Ministère, il eut communication d'un rapport inquiétant sur la situation sanitaire d'un camp de

travailleurs dans l'Allemagne de l'Ouest, en mars 1944. Il fut bouleversé par les précisions qu'il contenait. Il le transmitt à l'Ambassade d'Allemagne avec une note très énergique. L'Ambassade promit de s'informer et d'agir. On ne sut jamais ce qui fut fait.

Mais rien ne montrait mieux la nécessité de s'occuper matériellement et moralement du sort de ces Français. Du point de vue moral, Déat voulut les pourvoir d'aumôniers. Il reprit avec l'ambassadeur Abetz des négociations rompues depuis longtemps, afin d'être autorisé à envoyer en Allemagne quelques prêtres de l'Aumônerie générale des Prisonniers. Il chargea également Bouvier-Ajam, Directeur de l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, d'une mission à Berlin, pour préparer l'organisation d'œuvres culturelles, destinées à offrir aux travailleurs français des distractions intellectuelles et des moyens de s'instruire.

Matériellement, on ne pouvait faire plus qu'on ne faisait sans une réorganisation et une extension des services Bruneton en Allemagne. Mais il ne put l'obtenir. Il essaya de faire débloquer des vêtements pour les travailleurs qui en manquaient, d'autant plus que les bombardements détruisaient leurs maigres bagages, et que la désorganisation des transports ne leur permettait plus d'en recevoir. Il réussit à faire acheminer sur l'Allemagne quelques stocks d'équipements, de chaussures, et de matériel prélevés sur les approvisionnements des Chantiers

de Jeunesse. Ce n'était malheureusement qu'une goutte d'eau dans l'océan.



L'autorité ministérielle de Déat s'étendait enfin à tout ce qu'on appelait la Solidarité Nationale. Il avait demandé, avant sa nomination, qu'on définisse avec précision les secteurs qu'il dirigerait. Il avait assuré qu'il n'accepterait aucune responsabilité s'il n'avait pas les moyens de l'assumer. Il les accepta, bien entendu, sans autre garantie que le décret de nomination. Il disposait que Déat devait contrôler et coordonner les œuvres sociales d'intérêt général, en sa qualité de secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale. Ce texte permit à Laval de lui refuser en détail ce qu'il lui avait accordé en gros. Déat avait dit qu'il ne resterait pas ministre huit jours s'il n'obtenait pas satisfaction. Il n'obtint rien, et resta.

Pourtant sa déception était grande. Il avait conçu le projet d'un grand ministère de la Solidarité Nationale. Il voulait diriger les quatre œuvres de solidarité proprements dite : Secours National, Croix-Rouge, S.I.P.E.G. (Service interministériel de protection contre les événements de guerre), et C.O.S.I. (Comité ouvrier de secours immédiat). Il aurait voulu également que ce ministère englobât le service des prisonniers, les services du ministère des Combattants, et les restaurants communautaires. En bref tout ce qui, par un biais ou un autre, prouvait aux Français la sollicitude de l'Etat. Il voyait dans ces services non seulement un levier politique assez puis-

sant, mais comme on l'a dit, une sorte d'activité compensatrice de sa tâche ingrate et impopulaire de ministre de la Main-d'Œuvre.

Mais ni Pierre Laval ni un certain nombre de ses collègues ne l'entendaient ainsi. On ne put organiser le Secrétariat d'Etat. Pour le seconder dans cette tâche, Déat avait fait appel comme directeur de son cabinet de secrétaire d'Etat, au général Redempt, qui avait été le chef de son cabinet militaire en 1936. Le général accepta par sympathie personnelle, et sans partager les opinions de Marcel Déat. Son expérience administrative consommée eut beau faire des miracles, elle ne put aboutir. Elle se heurtait à trop de volontés contraires, sans compter les volontés contradictoires du ministre lui-même.

Pour commencer, Laval, le jour même où Déat devint ministre, lui enleva toute autorité sur les services des prisonniers. Déat répondit par une circulaire qui ne toucha personne. Le chef du gouvernement vainquit sans combattre.

Les restaurants communautaires lui avaient été formellement promis. Pierre Cathala, duquel ils dépendaient comme ministre de l'Agriculture, ne s'en souciait guère. Chasseigne, qui était devenu secrétaire d'Etat au Ravitaillement, entendait pratiquer une politique sociale dont les restaurants communautaires étaient une pièce maîtresse. Il refusa donc de les céder à son collègue. On se mit d'accord sur un compromis boiteux après des discussions byzantines. Le plus clair en était que Déat n'aurait aucune autorité effective dans ce secteur. Ainsi s'ameuisait peu à peu ce qu'on lui avait promis.

Quant aux Anciens Combattants, ils furent l'enjeu d'une lutte plus âpre encore. Laval avait fait à Déat des promesses si fermes, qu'il lui était difficile de tout refuser. Il rattacha donc au Secrétariat d'Etat l'Office National des Mutilés, sur lequel le ministre n'exerça qu'un lointain droit de regard. Néanmoins quelques mesures utiles furent prises dans ce domaine.

Ainsi se trouvait réduit à des proportions beaucoup plus modestes, le grand ministère dont Déat avait rêvé. Mais dans le domaine plus restreint de la Solidarité Nationale proprement dite, il dut subir des avanies encore plus humiliantes.

L'assaut principal se livra sur le Secours National. Pierre Laval avait démissionné le président Pichat, et signé un arrêté conférant la présidence à Déat. Le nouveau président avait depuis longtemps critiqué la composition des comités du Secours National, où il trouvait excessif le nombre des vieilles douairières, des vieux militaires, et des conservateurs sociaux fermés aux méthodes d'une solidarité nationale effective. Il annonça sa volonté de les régénérer.

Le Comité de Direction du Secours National vint alors le trouver. Il lui annonça qu'il allait démissionner pour protester contre sa nomination. N'importe quel ministre ayant le sens de l'autorité les aurait mis à la porte, ou bien aurait lui-même quitté le gouvernement après s'être enquis de l'avis de son chef. Que fit donc Marcel Déat ? Après de longs propos feutrés, il leur proposa lui-même de se démettre de ses fonctions de président. On imagine la joie des visiteurs. Ils partirent en le congratulant. Déat

était si heureux du bon tour qu'il leur avait joué. — on se demande en quoi il consistait ! — qu'il le conta en riant aux membres de son cabinet. Il lui fut répondu qu'il s'était déconsidéré. Il tempêta à ces propos, comme quelque fois que la contradiction le frappait au point sensible. Et quelques heures après, il essayait de rattraper son maladroit mouvement de faiblesse.

Il chercha donc un remplaçant. On lui indiqua le général Duchêne, qui était un parfait honnête homme. Il le vit, et réussit à le convaincre d'accepter. Mais Déat resta encore pendant sept à huit semaines président régulièrement nommé du Secours National. Or il ne réunit pas une fois le Comité Directeur. Il ne prit pas une seule décision. Il ne mit même pas les pieds au Siège social. Tout cela pour ne pas déplaire à ses subordonnés ! Ceux-ci le haïquèrent à loisir, et continuèrent à faire ce qu'ils voulaient. Des scandales ayant éclaté à Lyon et à Marseille, Déat n'eut même pas la possibilité d'agir. Il portait ainsi de lourdes responsabilités. Et il était sans force pour imposer sa volonté.

Quand le général Duchêne fut en fonctions, il fit ce qu'il put. Mais on pouvait de moins en moins. Déat aurait voulu pourvoir le Secours National de moyens d'action plus puissants pour secourir les victimes de la guerre. Il était si démuné de toute autorité effective qu'il ne put à peu près rien.

Les mêmes difficultés se présentèrent à la Croix-Rouge. Quand on voulut la rattacher à Déat, un ingénieur juriste fit observer que cette mesure donnerait à l'Institution un caractère politique qu'elle ne devait pas avoir.

Ce n'était pas mal trouvé. On chercha le moyen de tourner la difficulté. On mit des semaines. On trouva enfin. On s'aperçut que le chef du gouvernement, ministre de l'Intérieur, avait la surveillance de la Croix-Rouge. En d'autres termes, exactement rien. Laval décida donc de désigner Déat, à titre personnel, et non comme secrétaire d'Etat, pour le remplacer dans cet office. Cette concession formelle était sans valeur. Et si elle en avait une, elle était désobligeante.

Déat reçut donc, de temps en temps, c'est-à-dire rarement, la visite des dirigeants de la Croix-Rouge. Il ne leur faisait aucune observation. Il ne donnait jamais de directive, de peur de les indisposer. Il entretenait ainsi avec eux des relations de parfaite courtoisie. Ces messieurs trouvaient que décidément ce farouche révolutionnaire était gentil et accommodant. Ils se disaient qu'entre le Déat de la vie et le Déat de *L'Œuvre* il y avait une marge. Paraphrasant le mot célèbre, ils devaient en conclure qu'un révolutionnaire ministre n'était pas un ministre révolutionnaire !

Sur ces deux grands services, Déat avait-il du moins un droit de regard. Sur les deux autres, il en était entièrement dépourvu. S'agissant du C.O.S.I. le problème était particulier, et il en sera question plus loin. Mais la bagarre autour du S.I.P.E.G. mérite d'être évoquée.

Quand les bombardements alliés eurent atteint un rythme tel qu'ils touchèrent des milliers de Français, le gouvernement sentit le besoin de créer un organisme muni de moyens d'action rapides et efficaces pour secourir les victimes des raids anglo-américains. Il s'agissait de se-

cours à distribuer sur place, de transports à effectuer pour éloigner les réfugiés des zones détruites, de mesures de toutes sortes pour régler leur sort. Le Service ainsi constitué s'appelait le S.I.P.E.G. (Service interministériel de protection contre les événements de guerre). Il était dirigé par un préfet, et rattaché directement au Chef du Gouvernement. Son moyen d'action le plus spectaculaire était un train spécial, qui se rendait rapidement sur les lieux bombardés, pour porter les premiers secours. L'ensemble représentait un organisme utile, et fonctionnant avec une économie extrême de moyens.

Mais si un organisme devait être rattaché à la Solidarité Nationale, c'était bien celui-là ! Et Déat y comptait d'autant plus que Laval l'avait promis. Quand il fallut passer aux actes, un autre juriste, non moins subtil, découvrit que ce service était à cheval sur trop de ministères pour qu'un simple ministre en prît la direction. Il était indispensable, dans l'intérêt général, de le laisser au Chef du gouvernement. Lui seul disposait d'assez d'autorité pour arbitrer les conflits possibles entre les ministres. Il n'y'avait pourtant guère de conflits, tellement les solutions à prendre étaient dictées par l'événement, mais le prétexte était bon. Déat recevait en conséquence la consigne de se concerter avec le S.I.P.E.G., en d'autres termes, lui, ministre, avec un préfet !

En vérité, dans toute cette affaire, Laval jouait avec lui comme le chat avec la souris. Quatre années ont pu passer. On n'imagine toujours pas comment Déat parvint à supporter autant de blessures d'amour-propre et d'amoindissements de son autorité. Pierre Laval, qui connaissait

les hommes, et qui avait le sentiment de ce qu'il infligeait à Déat, n'a pas dû être surpris de la violence des réactions de celui qui était devenu son adversaire. Dans les flancs du taureau il avait posé assez de banderilles pour le rendre furieux.

En attendant, berné, trappé, dupé, Déat devait faire face aux bombardements. De province et de Paris, on s'adressait au Secrétariat d'Etat à la Solidarité Nationale, qu'on supposait pourvu des moyens d'agir. Pour essayer d'en sortir, Déat convoqua à Paris, en juin, au Ministère du Travail, tous les chefs de service des ministères intéressés, avec à leur tête le préfet de la Seine. Le but était de coordonner les activités éparses. L'intention était louable. Mais il n'avait pas le pouvoir de décider. Il ne put rien faire. Il se résolut à créer un Conseil Supérieur de la Solidarité Nationale, analogue au Conseil Supérieur du Travail. Il comprenait des représentants des divers ministères, services, œuvres et grandes collectivités. L'idée était bonne. Mais le Conseil ne put se réunir : le temps manqua.

Dès avril d'ailleurs, devant le redoublement des bombardements, le manque de coordination entre les ministères et services qui s'occupaient des sinistrés et réfugiés, rendait de plus en plus difficile leur protection. En effet le S.I.P.E.G. n'avait ni l'autorité, ni les cadres locaux, pour lui permettre d'assumer d'aussi lourdes tâches. Déat créa donc des commissaires régionaux et départementaux de la Solidarité Nationale, qui devaient assurer cette coordination à leur échelon respectif. Les préfets furent priés de prendre contact avec eux. Ils se mirent assez

rapidement en place, et certains obtinrent d'appréciables résultats. Déat nomma, en quelques endroits, des militants qualifiés du R.N.P. Ailleurs il fit appel à des hommes de bonne volonté, qui ne se souciaient pas de politique, mais uniquement de solidarité.

Son action comme ministre de la Solidarité Nationale se solde par un échec complet. Les responsabilités réelles sont surtout du côté de ceux qui l'ont empêché de travailler. Mais cela dit, il reste qu'il a volontairement accepté de diriger un ministère alors qu'il ne pouvait agir efficacement. En restant, il a couru le risque d'être accusé de carence et d'impuissance. Sa responsabilité est donc engagée. Dans ce secteur, il n'avait pas à craindre, en démissionnant, de laisser le champ libre aux Allemands. C'était un des cas très rares où tout se passait entre Français. En partant, il aurait seulement fait sentir l'anarchie existant dans un service essentiel, et le scandale de son départ aurait été le choc qui aurait permis d'y mettre fin. S'il n'est pas parti, c'est que sa faiblesse de caractère lui interdisait les décisions nettes. C'est aussi que des projets politiques plus vastes obscurcissaient son jugement, et ne le laissaient pas entièrement libre de ses choix.



Son arrivée au Ministère avait pourtant suscité de grandes espérances, même chez ses adversaires politiques. Quand le Secrétaire Général du Ministère apprit sa nomination, il dit à Albertini :

— « Je ne suis pas collaborationniste. Mais avec

une pareille personnalité politique rue de Grenelle, nous allons obtenir tout ce que nous voudrons pour cette maison. »

Ce haut-fonctionnaire se faisait des illusions. Déat n'obtint rien du tout, ni de Laval, ni de Cathala, son ministre des Finances. On avait choisi de le « contrer » et presque tout le gouvernement donnait à fond. Il n'arrivait même pas à obtenir facilement les fonds nécessaires aux indemnités des membres de son cabinet ! Ses relations avec ses collègues n'étaient pas excellentes. On le trouvait gênant, et on le redoutait un peu.

Les hauts-fonctionnaires du Ministère l'avaient vu arriver avec crainte. Plusieurs étaient gaullistes et membres du N.A.P. ils craignaient des sanctions. Ils furent agréablement surpris de sa courtoise gentillesse lors de la passation des pouvoirs, à laquelle ils assistaient tous, et que Jean Bichelonne exécuta avec la brusque cordialité qui le caractérisait. Quand ils le connurent mieux, ils le jugèrent très abordable. Ils trouvaient parfois que son cabinet était moins accommodant, car il entendait être obéi. Mais leur surprise fut à son comble quand ils constatèrent que pas un seul fonctionnaire n'était frappé pour ses opinions. Pourtant, dès le premier jour, le Secrétaire Général avait été prévenu que le Ministre n'entendait considérer que la valeur professionnelle de chacun. Il n'y a pas à s'étonner de cette attitude si normale. Formé par la III^e République, Déat avait un sens de l'Etat qui ne transigeait guère sur ce point. Et il avait des collaborateurs qui étaient encore plus stricts que lui. Déat a pu écrire

sur l'épuration. Mais il n'a jamais épuré personne quand il fut en son pouvoir de le faire.

Sa présence rue de Grenelle avait malgré tout modifié quelques habitudes. A la suite de l'assassinat de Philippe Henriot le service de garde avait été renforcé. Jusque-là il était assuré par un piquet de gardes mobiles. On lui adjoignit une trentaine de jeunes miliciens du R.N.P. L'un d'eux se tenait toujours derrière un fusil-mitrailleur braqué sur le grand portail, tenu constamment fermé. Le cabinet était très actif. Chaque directeur du Ministère était flanqué d'un chargé de mission. Place Fontenoy, les fonctionnaires arrivaient parfois avec une heure de retard. Ils durent changer leurs habitudes. Ces procédés n'étaient pas populaires.

Quant aux chauffeurs des voitures officielles, et aux cyclistes, on leur donnait la répartition de cigarettes du ministre qui ne fumait pas, et des indemnités sur les fonds du cabinet. Ils disaient qu'ils n'avaient jamais été aussi bien traités. Mais, après le 19 août 1944, certains d'entre eux contèrent de rocambolesques histoires sur Déat et son entourage. « Oignez vilain, il vous poindra. » Le proverbe est vrai comme au Moyen Age.

Une preuve du mouvement de curiosité que son arrivée rue de Grenelle avait suscité, c'est l'abondance du courrier qu'il recevait. Il y était répondu dans le plus grand détail. Là encore, Déat et son cabinet avaient conservé les habitudes sérieuses de l'avant-guerre. Philippe Henriot envoyait chaque jour une cinquantaine de lettres qu'il recevait après ses émissions. Dans ces lettres, des jeunes gens qui avaient pris le maquis pour échapper

au S.T.O., exprimaient à Henriot leur désir de retourner dans leur famille. Ils voulaient du travail dans des usines « protégées », et pas de poursuites, Déat aurait souhaité donner satisfaction à ces demandes. Mais la plupart du temps on ne pouvait joindre les intéressés qui ne mettaient pas leur adresse. En outre, il était de plus en plus difficile de trouver du travail en France, la vie économique se paralysant progressivement.

La curiosité n'était pas seulement en bas, elle était aussi en haut. On la ressentait chez le Maréchal. Malgré les prières de son cabinet, Déat n'avait pas consenti à aller se présenter au Chef de l'Etat à Vichy. Pourtant, quand ses difficultés avec Laval s'accrourent, il pensa qu'il pourrait trouver un appui auprès du Maréchal, en jouant de l'antagonisme entre les deux hommes.

Dominique Sordet fut informé de cet état d'esprit. C'est à cette occasion qu'il organisa la rencontre entre l'amiral Platon et Déat. L'Amiral jouissait de l'entière confiance du Maréchal. Il se chargea de lui demander s'il consentirait à recevoir le polémiste devenu ministre. Le Chef de l'Etat accepta. Sur ces entrefaites, il vint à Paris, à la suite du bombardement du quartier de la Chapelle, et séjourna quelque temps en zone occupée, au château de Voisins. L'occasion était propice, Déat la saisit. Il téléphona au cabinet du Maréchal. Rendez-vous fut pris, vers le 15 mai, à la résidence du Chef de l'Etat.

Déat se prépara au départ avec nervosité. Il avait beau dire, il était ému à la pensée de revoir le grand soldat. Et comme il craignait une prise de contact, un peu

froide, il avait préparé quelques mots sur la guerre de 1914, avec lesquels il était sûr de briser la glace.

La réception fut cordiale au delà de ce qu'il espérait. Le Maréchal avait été très frappé de son discours du Premier Mai à Chaillot, où il retrouvait sa propre pensée. Il le félicita d'avoir parfaitement compris ce qu'il voulait faire avec la Charte. Il ajouta :

— « Je n'ai pas un mot à changer à votre discours. Je l'aurais prononcé tel quel. »

Déat était ravi. Les réserves vinrent pourtant :

— « Vous parlez trop de socialisme. C'est social qu'il faut dire. Croyez-moi, je tiens beaucoup à ces questions de vocabulaire. »

Déat répondit que c'était la même chose, mais que les ouvriers étaient habitués à un vocabulaire, et qu'il ne fallait pas donner l'impression de la réaction par le refus des mots adéquats. Le Maréchal, après lui avoir parlé de l'article 39 de la Charte, enchaîna sur la politique générale :

— « Dans quelques semaines, nous serons libres, Monsieur Déat, et nous pourrons faire ce que nous voudrons. Ceux qui y consentiront feront de grandes choses avec moi. »

Aujourd'hui, le sens de ces paroles est fort clair, et en dit long sur l'état d'esprit du Maréchal, quand on pense que cette conversation précédait le débarquement de quelques jours. Déat n'y vit que l'offre d'une entente possible pour se débarrasser de Laval, et ne songea à rien d'autre.

Après des paroles très courtoises, un tour à la bibliothèque, le Maréchal reconduisit son hôte à la voiture. Il ferma lui-même la portière, et le salua avec les marques du plus vif contentement.

A son retour, Déat rayonnait. Joie du contact renoué. Joie du bon tour joué à Laval. Joie d'un avenir qu'il jugeait brillant, plein de luttes exaltantes. Il était si heureux qu'il se rendit sur-le-champ au Conseil Supérieur du Travail, qui tenait sa deuxième session. Il fit aux assistants ébahis le récit enthousiaste de son entretien. Ils se demandaient quelle opération politique cela cachait. Qu'on imagine par exemple aujourd'hui M. Pierre Cot, ministre de M. Ramadier, reçu cordialement par le général de Gaulle, et faisant son éloge après la réception ; N'importe qui penserait : « Il va se passer quelque chose... »

En fait, le Maréchal avait tenu à Déat des propos soigneusement calculés. Mais le Ministre du Travail, avec son habituel optimisme, s'était persuadé qu'il était réconcilié avec le Chef de l'Etat. Et Laval allait voir... Mais l'entrevue fut sans lendemain. Il suffit de réfléchir un instant pour comprendre qu'elle ne pouvait en avoir.

Elle était malgré tout l'indice des mauvaises relations persistantes entre Déat et Laval. Sur ce point au moins, elle ne trompait pas, et Laval lui-même le sentit. Mais le conflit entre les deux anciens amis était trop grave désormais. Rien ne put l'empêcher d'éclater, et dans des conditions dramatiques. Quand il se produira en juillet

1944, le temps de Déat ministre du Travail sera révolu. D'autres problèmes l'occuperont.



Du bilan de son activité ministérielle, plusieurs traits se dégagent. Le premier est sa volonté d'être un défenseur des ouvriers, de leurs intérêts comme de leurs organisations. Il manquait toutefois d'une connaissance suffisante de leurs problèmes pour y réussir. Le second est sa faiblesse devant les Allemands, dans les crises aiguës, curieusement alliée à des refus tenaces dans les négociations quotidiennes, qui ne soulevaient pas de questions trop brûlantes. Le troisième, c'est son incapacité à s'imposer, par volonté constante de transaction, et par inaptitude à résoudre les difficultés touchant aux personnes.

Pour tout dire d'un mot, Déat était un pensant plus qu'un agissant. Il s'en rendait compte lui-même. Il disait combien les Saint-Simoniens, puis Auguste Comte, avaient eu raison de vouloir deux équipes gouvernementales, l'une de penseurs, l'autre de praticiens, subordonnée à la première. Il va sans dire que c'est dans celle-ci qu'il aurait voulu figurer. Ce qui est incompréhensible, c'est que, parlant à ses militants, le 6 mai 1944, en pleine bagarre ministérielle et politique, il ait tenu ce langage, stupéfiant pour un chef.

Toute cette activité est donc justiciable d'un examen raisonnable. On imagine que Déat aurait pu s'en expli-

quer, — sinon s'en justifier, — en disant simplement la vérité. Mais il était écrit que jusqu'au bout les choses seraient pour lui différentes de ce qu'elles furent pour tant d'autres. On a beau faire, on est marqué, et la vie vous tient et vous mène où elle veut.

CHAPITRE VII

MARCEL DEAT ET LES ALLEMANDS

En 1940, il n'en connaissait aucun. Ses seules relations allemandes d'avant-guerre comprenaient des sociaux-démocrates rencontrés au hasard des congrès socialistes. Il n'alla jamais en Allemagne après 1933. Il n'avait eu aucun rapport ni avec le Comité France-Allemagne, ni avec Abetz avant son expulsion par le gouvernement Daladier. Ses seuls contacts avec l'Allemagne étaient intellectuels, comme il est fréquent en France, depuis le XIX^e siècle, dans les milieux de gauche. Il savait bien l'allemand. Il lisait dans le texte Kant, Hegel et Heidegger.

Au moment de l'armistice, il ignorait à peu près tout du national-socialisme, sauf ce qu'avaient pu lui apprendre des études de seconde main. Il avait lu « *Mein Kampf* ». Il ne connaissait rien des doctrinaires du régime, en particulier de Rosenberg. Il savait même fort

mal l'histoire du mouvement hitlérien. Sur tous ces sujets, son information ne dépassait pas celle d'un Français moyen, attentif à la politique. Il suppléait aux lacunes de détail, par un certain nombre d'idées générales, qui avaient le brillant des grandes synthèses, et leur fragilité. Ses premiers articles sur l'Allemagne, en juillet-septembre 1940, ont été rédigés dans ces conditions. Mais leur ton assuré, et leur forme superbe, empêchaient quiconque de croire que Déat, comme trop souvent, savait faire quelque chose de rien. Le malheur c'est qu'il s'agissait cette fois d'une véritable tragédie, et non pas de *Bérénice*.

On aura une idée de l'ignorance où il était des choses allemandes, si l'on se souvient de l'émotion de néophyte qui le saisit, lorsque les premiers renseignements filtrèrent à travers la ligne de démarcation. C'était très peu de chose. Il lui parut que c'était une montagne de nouvelles. A son habitude, il les utilisa sans les contrôler, avec ce manque d'esprit critique qui était l'un des défauts de son intelligence.

Quand il arriva à Paris, en septembre 1940, il prit contact avec l'Ambassade d'Allemagne. C'est probablement Laval et Luchaire qui l'introduisirent dans ce milieu, où il ne connaissait personne. La politique française de l'Ambassade était dirigée à ce moment, non pas tant par l'ambassadeur Abetz, que par le conseiller d'ambassade Achenbach. Agé de 35 ans environ, marié à une Américaine, ancien collaborateur de l'ambassadeur von Welczeck, il a joué dans la politique française de l'Allemagne un rôle considérable. D'une intelligence aiguë, il

était très bien informé des luttes électorales et parlementaires en France sous la III^e République. Il avait des contacts étendus. Il voyait à cette époque beaucoup de gens de toutes classes et de toutes opinions. Il allait même les voir à domicile... Par ses origines, il souhaitait que la politique de collaboration franco-allemande soit faite par des hommes de gauche. C'est pourquoi il manifestait beaucoup de considération pour Déat. Ensemble, ils discutaient souvent, hors de toute réalité.

C'est ainsi que le directeur de *L'Œuvre* devint un familier de la rue de Lille. Il y connut l'ambassadeur Abetz. Mais ses relations avec lui ne furent jamais très cordiales. Abetz était, si l'on peut dire, lavaliste. Dans la mesure où Déat l'était, il l'appuyait. Quand il le fut moins, Abetz s'éloigna de lui. A un certain moment, vers la fin de 1941, Abetz partit à Berlin, en congé. Son éloignement marque la phase critique des relations franco-allemandes. Son remplaçant provisoire, le ministre Schleier, ancien combattant de la guerre 1914-1918, s'intéressait plus à l'administration qu'à la politique. Les rapports de Déat avec lui furent corrects et froids.

Le seul membre de l'Ambassade avec lequel il fût en constant accord était le D^r Grosse. Ancien socialiste rallié au régime, il s'occupait des questions syndicales et sociales. Il était très hostile au conservatisme de la politique vichyssoise. Il ne l'était pas moins à toute la fraction collaborationniste venue de droite. Deloncle, Bucard avaient en lui un adversaire résolu. Son ralliement au régime impressionnait Déat. Il soulignait à ses yeux le caractère socialiste de la politique du III^e Reich. A côté

du D^r Grosse, le D^r Liebe, qui séjourna peu à Paris, et qui s'occupa plus spécialement de questions économiques, était un ancien communiste, rallié lui aussi. Son cas exerça sur Déat une influence analogue. En écoutant parler ces hommes des réalisations sociales du régime, Déat se sentait confirmé dans ses analyses. Allons, la révolution hitlérienne était bien une révolution socialiste !

Il est très difficile de dire dans quelle mesure l'Ambassade d'Allemagne approuvait la politique de Marcel Déat. Il est évident qu'elle ne pouvait que se féliciter de sa campagne pour la collaboration. Mais Abetz, en particulier, la trouvait trop violente, et de nature à gêner les Allemands plus qu'à les aider. On trouvait excellente son hostilité à la réaction. Mais on le jugeait trop socialiste à l'ancienne mode, et trop lié au régime précédent. Ses réserves sur l'antisémitisme et l'antimaçonnisme le desservaient. En le soutenant à l'excès, l'Ambassade aurait eu peur de cautionner des doctrines qui déplaisaient à Berlin.

A un moment déterminé, l'Ambassade estima qu'il prenait trop d'importance, dans le secteur collaborationniste. Elle fit ce qu'elle put pour lui opposer d'autres hommes. Surtout, elle ne ménagea pas ses appuis à Laval dans la politique qu'il suivait. Il ne nous appartient pas de rapporter ici quelles facilités, ou quelles entraves, Laval trouva auprès de l'Ambassade, dans l'accomplissement quotidien de son travail gouvernemental. Ce qui est certain, c'est que sa politique déplaisait moins à Abetz que n'importe quelle autre. Quand Déat s'éloigna de Laval, pour la délimitation de ses attributions, l'Ambas-

sade, dans la mesure où elle pouvait intervenir, soutint le Chef du Gouvernement. Elle estimait au fond qu'il y avait plus de chance de rallier les Français à la collaboration selon la méthode Laval que selon la méthode Déat.

Au surplus, certaines de ses demandes déplurent. Il aurait voulu que l'Ambassadeur l'appuie dans sa lutte pour la réforme du Service Bruneton, et dans le conflit qui l'opposa au D^r Glatzel, représentant de Sauckel à Paris. Abetz ne voulut pas se mêler de ces affaires ; et même, dans le premier cas, ce n'est pas la thèse de Déat qui avait son agrément. Il lui refusa de même l'autorisation de contrôler le C.O.S.I. (Comité Ouvrier de Secours Immédiat).

Le C.O.S.I. avait été créé par les Allemands à la suite du premier bombardement de Boulogne-Billancourt, le 3 mars 1942. Les fonds étaient fournis par tranche de 100 millions. Ils venaient des sommes versées au titre des frais d'occupation, ou d'amendes infligées par l'occupant. Ces fonds étaient distribués aux sinistrés par des Français dans les heures qui suivaient les bombardements. Tout un organisme s'était développé à cette fin. Mais, créé en dehors des règles de la comptabilité publique, il fonctionnait de manière parfois anarchique, et excessivement onéreuse. Il travaillait d'autre part sans liaison suffisante avec les services français parallèles.

Pour toutes ces raisons, Déat aurait voulu lui imposer le contrôle de la Solidarité Nationale. Les Allemands refusèrent. Mais dans cette querelle, en avril 1944, le Ministre put constater que son influence sur les Alle-

mands était plus faible que celles d'autres personnages sans fonctions officielles.

Sur un autre point encore, Déat était en délicatesse avec les services de la rue de Lille. Un trust du papier et de la presse y avait établi son quartier général. Un homme d'affaires du nom d'Hibbelen s'y exerçait à la séduction des uns, et à l'étranglement des autres. Déat avait eu des mots très durs pour ces tentatives, et ses mauvaises relations avec les journaux et les journalistes du trust Hibbelen étaient connues. L'Ambassade, qui soutenait l'homme d'affaires, en était fort mécontente.

Pour qu'elle renverse ses batteries, il fallut le débarquement et la crise gouvernementale de juillet. C'est alors que se réalisera, pour la première fois, l'accord entre Abetz et Déat contre Laval.



Rien n'était plus surprenant que le cloisonnement des services allemands, sinon l'hostilité que chacun d'eux éprouvait pour les autres. Tous prétendaient intervenir dans la politique française. L'incohérence de leur action était totale. Elle offrait souvent aux négociateurs français des possibilités appréciables de manœuvre.

Avec les militaires allemands, Déat n'avait aucun contact. Il ne connaissait qu'un officier supérieur de la Feldkommandantur de Dijon. Cet officier lui rendit quelques services, quand Déat dut intervenir auprès des militaires pour essayer de sauver des Français arrêtés ou condamnés à mort. C'est à des contacts de ce genre que se bor-

naient ses relations avec l'armée allemande. Au surplus, rien en lui ne pouvait plaire dans ce milieu.

Ses relations n'étaient pas plus étroites avec les S. S. Il passait auprès d'eux pour un franc-maçon, prosémite et démocrate. On ne l'aimait pas plus que Laval. Il n'eut jamais de rapport avec le général Oberg. Il professait que ses subordonnés et lui-même ne comprenaient rien à la politique française. Le soutien qu'ils apportaient à des hommes déconsidérés ou incapables, le confirmait dans cette opinion. Leurs erreurs politiques lui paraissaient monumentales. Dans leurs rapports à Berlin, Déat n'était guère ménagé. Il le savait.

Avec les services de propagande, Déat n'avait que des relations correctes, mais sans cordialité. La propagande allemande avait diffusé des brochures où il était attaqué, parfois avec méchanceté. Et une bonne partie ses contacts avec eux avait pour but de les amener à retirer de la circulation la littérature où il était malmené. Il refusait de faire les affiches qu'on lui demandait. Pour le punir, on ne lui donna pas le droit d'avoir un journal pour son propre parti. Si bien que le R.N.P. n'avait qu'un modeste bulletin intérieur qui ne pouvait être vendu. Pour un collaborationniste aussi convaincu, on accordera que c'était une paradoxale situation.

Comme il était naturel, étant donné sa formation, Déat avait des relations suivies avec l'Institut allemand. Il n'y allait d'ailleurs pas davantage que bien des écrivains, qui sont aujourd'hui parmi les censeurs sévères de tout ce qui, de près ou de loin, évoque la collaboration. Il n'y fit pourtant jamais de conférence. Et ses dédi-

caces aux intellectuels allemands de Paris, comme le D^r Grimm, n'étaient pas plus cordiales que beaucoup d'autres, dont la publication, aujourd'hui, ne ferait pas plaisir à tout le monde. Il n'avait d'ailleurs aucune sympathie pour le milieu intellectuel allemand. Il le trouvait pauvre, et souvent étriqué dans ses vues. Quand il se rendit à Vienne, au Congrès des Journalistes, en 1943, il rapporta des débats une impression analogue.

Le dernier service avec lequel il eut affaire, est celui qui s'occupait de la L.V.F. Déat avait au début fait de la propagande pour les engagements, avec d'ailleurs une certaine discrétion. On peut penser que, si les balles de Colette ne lui avaient pas laissé des plaies abdominales incomplètement cicatrisées en 1943, il serait parti sur le front de l'Est. Ce départ aurait été conforme à son tempérament. Il est vrai qu'il aurait gêné ses projets politiques. C'est pourquoi on ne peut rien affirmer. Déat fut toujours un défenseur de la L.V.F. Il considérait qu'elle participait à un combat indispensable pour arrêter le bolchevisme. Il croyait aussi que sa présence aux côtés de l'armée allemande interdirait à l'Allemagne, lors de la paix, de traiter la France en vaincue. Associée à la victoire sur le front de l'Est, — car il y croyait, — elle ne pouvait plus être considérée comme une puissance dont on se venge par une paix draconienne.



On touche là au fond même du problème. Déat avait confiance dans l'Allemagne, et pensait que malgré la dé-

faites de 1940, la France pouvait négocier et manœuvrer avec l'Allemagne. Il savait, et il disait, que la vieille Allemagne voulait une paix de vengeance, d'amputation territoriale et de désorganisation économique. Mais il affirmait aussi qu'il y avait en Allemagne des cercles francophiles, qui, par sentiment et par intérêt, voulaient une paix d'association, ne laissant aucune amertume, et préparant la réconciliation entre les deux peuples. Ce qu'il voulait, c'était donc s'appuyer sur eux contre les premiers. Pour le faire, et pour renforcer leur point de vue très combattu en Allemagne même, il était nécessaire d'adopter en France une politique de collaboration franche et sans réticences. Quand on admet le postulat initial de Déat, à savoir la certitude de la victoire allemande, tout se déduit ensuite logiquement.

Que Déat ait été ainsi entraîné très loin, jusqu'à des positions de soutien presque inconditionné de l'Allemagne, personne ne peut honnêtement le contester. A beaucoup d'égards, et toutes choses égales d'ailleurs, son destin n'est pas sans rappeler celui de Mussolini. Comme lui, il s'est engagé avec le Reich hitlérien en croyant qu'il parviendrait finalement à manœuvrer, et à servir son pays. Comme lui il se lia à une gigantesque machine, qui avait son mouvement propre. Elle écrasait tout. Les pilotes qui la dirigeaient furent tellement aveuglés par les coups qui pleuvaient, qu'ils n'eurent plus d'autre ressource finalement que de pousser en avant, dans le noir...

Mais le résultat, qui fut à contre-sens de ce qu'il croyait possible, ne doit pas faire oublier ce qu'il a voulu. Au milieu des influences diverses auxquelles

était soumise la diplomatie du Reich, il a cru qu'une certaine politique française pouvait être faite. Il l'a cru, honnêtement, pendant de longs mois. Il l'a tentée, sans se dissimuler l'impopolarité d'une pareille tentative. Il pensait que si le succès était ce qu'il espérait, cette politique impopulaire aurait corrigé les conséquences dramatiques d'une défaite militaire jugée définitive.

On peut se demander ce qui a pu provoquer chez Déat une erreur de jugement aussi lourde. C'est très simple. Jusqu'à Stalingrad, il a partagé une illusion très répandue. Ensuite, il a été soumis à l'influence d'hommes dont le jugement technique l'impressionnait. Pour cette raison, il ne le critiquait pas. Ces hommes étaient le général Bineau, ancien major général des armées françaises, ancien directeur de l'École de Guerre, le colonel Alerme et Dominique Sordet. Tous les trois crurent à la victoire allemande jusqu'en juillet 1944. Ils avaient la conviction que l'Allemagne possédait 100 divisions équipées, prêtes à intervenir au moment opportun. Huit jours avant la percée d'Avranches, ils pensaient encore que les Alliés seraient rejetés à la mer, quand ces réserves entreraient en action. La défaite allemande leur paraissait donc impossible dans l'immédiat, ce qui laisserait aux armes secrètes le temps nécessaire pour intervenir.

Les informations directes et rares que Déat pouvait avoir venant d'Allemagne, le confirmaient dans ce point de vue. On lui disait que les armes secrètes seraient terribles. Le conseiller d'ambassade Schwendemann lui avait parlé d'une arme individuelle, mortelle contre les tanks, Alphonse de Châteaubriant d'un obus répandant la mort

par le froid. Et d'autres des recherches atomiques, sans compter les bombes auto-propulsées. Tout cet ensemble lui paraissait décisif.

Ses conversations avec les ambassadeurs étrangers ne le détrompaient pas. Le ministre de Bulgarie, comme l'ambassadeur d'Espagne, ne furent pas souvent pessimistes sur le sort des armées allemandes. Quant aux diplomates japonais, ils exercèrent sur lui une influence considérable. D'esprit délié, admirablement informés, ils lui parlaient toujours des contacts maintenus, grâce au Japon, entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Ils insistaient sur la volonté de leur pays de rapprocher les deux ennemis. Ils lui disaient que si la fortune des armes tournait, le Japon imposerait la réconciliation germano-russe, et que tout le monde s'unirait contre les Etats-Unis. En foi de quoi, la situation diplomatique de l'Axe paraissait à Déat plus solide encore peut-être que sa situation militaire. Il espérait enfin que cet accord éventuel aurait l'avantage supplémentaire de contenir sur place le bolchevisme.

Pour toutes ces raisons, il ne douta jamais de l'issue de la guerre. Et quand on cherche pourquoi son hostilité pour Vichy et Laval était au zénith en 1944, on trouve là l'explication dernière. Il les voyait s'éloigner de l'Allemagne, au moment où sa victoire lui paraissait, à lui, aussi certaine que jamais. Comment n'aurait-il pas combattu une politique qui allait, — il le pensait du moins, quelque paradoxal que cela paraisse, — à contre-sens de l'intérêt national ?

Ces choses étant dites, parce qu'elles sont vraies, il reste que diverses manifestations de la politique alle-

mande en France auraient dû l'inciter à réfléchir. L'annexion de l'Alsace-Lorraine était incompatible avec une paix de collaboration. Déat ne s'y résigna certes jamais. Mais il n'est pas sûr que les deux provinces auraient été rendues même à un gouvernement Déat après la victoire allemande... Le soutien apporté au mouvement séparatiste flamand du Nord de la France (que Déat ignorait à l'époque), et au mouvement annexionniste de Degrelle était, lui aussi, dangereux pour l'unité française. Déat ne cessa pas de combattre les folles idées de Degrelle. Mais l'accord allemand était là malgré tout. Quant à la conduite des autorités occupantes dans les Ardennes, dont il était informé par de hauts-fonctionnaires, elle était également grosse de difficultés pour l'avenir. Lui-même, quand il participa aux travaux du Congrès des journalistes, fut frappé de la malveillance dont nombre d'Allemands témoignaient à la délégation française.

A tout cela, il répondait que la manifestation même d'une politique si éloignée de la collaboration, était la preuve de la vigueur des francophobes en Allemagne. Il ajoutait que le seul moyen d'aider ceux qui leur résistaient était de se maintenir ferme sur le plan de la collaboration, tout en ne renonçant jamais à une paix sans annexion. C'est, on le voit, un cercle dont on ne sort pas, et dont on ne peut pas sortir, quand on a commencé de le tracer comme il l'a fait.

On se doit, quand on arrive à ce point, de dire ce que Déat pensait des atrocités allemandes. Il s'élevait vigoureusement contre des massacres que rien pouvait justifier. Il avait la mentalité du soldat de 14, du temps

que l'on ne faisait pas la guerre aux civils. Quant à ce qui se passait dans les camps de concentration, il l'a toujours ignoré, comme la plupart des Français et même des Allemands. On ne peut pas supposer que le sort misérable de centaines de milliers d'hommes et de femmes, juifs ou non, l'aurait laissé insensible. On notera d'ailleurs que si on lui avait raconté ce qui s'y passait véritablement, il n'aurait pu le croire, tellement ces faits étaient contradictoires avec ce qu'il imaginait. Pourquoi n'aurait-il pas protesté au fond de lui-même contre ces horreurs, puisqu'il protestait contre les bombardements des civils français par les Alliés, et contre l'usage des bombes au phosphore en Allemagne ?

On parvient ainsi à la racine même de la politique qu'il a faite avec les Allemands. Il a cru à leur victoire, c'est vrai. Mais il y a surtout cru parce qu'il les voyait dans le sens de l'histoire, — comme s'il y en avait un, toujours déterminé, — c'est-à-dire, pour lui, dans celui de la révolution socialiste. Il a voulu être avec eux, parce qu'ils seraient vainqueurs, et parce qu'ils étaient révolutionnaires. Etant tels qu'il se les représentait, ils ne pouvaient vouloir une paix classique, ni faire ce dont on les accusait.

Il serait trop long de rechercher les raisons qui l'ont amené à penser que l'Allemagne hitlérienne était le pays le plus proche du socialisme. La principale n'est ni doctrinale, ni scientifique. Elle est psychologique. L'analyse marxiste du fascisme est si grossièrement fautive, et si grossièrement simpliste, qui en fait l'antidote du socialisme, que Déat sentit le besoin de réagir. Il le sentit

d'autant plus qu'à l'origine, il avait plus ou moins accepté le schéma marxiste. Par une sorte de mouvement pendulaire, son esprit recherchant dans le national-socialisme tout ce qui contredisait l'assimilation avec le capitalisme, fut conduit à n'isoler que ce qui permettait d'établir l'analogie du nazisme et du socialisme. Quand il eut mis en forme cette analyse, il n'en démordit pas.

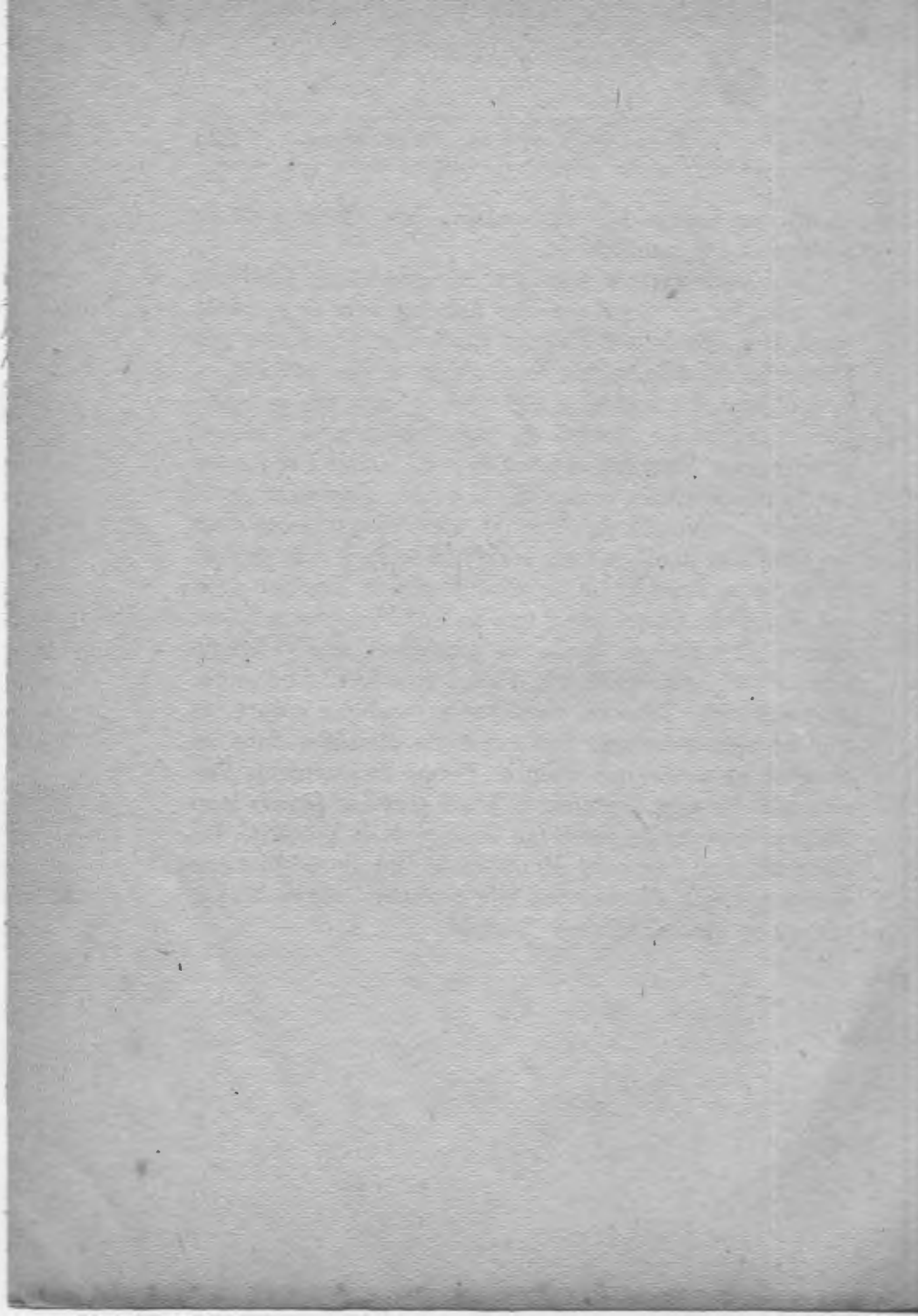
Il lui arriva même une aventure singulière. En cherchant à définir ce qu'était la révolution allemande, il y mit cette logique et cette clarté qui sont la marque de l'esprit français. Bien des Allemands, de Paris et d'ailleurs, lisaient, avec étonnement et satisfaction, le récit de ce qu'ils avaient fait dans les articles du doctrinaire philosophe. A beaucoup d'Allemands il a ainsi fait prendre conscience de leur Révolution, qui était certainement plus avancée et plus parfaite dans ses écrits et dans sa tête, que dans la réalité.



On ne croira pas, après cet exposé, qu'il reste grand-chose dans l'ombre des relations véritables de Déat et des Allemands. On compte pour rien les interventions qu'il a pu faire pour tirer de situations délicates ou tragiques les Français victimes de leur lutte contre l'occupant. Pour un homme dans sa position et de son importance, elles étaient naturelles, et il les a toujours faites avec dévouement. Quand le vieil Alexandre Bracke fut arrêté, Déat demanda à Albertini d'unir ses efforts aux siens pour faire relâcher le savant helléniste, dont le

socialisme bourru lui était encore cher. On citerait de nombreux cas semblables.

Les amitiés et la politique allemandes de Déat ont été ce qu'on a dit. On n'a rien présenté avec le souci de minimiser des faits d'ailleurs publics, et proclamés par l'intéressé lui-même, dont toute l'activité s'est exercée au grand jour. L'essentiel a été retracé dans ses perspectives exactes. La faculté de jugement demeure intacte pour chacun. Mais une opinion ne perd jamais à se fonder sur la connaissance exacte de la cause. S'agissant de la position personnelle de Déat, qui a été plus nuancée dans ses motifs et dans ses buts, qu'on ne le croit à la lecture de sa prose brutale, on ne perd rien à la démêler dans ses sinuosités. Certes, alors que tant de blessures saignent encore, il n'est pas facile de considérer une politique encore palpitante de la vie d'hier, avec le regard serein de l'historien. Trop de passions la troublent encore, et nul ne s'en étonnera. Les questions abordées dans ce chapitre sont, plus que d'autres, l'objet de jugements passionnels. Et c'est légitime. Il n'est pourtant jamais trop tôt pour essayer de verser au dossier de la postérité, les éléments d'un jugement dépouillé de tout autre objet que de comprendre, de raconter, et d'expliquer, ces trois opérations en quoi se résume l'histoire.



CHAPITRE VIII

MARCEL DEAT EN TERRE ETRANGERE

Le 6 juin 1944 a marqué la rupture de Déat avec la politique qu'il avait suivie jusqu'à ce jour. Le débarquement acheva de le convaincre que Laval ne pourrait survivre à un événement qui exigeait des options nettes. A la proclamation du gouvernement sur la neutralité française, Déat répondit par l'article : « Je ne suis pas neutre ». C'était en même temps qu'une prise de position idéologique, une déclaration de guerre à Laval. Lui-même se comparait à Mussolini, chef de la République de l'Italie du Nord, et traitait Laval de Badoglio. La comparaison est instructive. Quand on la suit dans ses détours psychologiques, elle va très avant dans les êtres.

Déat est donc persuadé que son heure est venue. Il avait dit une fois qu'il ramasserait le pouvoir dans la boue et le sang, au plus dur moment de la guerre et du drame français. Ce moment lui sembla venu. Il joua dé-

sormais sa partie tout seul, sans chercher à y associer personne de ses collègues ou de son entourage, car elle était de celles qu'on mène soi-même. Il n'y avait aucune chance d'ailleurs qu'elle puisse séduire les uns* ou les autres. Dès le 6 juin, il est au sein du cabinet un opposant résolu. Son principal ennemi est Laval. Aussi a-t-il recommencé à signer ses articles de *L'Œuvre*, et à leur donner une violence nouvelle contre l'attentisme lavaliste. Et, se souvenant de l'entrevue récente avec le Maréchal, il se dit que peut-être il trouvera de ce côté quelque appui...

Quant aux Allemands, il espère que le ralliement inconditionné à leur politique, au moment où la situation militaire est difficile, lui sera une caution pour le poste qu'il ambitionne. Pour la première fois, le fait est digne de remarque, les Allemands, y compris l'Ambassade, qui sentent que leurs favoris respectifs les abandonnent, le considèrent d'un œil plus sympathique. On a le sentiment qu'ils sentent que la phase Laval est terminée, et que l'expérience Déat doit commencer. Laval aussi s'en rend compte, et manœuvre en conséquence.

La crise éclate avec les coups de revolver qui abattent Philippe Henriot, au matin du 28 juin. L'assassinat de l'homme qui était la voix du gouvernement français, marque vraiment la fin de l'expérience politique commencée en juillet 1940. Déat ne le comprit pas. Il ne vit pas autre chose dans la disparition d'Henriot qu'un accident douloureux certes, mais qui le débarrassait d'un concurrent gênant. Les deux hommes ne s'aimaient pas et se jalousaient. Ses yeux se mouillèrent devant le ca-

davre de son camarade de combat, tombé à son poste. Mais dans le bureau voisin de la chambre mortuaire, il discutait déjà de la succession avec ceux qui étaient là. Rentré au Ministère, il tint sur le mort des propos froidement lucides. Sa sécheresse de cœur et son incompréhension de l'événement étaient égales.

L'une et l'autre étaient telles, qu'il ne voulait même pas écrire lui-même quelques lignes dans *L'Œuvre* du lendemain, pour célébrer la victime. Il fallut des interventions répétées de plusieurs amis et de sa femme pour le décider. Dans les milieux politiques parisiens, on réagit plus vivement que lui. Quatre ou cinq jours plus tard, il se mit à l'unisson. Il fit alors un vacarme de tous les diables, pour protester contre la manière dont on avait célébré les obsèques.

Il apprit, à ce moment, l'état de total dénuement de la famille Henriot. Il aurait pu s'en apercevoir plus tôt en voyant le costume élimé dont le cadavre était revêtu. Henriot était pauvre jusqu'à la gêne. Sa femme et sa fille n'avaient pas de robe noire pour conduire le deuil. Une amie les habilla. Déat eut un geste qui ne lui était pas habituel. Il décida de verser à la veuve de son collègue, les indemnités que lui donnait Radio-Paris, pour des émissions faites chaque soir, en grand secret.

Son comportement dans ce premier acte de la crise prouvait la lenteur de ses réactions, et leur inhibition pour des raisons uniquement personnelles. Il ne pensait qu'à son avenir quand les armes claquaient, et que le monde changeait de visage.

On en eut la démonstration quand se déroula le second

épisode. La mort de Philippe Henriot avait rapproché les ministres les plus mécontents de la politique de Laval, accusé, par sa mollesse, de mettre en danger la vie de ses meilleurs partisans, — à commencer par les membres de son gouvernement ! — D'autres hommes, parmi lesquels Dominique Sordet, partageaient ce point de vue. Ils décidèrent de s'unir pour renverser Laval. Il va sans dire que, dans cette opération difficile, tous comptaient sur Déat. Sa carrure et son expérience politique étaient indispensables au succès. Lui-même était enchanté de cette manœuvre, qui allait le conduire enfin au pouvoir.

Il réussit à convaincre Jean Bichelonne, Abel Bonnard et de Brinon de se joindre à lui, pour une intrigue de grand style, déclenchée auprès du Maréchal contre Laval, les Allemands étant avertis pour être neutralisés. C'est lui-même qui avait imaginé de chercher un appui auprès du Chef de l'Etat. Il est à peine besoin d'indiquer qu'il ne le donna pas. Laval répondit à cette offensive par la convocation inopinée d'un Conseil des Ministres le 12 juillet à Vichy.

Déat refusa de s'y rendre. C'était pourtant l'occasion de défendre sa politique et de renverser le chef du gouvernement. Tout fut tenté pour le décider. Il ne céda pas, moitié parce que cela le dérangeait dans ses habitudes, moitié parce qu'il redoutait une controverse avec Laval. Il laissa partir les ministres qu'il avait entraînés. Ils reçurent un accueil plutôt frais de la part de celui qu'ils voulaient éliminer. Et ils ne furent pas brillants dans leur défense. Le Conseil se termina par un triomphe de

Laval, qui eut l'unanimité pour lui. Un grand désarroi s'ensuivit dans le dernier carré de la collaboration. Personne n'avait plus fait pour le créer que Déat par sa carence, inexplicable pour quiconque ne savait pas qu'il était timoré et craintif devant les hommes.

Il va sans dire que ce grave incident aggrave singulièrement ses relations avec Pierre Laval. Tous les contacts entre eux sont rompus. Déat se borne à des relations avec le Secrétariat Général du Gouvernement. A Vichy, son délégué général pour la zone Sud, au titre de ses deux départements ministériels, Paul Rives, ancien député socialiste de l'Allier, s'efforce en vain d'éviter une cassure complète. Il a réussi à maintenir ses liaisons avec Laval et avec le cabinet du Maréchal. Mais les positions de Déat sont maintenant trop catégoriques, et ses décisions trop définitives pour que le conflit violent puisse être évité.

Les événements extérieurs se chargent de le précipiter. Le 20 juillet 1944, Hitler échappe par miracle à un attentat minutieusement préparé. Il est prodigieux que Déat n'ait pas compris que la bombe du colonel allemand en disait plus long sur la certitude de la défaite du Reich, que toutes les démonstrations. Aux réflexions qui lui furent faites dans ce sens, il n'opposa qu'un dédain entêté. Il donna de l'attentat une exégèse inouïe. Il concluait qu'il renforçait la cohésion allemande en contraignant le régime aux ultimes durcissements ! Il était évident que Déat avait perdu tout bon sens, et qu'une sorte de folie s'était emparée de lui. Il était clair aussi qu'en adoptant

cette attitude, il posait sa candidature à la direction du gouvernement, au moment le plus aigu de la crise.



Mais la poser en de telles circonstances, contre le gré du Maréchal et du chef du gouvernement, était-ce autre chose qu'attendre une réponse favorable de l'Allemagne, et de l'Allemagne seule ? C'est alors que se produisit une autre rupture. Celle qui coupa Déat de son entourage, et qui l'aurait coupé de son propre Parti, si les événements avaient permis qu'il soit consulté. Elle aurait été plus catégorique encore si les nouveaux desseins de Déat avaient été mieux connus. Or, ils n'étaient malgré tout que progressivement devinés, car il était plus avare de confidences à leur sujet qu'à l'ordinaire. Comme ses contacts politiques ne pouvaient être suivis d'aussi près, il était difficile de démêler les combinaisons dont il essayait d'assurer le succès.

Les séquelles directes de l'attentat du 20 juillet vinrent à la fois les brouiller et les précipiter. Le 31, la percée d'Avranches était réussie. De bons observateurs ont assuré que deux divisions allemandes avaient lâché parce que leurs chefs étaient acquis aux conjurés du 20. L'histoire confirmera ou infirmera ce renseignement, qui est plausible. La ruée des blindés alliés commença. Il était clair que le dénouement était proche.

Comme à l'ordinaire, Déat refusa d'abord l'événement, puisqu'il ne cadrerait pas avec ses prévisions. Il rabrouait avec mépris sa femme, qui lui annonçait l'éva-

cuation imminente de Paris, lui parlait du repli de plusieurs échelons administratifs des troupes d'occupation, et lui disait de penser à leur départ pour les Vosges. Brusquement, vers le 7 août, il donna des signes de panique. Dans le grand drame qui se jouait, le sien allait s'insérer, avec les plus sombres couleurs. L'incroyable optimisme de ses récents articles militaires était déjà un signe de panique intellectuelle. Il y en eut d'autres.

Vers la même date, il dit de préparer son départ pour Nancy. Il s'enquit des moyens de transport. Il fit un inventaire des camions du Ministère et de l'essence disponible. Il ne pensa plus à rien d'autre. Il interrogeait dix fois par jour ceux qui s'en occupaient. Il prenait des colères folles quand il apprenait qu'un véhicule était indisponible, même temporairement. Et il délaissait tout travail qui ne se rapportait pas directement à cet objet. Réunissant la Commission permanente de son parti, le 9, il y fit une pénible impression. Sans énergie, et sans flamme, il annonça qu'il avait décidé de partir. Aucune voix ne fit écho à la sienne. Personne ne reconnaissait dans celui, que ne préoccupait plus que son salut personnel, — et des calculs politiques sans grandeur, — le chef d'un groupe d'hommes, qu'il avait conduits là où ils se trouvaient.

A la vérité, avant cette réunion, Albertini et ses camarades du Ministère et du Parti, avaient déjà décidé qu'ils ne quitteraient pas la France. Le lendemain, Déat demande au directeur général de son cabinet de partir avec lui, et de dresser la liste de ceux qui l'accompagneront. Comme Albertini lui donnait les raisons, poli-

tiques et personnelles de son refus, et de celui de ses camarades, un dramatique dialogue s'engagea :

— « Vous serez fusillés », lui jeta Déat, un rictus aux lèvres.

— « Mais du moins nous ne serons pas déshonorés », s'entendit-il répondre.

Ils en restèrent là. Mais une telle conversation en dit long sur l'atmosphère qui régnait au Ministère du Travail. Blême et agité, celui qui avait été un magnifique héros de 1914 à 1918, n'était plus qu'un homme apeuré, en proie à une panique de tout son être physique et moral. Celui qui, en 1941, à Tours, éteignait de sa main la mèche d'une bombe jetée contre lui tandis qu'il parlait, et qui ne s'arrêtait même pas au milieu de la phrase commencée ; celui qui, en 1943, accueillait avec le sourire à Arbourse une rafale de fusil-mitrailleur qui aurait dû le déchiquer ; celui-là, en août 1944, céda à la peur la plus banale, et la plus tragique en même temps. Il démontrait ainsi que le courage civique est peut-être plus difficile que le courage militaire, et qu'on n'est pas toute sa vie un héros.

Pourtant Déat s'acharnait à la poursuite chimérique du pouvoir. Ses contacts se multipliaient avec de Brinon, qui partageait les mêmes espoirs, et aussi avec quelques autres. L'arrivée de Laval à Paris, le 9 août, vint bouleverser ses projets, tout en le contraignant à prendre im-

médiatement position sur ce que le Chef du Gouvernement entreprenait.



Personne n'ignore plus aujourd'hui ce que furent les projets du Maréchal et de Laval, concertés ou non avec certains services alliés. L'avenir apportera une réponse au sujet des prises de contact, mais on sait déjà tout ce qu'il faut savoir, quant aux faits. On n'en dira ici que ce qui est nécessaire pour expliquer la politique de Marcel Déat.

Le Maréchal entendait rester à Vichy. Il l'avait déclaré au nonce, et au ministre de Suisse. Son but était, la légitimité de son pouvoir étant reconnue, de le transmettre au général de Gaulle. Laval était décidé à accueillir les Alliés à Paris, et à ne jamais accepter de quitter la France. Il en informa également le ministre de Suisse. Quand il vint à Paris, son objectif était double. Il voulait rester dans la capitale pour régler lui-même tous les problèmes administratifs et politiques posés par l'avance alliée, et le départ des Allemands. Il entendait en outre, pour assurer la passation régulière des pouvoirs, convoquer l'Assemblée Nationale.

Dès son arrivée à Paris, Laval commença de mettre ses projets à exécution. Aux conseillers municipaux de Paris et aux conseillers généraux de la Seine, il dit sa volonté de demeurer dans la capitale. *La France Socialiste*, qui passait pour être son journal, reproduisit sur huit colonnes ses déclarations. Le 12, il monta en voiture pour aller chercher M. Edouard Herriot, détenu

dans un hôpital de Meurthe-et-Moselle. Il le ramena à Paris, après avoir obtenu des Allemands, pour le Président de la Chambre, une libération sans aucune condition. Il avait également obtenu d'Abetz, pour lui-même, la garantie qu'il pourrait rester à Paris. Ce ne fut pas sans mal. Mais il l'obtint, ce qui prouve que les Allemands n'avaient pas encore décidé d'arrêter les ministres.

Cette initiative de Laval déchaîna Déat, qui décomposait ainsi les divers temps de la manœuvre. Peu importe qu'il ait eu raison ou tort. Il croyait qu'il voyait juste, et cette conviction dicta sa conduite.

Premier temps : Laval persuade M. Herriot de convoquer l'Assemblée Nationale, si possible avec l'accord du président du Sénat, M. Jeanneney. Deuxième temps : l'Assemblée Nationale confirme la légitimité du gouvernement du Maréchal, mais revient au régime parlementaire. Troisième temps : un nouveau cabinet est formé, peut-être par M. Herriot. La première condition de sa formation est l'élimination totale des éléments avancés de la collaboration, notamment de Déat, tandis que des modérés, comme Cathala, auraient pu rester.

Que cette procédure ait été ou non envisagée importe peu. Que M. Edouard Herriot ait été résolu ou non à l'accepter, n'importe pas plus. Ce n'est pas l'histoire de cette tentative qu'on fait ici, mais bien de cette tentative telle que Déat et quelques autres l'imaginaient. Or, ils la voyaient ainsi. En conséquence, ils agirent, car il n'est pas besoin d'être docteur en politique, pour comprendre que la réussite d'un pareil plan brisait tous leurs calculs.

Ce qui déconcertait Déat, c'est que l'Ambassade d'Al-

Allemagne consentît à ce jeu. Comment l'expliquer ? Par une dernière marque de confiance d'Abetz en Laval ? Par la volonté de créer des difficultés intérieures nées des heurts du gouvernement de Paris, et de celui qui arrivait d'Alger ? Par la certitude que M. Herriot n'accepterait pas de faire ce que Laval lui demandait ? Déat se posait toutes ces questions. Et il représentait chaque jour à Abetz que le machiavélique « Bougnat » (Bougnaparte, comme disait méchamment son ministre), était en train de le « rouler » proprement. Abetz, qui n'en croyait rien, finit par se le demander.

Pour achever de le convaincre, et faire échouer la manœuvre parisienne de Laval, Déat démasqua ses batteries. Il dit à Abetz que l'absence du Maréchal prouvait son désaccord persistant avec Laval. De là à suggérer que le Chef de l'Etat serait moins intraitable que son Président du Conseil, pour un déplacement de la capitale vers l'Est, il n'y avait qu'un pas. Il le franchit. Peut-être, avec sa capacité illimitée d'auto-suggestion, s'en était-il persuadé. Il ajouta qu'un gouvernement se referait immédiatement autour du Maréchal, dans la ville de l'Est qu'on choisirait pour être un nouveau Bordeaux. Il va sans dire que ce gouvernement serait présidé par Marcel Déat. Il prit malgré tout le soin de le préciser.

On ne peut surestimer l'importance de ces suggestions. Elles donnaient aux Allemands la garantie qu'un autre gouvernement français aurait maintenu la fiction d'une collaboration devenue pourtant sans objet, puisque la France ne serait plus occupée. Elles avaient d'autant plus de prix qu'elles laissaient planer un doute sur la

décision finale du Maréchal, dont Déat et de Brinon prétendaient, sans le moindre motif plausible, interpréter la pensée. Dans les déterminations que les autorités allemandes prirent en définitive à l'égard du Maréchal et de Laval, ces suggestions ont certainement pesé d'un poids très lourd. Elles parvenaient à Berlin par un double canal : par celui d'Abetz et par celui des S. S., avec lesquels de Brinon avait des contacts politiques. On aurait réagi autrement, en Allemagne, si l'on n'avait pas cru faussement à la possibilité d'avoir encore un gouvernement français, après l'évacuation de Paris, puis de la France. Du drame vécu, après août 1944, par le Maréchal et son entourage, par Laval et ses ministres, Déat et de Brinon, Darnand et Doriot qu'ils avaient rallié à leur point de vue, portent une lourde part de responsabilités.

Tandis que Berlin se demandait quelle décision prendre vis-à-vis des dirigeants français, les événements se précipitaient. Dans la soirée du 16, l'officier de S. S. Nosek, accompagné de quelques hommes, se présentait à la Préfecture de la Seine, pour arrêter le président Herriot. Il fallut l'intervention véhémement de Pierre Laval pour qu'on le laisse en liberté. Mais il était évident qu'un pareil geste, accompli à l'instigation de Brinon, achevait de rendre impossible la manœuvre conçue par Laval. Agissant de son côté, Déat eut, le 16, vers 18 heures, un long entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne. Il y apprit que les Allemands acceptaient qu'on fasse un ministère à Nancy, où le Maréchal allait venir. Il était tacitement entendu que Déat le constituerait, en y appe-

lant des hommes comme de Brinon, Doriot, Darnand, etc. Déat atteignait ainsi le but qu'il s'était fixé depuis quelques semaines. Il n'avait plus rien de commun avec les positions politiques défendues précédemment. Il perdait en effet tout caractère national. Déat passa purement et simplement sur le plan de ce qu'on peut appeler, faute de mieux, le patriotisme idéologique, dans la mesure où ces deux mots ne hurlent pas d'être accouplés.

Mais il était dit que tout serait sans grandeur dans cette fin. Le 16, vers 19 h. 30, Déat rentrant de la rue de Lille, fait irruption au Ministère du Travail. Il est hagard et nerveux. Son visage est blanc et marbré de taches. Il erie qu'il vient d'apprendre à l'Ambassade que les Américains ont dépassé Dreux, qu'ils marchent sur Versailles, et qu'il veut partir.

— « Tout de suite ? » lui demande, glacial, Roger Bertrand.

— « Tout de suite », répond-il.

Mais devant l'ahurissement indigné de quelques membres de son cabinet, il accepte de ne partir qu'à 5 heures du matin, un second convoi devant le suivre douze heures plus tard. Il ajoute que Brinon est en route depuis la veille, et Darnand depuis le matin. Et, sans un mot d'adieu, il quitte ses collaborateurs, passe dans son cabinet, y reste dix minutes pour recevoir quelques conseillers municipaux, et monte à son appartement.

Au cours de son procès, Georges Albertini a conté, avec émotion, cet épisode. Déat se prépara fébrilement, donnant à ceux qui voulurent le saluer avant son départ, le spectacle de sa peur, et de son indifférence. Pour qu'il

n'emportât pas toutes les voitures et toute l'essence, il fallut que deux de ses intimes le surveillassent ! Il partit à 5 heures du matin, au petit jour des exécutions capitales, le chapeau rabattu sur les yeux, un foulard bleu autour du cou, sa femme auprès de lui, qui ne le quittait pas, ainsi que Briand son fidèle « majordome ». Au moment de partir, en abandonnant volontairement son parti et son pays, il essayait de faire figure. Mais il y avait quelque chose de brisé dans sa voix et dans son rire. Si tout n'était pas mort en lui, il n'était pas possible qu'il partît sans remords.

Dans le ministère qu'il avait déserté, son cabinet demeura quarante-huit heures encore. Albertini fut chargé par Laval d'expédier les affaires courantes. Le Chef du gouvernement, auquel il conta la fuite de son ministre, lui dit, sarcastique et peiné :

— « Déat peut être content, il vient de tout faire crouler. »

Dans la cour de Matignon, la voiture de l'Ambassade d'Allemagne emmenait vers sa prison le président Herriot...

La direction du R.N.P. fut informée de tout ce qui s'était passé. Elle approuva à l'unanimité l'attitude de ceux qui restaient. Dans les yeux d'un vieux militant socialiste comme Ludovic Zoretti se lisait l'affreuse détresse d'une immense déception, et d'un grand mépris.



Cependant, Déat roulait vers la dernière étape de sa

vie publique. Une trentaine de jeunes miliciens armés accompagnaient sa voiture. Ils parlaient en ignorant tout ce qui s'était passé, conservant à leur chef tout leur dévouement juvénile.

Un voyage difficile sur des routes encombrées le conduisit à Nancy, lieu de rassemblement des collaborationnistes parisiens. Il se rendit immédiatement auprès du préfet régional, M. André-Jean Faure.

— « Je suis le nouveau chef du gouvernement », dit-il à ce haut-fonctionnaire stupéfait. « J'attends le Chef de l'Etat. Nous allons former le cabinet. Voulez-vous me céder la Préfecture ? »

Le Préfet répondit courtoisement qu'il ne connaissait que Laval comme chef du gouvernement, et qu'il attendait des instructions. Cette ferme réplique fit battre en retraite le futur Président du Conseil ! Pendant ce temps, les Allemands arrêtaient le Maréchal à Vichy, Laval et ses ministres à Paris, et les dirigeaient sur Belfort, puis de là sur l'Allemagne. Quand on rapproche ces arrestations de la garantie donnée par Abetz à Laval, on peut apprécier exactement les répercussions de la manœuvre de Déat entre le 9 et le 16 août.

Le couple Déat quitta bientôt Nancy. Il se rendit au Château de Maxéville. Il y fut rejoint, vers le 27 août, par le D^r Grosse, qui avait quitté l'un des derniers l'Ambassade de la rue de Lille. Il apportait avec lui, et il donna à Déat, la chemise que celui-ci portait le 27 septembre 1941, quand il fut grièvement blessé. Elle avait été remise à Paris au diplomate allemand par des col-

laborateurs de Déat, qui soulignaient, par ce message anonyme, la précipitation de son départ...

Hélène Déat commença à Maxéville la période dictatoriale de sa vie. Elle régenta tout le petit monde des réfugiés du R.N.P. d'ailleurs très limité en nombre. En même temps, très démocratiquement, et avec un rien d'ostentation, elle faisait sa lessive et celle de « son époux », devant les intimes. Elle accueillit fraîchement les militants qui ralliaient Nancy. Elle disait à tous qu'on se serait bien passé d'eux, que la vie était assez difficile comme ça, et qu'ils devraient bien aller se faire pendre ailleurs. « Débrouillez-vous », leur disait-elle. C'était le leit-motiv de ses conversations avec les adhérents, qui n'étaient là que pour avoir eu confiance dans son mari. Ses propos n'étaient pas uniformément bien accueillis. A l'accoutumée, Déat haussait les épaules, et essayait de réparer gentiment les gaffes d'Hélène.

Néanmoins il leur représenta à son tour qu'ils devaient s'éloigner, et gagner l'Allemagne. Toute une équipe de militants franchit donc le Rhin. Ils travaillèrent durement, jusqu'à la fin de la guerre, comme tous les ouvriers européens amenés là par les Allemands. Sur eux, la protection de Déat ne s'était pas appesantie.

Dès le 29 août, les choses pour lui prirent une autre tournure. On le mit en mesure de réaliser un des rêves de sa vie ! Celui de rencontrer Hitler. A cette date, le D' Grosse lui transmit une invitation du Führer, qui le convoquait à son Quartier Général, avec Brinon, Darnand et Doriot. Le but de la visite était la formation de la Commission gouvernementale. Ils y allèrent en avion.

Ce fut pour Déat une immense et double déception. Il s'aperçut que ni lui, ni aucun des visiteurs, n'était vraiment connu de leur hôte. Il eut l'impression que le Chef de l'Allemagne, uniquement pris par les problèmes militaires, voyait très mal tout ce qui se rapportait à la France. De cette rencontre dont il avait tant attendu, rien ne sortit, et notamment rien pour lui. Pour l'homme qui supportait le poids d'une titanesque bataille, que pesaient ces émigrés, et quelle place pouvaient-ils bien tenir dans son univers ?

La Commission gouvernementale française ne s'en constitua pas moins. Elle se composait de Brinon comme président, de Déat comme ministre du Travail et de la Solidarité Nationale, de Darnand, comme secrétaire général au Maintien de l'Ordre (?), et de Luchaire comme délégué à l'Information. Seul Déat, ministre en France, avait rang de ministre. Doriot fut éloigné, et de ce moment, une lutte ouverte le mit aux prises avec la Commission. Ni le Maréchal, ni Laval n'avaient le moindre rapport avec elle. Elle siégeait à Sigmaringen. C'était une idée d'Abetz, qui voulait la mettre dans une ambiance riche d'histoire. Ce n'était pas une histoire très française.

Tout le monde logeait au château. Déat y côtoyait le Maréchal et Laval. Cela ne simplifiait pas les relations personnelles. Hélène Déat s'y rendait insupportable. Elle était entourée d'une petite cour, où quelques nobles, très fins de race, lui donnaient un petit aperçu d'autres émigrations. En revanche, d'autres militants, d'origine

plus plébéienne, ne l'appelaient que « Madame Mère ». Tout cela n'était pas méchant, Mais ce n'était pas grand.



Pendant ce temps, vaille que vaille, Déat essayait de s'occuper. Comme personne ne l'avait accompagné, il manquait d'hommes pour le seconder. Seul Paul Rives lui était utile. Il en était réduit à donner des fonctions à des gosses de vingt ans, sans la moindre expérience. C'est seulement vers le mois de novembre qu'il parvint à étoffer un peu les maigres services qu'il dirigeait encore, et à mettre fin à l'anarchie qui y régnait. Beaucoup de nouveaux étaient d'anciens miliciens. Les Allemands avaient supprimé la Milice et versé ses membres à la Waffen-SS.

Son autorité s'étendait à tous les travailleurs français en Allemagne. Il les représentait auprès des Allemands. Mais comme c'était déjà le rôle de Bruneton et de son Commissariat, Déat ne pouvait rien faire d'utile. Il avait des délégués dans les diverses régions allemandes. Il en avait notamment à Berlin. Il leur était bien difficile d'obtenir quoi que ce soit dans cette immense place assiégée qu'était alors l'Allemagne. Comme ministre du Travail de la Commission française, on peut écrire que son bilan ne présente à peu près aucun actif. Il ne pouvait en être autrement.

S'il ne faisait rien comme ministre, il s'essayait au journalisme. Il écrivait dans « *La France* ». C'était un hebdomadaire, qui devint quotidien, avant de n'être plus

qu'hebdomadaire. Le dernier article qu'il y donna, vers le 15 avril 1945, se rapportait évidemment à la situation militaire. Il se terminait par cette phrase presque textuelle : « Même si c'est désespéré, nous nous refusons à désespérer. Nous espérons quand même. » Dans cet article, il décrivait également ce que serait l'antagonisme entre les vainqueurs. Il pouvait là spéculer à coup sûr.

Pour surprenant que ce soit, il était encore, en Allemagne, chef de parti ! Deux à trois cents membres du R.N.P. seulement s'y trouvaient avec lui. L'absence de tous les dirigeants du parti mettait Déat à la merci de toutes les intrigues. Hélène accueillait tout le monde par la phrase rituelle : « Ceux qui sont restés à Paris sont des traîtres. » Déat d'ailleurs n'en disait pas tant. Il laissait parler. Et il essayait de calmer sa femme.

Après avoir ouvert une permanence du R.N.P. à Sigmaringen, où il organisait des réunions de section, — comme à Reims vingt ans plus tôt ! — Déat s'en fut à Berlin en janvier 1945 présider un Congrès du Parti. Deux ou trois cents personnes y vinrent. Il raconta dans son discours qu'un maquis formé de gens du R.N.P. causait des inquiétudes au gouvernement français ! Il ne se rendait pas compte qu'en parlant ainsi, il risquait d'attirer les foudres judiciaires sur les militants du Parti restés en France. Mais il ne s'occupait pas de ces contingences. Il exprima d'ailleurs sa sympathie à ceux qui étaient restés à Paris...

Il donna en même temps une conférence sur les rapports de la Révolution française et de la révolution hitlé-

rienne, reproduisant celle faite à Paris un an plus tôt. Elle fut peu suivie. Sa femme l'avait accompagné. Ils descendirent à l'Hôtel Adlon. Ils y côtoyaient le général Vlassof, qui allait choisir la potence ! et John Amery, le propre fils de l'honorable Amery, ex-secrétaire pour les Indes du Gouvernement de Sa Majesté, qu'il avait rencontré à deux reprises à Paris et qui était promis au même sort. La vie à Berlin, à ce moment, était totalement désaxée. A une conférence de presse de la Wilhelmstrasse, le diplomate de service, au lieu d'informer les journalistes, demandait à un grand champion de natation, de raconter ses championnats et ses prouesses !

Bientôt, les Allemands, très mécontents de la Commission gouvernementale de Sigmaringen, résolurent de la faire disparaître. Ils appuyèrent Doriot qui forma un Comité Français de Libération. Un certain nombre de personnalités rejoignirent le Chef du P.P.F.; Déat qui craignait le succès de cette tentative, à laquelle il avait d'abord refusé de participer, résolut de ne plus se tenir à l'écart. Les Allemands d'ailleurs ne l'auraient pas toléré.

Il proposa une rencontre à Doriot, qui résidait à Meinau dans une île du Lac de Constance. Ils devaient se retrouver dans un village entre Sigmaringen et le lac. Le but de Déat était de demander à Doriot de l'accepter dans le Comité. Nul ne saura jamais comment l'entrevue se serait déroulée car, à vingt kilomètres environ de Sigmaringen, Déat, qui attendait Doriot, sut qu'il venait d'être tué par un avion, qui avait mitraillé sa voiture, alors qu'il arrivait au rendez-vous. Cette mort mettait fin

à une concurrence qui avait duré jusqu'au bout. En effet, quand Déat avait appris la formation du Comité Doriot, il avait immédiatement organisé un Comité rival avec Darnand, Bucard et quelques autres personnages plus falots. Ces hommes, qui avaient voulu jouer un rôle dans la politique de leur pays, finissaient tristement, dans des intrigues sans grandeur. Quand Déat pensait à ses ambitions de l'année précédente, il ne pouvait conclure à rien d'autre qu'à un affreux échec. Et d'autres questions ne pouvaient pas ne pas affleurer à sa conscience.

Les Russes et les Alliés de l'Ouest, pendant ce temps, enfonçaient leurs armées au cœur de l'Allemagne. Il fallut penser à nouveau à fuir ceux qu'on fuyait depuis Paris. A ce moment, le plus désespéré pour le Reich, Déat croit à un compromis entre lui et l'un des groupes alliés. Mais cette fois il mise sur le compromis à l'Ouest, et il le souhaite. Il est vrai que d'autres témoins affirment qu'il était toujours partisan d'un accord germano-russe.

Peu avant de partir, il avait reçu des membres de son Parti, qui avaient quitté Berlin pour échapper aux Russes. Ils eurent du mal à être introduits à Sigmaringen. Quand il les vit, il leur reprocha d'être partis de Berlin, leur disant que la situation n'était pas désespérée ! Un peu plus tard, il décida d'abandonner tous ceux qui l'avaient accompagné. Une automobile emmena Marcel Déat, ministre fantôme d'un gouvernement fantoche, vers le Tyrol. Sa femme l'accompagnait. Le départ eut lieu en cachette.

Cela se passait autour du 15 avril 1945. Depuis ce moment, nul de ceux qu'il quittait, ne sut plus rien de lui. Avant qu'il ne partît, l'un d'eux lui avait demandé

de rassembler le dernier carré de ses fidèles, et de mourir à leur tête en combattant. Déat ne parut pas enchanté de cette proposition. Il la nota probablement, mais quelques jours plus tard il prenait la route des Alpes, pour un voyage sans retour, qui ne le dirigeait pourtant pas vers le champ de bataille. Pendant ce temps, Paul Rives partait à pied. « Chacun pour soi », lui avait-il dit. Et il laissait derrière lui, à nouveau, les militants qui l'avaient accompagné jusque là...

CHAPITRE IX

MARCEL DEAT, LA LEGENDE ET LA REALITE

La voiture qui emmenait Déat et sa femme contourna la Suisse, dont on leur refusa l'entrée. Elle parvint dans le Tyrol italien. En mai 1945, il se fixa près des trois frontières : italienne, suisse et autrichienne.

Là, on perd sa trace. L'imagination de chacun aidant, les nouvelles les plus fantaisistes ont circulé. Les uns ont dit qu'il était à Moscou. Mais de quelle utilité pourrait-il être pour les Russes ? Les autres l'ont prétendu protégé par les Américains. Mais en vertu de quels services, et dans quel but ? Une troisième école veut qu'il soit dans un pays neutre. On l'a signalé à la Cité du Vatican, où des visiteurs assurent l'avoir vu ; à Ankara et à Madrid ! Comme le Proche-Orient est riche d'émigrés allemands, on n'a pas hésité à dire que Déat était à Chypre (avec les Juifs ?), ou en Palestine avec le Grand Muphti, ou en Egypte avec Abd-el-Krim. Ce sont des romans.

Plus sérieuse sembla à première vue la thèse qui le dit réfugié encore en Allemagne ou en Italie. Mais en Allemagne, avec sa silhouette connue et sa femme qui ne

sait pas l'allemand, on l'aurait déjà arrêté. Et en Italie, où il s'est soi-disant promené jusqu'à ces derniers mois, on a publié comme émanant de Déat, des interviews, qui ne peuvent être de lui. Ce ne sont ni ses propos, ni ses réactions. Et l'on ne peut croire qu'il soit dans un couvent.

S'il était encore vivant, Déat serait arrêté. S'il n'a pas été arrêté, c'est qu'il est mort, et sa femme avec lui. Cette hypothèse seulement explique le mystère inexplicable de sa disparition. Elle s'appuie sur des commencements de preuve très vraisemblables. Ceux qui l'ont vu les derniers ont décrit son dénuement. Plus d'argent italien, pas de moyens d'en avoir, plus de bagages, la machine à écrire elle-même perdue. Sa blessure abdominale s'était rouverte. Et son moral avait baissé.

On l'aperçoit dans un chalet à près de 3.000 mètres, avec sa femme et quelques amis. La police arrive, cueille les amis et les emmène. Certains reviendront en France, où ils seront jugés. Ils vivent encore. Ils sont au bain pour la plupart. Déat a entendu les rafales tirées par les armes automatiques des policiers. Il abandonne tout, même ses fameux carnets. Avec sa femme, il prend l'unique sentier vers le glacier qu'il faut traverser pour se sauver. Le chemin est terriblement périlleux. Il n'a que de pauvres chaussures basses, usagées. Ils partent, l'un avec l'autre, l'un derrière l'autre, comme ils vont depuis vingt ans...

Ils ne sont jamais arrivés. Ont-ils glissé ? Ont-ils péri au fond du glacier, qui gardera jalousement leurs corps longtemps encore ? Sont-ils morts accidentellement ? Ou

se sont-ils suicidés ensemble ? Hélène, qui aurait préféré le tuer plutôt que de le voir aux mains de ses ennemis, qui l'humilieraient avant de le faire mourir, a-t-elle eu le sublime courage de tenir parole ? Ou bien, tout simplement, ceux qui le poursuivaient l'ont-ils abattu ? Nul ne le sait, et nul ne peut dire si ces ténèbres seront éclaircies un jour.



Cette disparition mystérieuse a épaissi l'ombre dont sa figure demeure entourée. Avec le temps qui passe, son personnage s'est stylisé. Pour les partisans comme pour les adversaires, quelques traits subsistent seuls, qui composent deux silhouettes radicalement opposées.

Ses partisans voient en lui un chef énergique, dont les harangues véhémentes et les analyses approfondies ont conquis leurs cœurs et leurs cerveaux. Ils savent qu'il était honnête, simple, et courageux. Ils concèdent qu'il s'est trompé sur l'issue de la guerre, mais ni sur la nécessité de la Révolution nationale et socialiste, ni sur celle de la réconciliation franco-allemande, et pas davantage sur l'urgence d'une unification de l'Europe. Ils admirent autant son anticapitalisme que son antibolchevisme, autant son opposition à la réaction qu'à la démocratie traditionnelle. Il leur apparaît comme un doctrinaire inégalé, et comme un journaliste d'un talent exceptionnel. Ils sont certains que son envergure explique l'ostracisme dont il a été victime jusqu'en 1944. Et s'il n'a pu faire beaucoup, comme ministre, c'est qu'il est venu trop tard.

Comme homme, et comme chef, il est pour eux sur

un piédestal. Intelligence, culture, courage et volonté, ils pensent sincèrement que Déat possédait tout cela au plus haut point. Homme d'Etat et révolutionnaire constructif, il unit en lui les qualités les plus rares. C'est le type même de l'homme complet, et qu'on suit.

Ses adversaires qualifient cette image de Déat d'image d'Épinal. Ils ne contestent pas son intelligence, mais l'usage qu'il en a fait. Ils ajoutent que cette intelligence était fausse, et sans prise sur le réel. Tout dans sa vie publique le menait vers la Haute-Cour. Renégat du socialisme, renégat du patriotisme, renégat du pacifisme, renégat de la France, tout s'enchaîne inéluctablement. De 1940 à 1944, il a accepté de servir l'Allemagne par bas arrivisme, et sans doute contre de l'argent. Il a délibérément sacrifié les intérêts de la France pour ne penser qu'aux siens. Et sa trahison est d'autant moins excusable qu'elle a été délibérée. En ne ménageant rien ni personne de ce qui touchait la France en guerre, il a bien mérité la peine de mort prononcée par ses juges en 1945. Ce qu'on peut espérer, c'est qu'il sera pris, et fusillé immédiatement. C'est même beaucoup d'honneur que le peloton.

Est-il besoin de dire que ces deux images sont également fausses ? Au terme de ce livre, on ne comprendrait pas une autre conclusion qu'un portrait de Déat tel qu'il fut.



Déat était un homme simple, issu du peuple, qui avait gardé des manières et même un langage populaires.

Il n'avait aucun besoin. Il n'aimait pas les femmes. Sa continence était celle d'un moine, au moins dans les dernières années. Il recevait seulement avec plaisir deux ou trois amies, toujours les mêmes, qui venaient passer, avec sa femme et lui, des dimanches familiaux. Elles l'adoraient. Mais s'en souciait-il ? Il était d'une frugalité exemplaire. Il ne buvait, ni ne fumait. Il ne quittait jamais son appartement de la rue Louis-Murat, sauf pour des déjeuners et quelques dîners, très rares. Il avait une voiture modeste, une petite maison de campagne à Arbourse, dans la Nièvre, où il séjournait deux ou trois fois par an. Il n'allait jamais au spectacle. Il a toujours ignoré la vie mondaine, et la « noce » encore plus. Il avait de l'argent le mépris le plus absolu. Sa probité était scrupuleuse.

On le croyait bon. Il ne l'était pas. Ce qu'on appelait bonté était un complexe de faiblesse et de timidité, où n'entrait ni élan, ni générosité. On le disait accueillant, et certes il n'avait ni dédain, ni hauteur quand il écoutait les plus humbles. Mais cette modestie bonhomme cachait un immense orgueil fait de considération prodigieuse de soi et de mépris paisible des autres.

On le croyait énergique, décidé, volontaire, parce qu'il était un bretteur du journal et de la tribune, poussant d'audacieuses bottes contre l'adversaire. On l'imaginait apte à façonner les foules et aimant à le faire, parce qu'il semblait communier avec elles du haut d'une estrade. Cela aussi était faux. Dès qu'il n'était plus séparé et protégé des hommes par le silence de son cabinet, ou par tout le subterfuge de poutres et de planches des

meetings, il perdait son apparente énergie. Ce menton qui se carrait à la tribune s'amollissait curieusement dans le privé.

Il ne manquait pourtant pas de sang-froid et de courage. De 1940 à 1944, il a côtoyé la mort avec sérénité, comme s'il n'avait pas senti rôder autour de lui l'assassin anonyme. Son mépris du danger égalait sa croyance en son destin. C'est pendant la guerre que ses qualités apparurent le mieux. L'armée est un ordre. Les contacts humains y sont réglés selon une mécanique séculaire. Dans la familiarité humaine du combat, l'intelligence et le courage physique classent les hommes. Les souvenirs de l'épopée des tranchées grandissaient son image. La chance miraculeuse avec laquelle il échappa à la mort, de 1914 à 1918, et durant l'occupation, créait autour de lui un halo de légende. La propagande éveillait sans peine, pour lui, cet enthousiasme mystique sans lequel les foules modernes, aussi primitives que les hommes des clans et des tribus, ne sauraient reconnaître un guide, et le suivre dans l'accomplissement d'une grande œuvre.

Pourtant, lui qui se voulait un chef, il avait peur des hommes. Timide et casanier, les contacts humains le gênaient. Il préférait rester au milieu de ses livres, devant les collections souvent feuilletées, et parmi ses dossiers, à la vérité fort en désordre. Au surplus, il y avait en lui un tel optimisme irraisonné, une telle crainte de voir les faits bousculer ses espérances ou ses constructions idéologiques, que ces traits suffiraient à rendre compte de son refus systématique d'affronter les hommes.

On approche ainsi de l'essentiel. On ne comprend pas

Déat si l'on oublie qu'il fut une victime de l'éducation française. Cette Université, dont il aurait pu être l'une des gloires, c'est elle qui le perdit. Elle lui enseigna le maniement des idées et non celui des hommes. Les humanités l'écartèrent d'autant plus de la réalité humaine, qu'elles lui apprirent à trouver plus de joie au jeu séduisant et frelaté de l'intelligence spéculative. De l'École aussi lui vint cette propension à n'agir sur les autres que par les détours du raisonnement et de la démonstration. En choyant et couvrant de lauriers l'élève triomphal, l'Université le sépara du peuple et de la vie.

— « Monsieur Déat, je ne sais si vous êtes humain. Il faut être humain », lui dit, un jour de mai 1944, le Maréchal Pétain. Ce profond connaisseur d'âmes avait, d'un coup d'œil, senti la faille de cet être. Il n'était pas humain.

Mais ce n'est pas tout. Ce professeur mangé par sa robe, approchait de la cinquantaine quand vint la guerre. Il se trouvait à l'âge où, n'ayant jamais réussi totalement, il devait jouer son va-tout. Son orgueil était tel, qu'il se croyait destiné aux plus hauts emplois. Le malheur est qu'il n'avait aucune des qualités qui font l'homme d'Etat des temps nouveaux. Dans une république radicale seulement, où l'action était de type universitaire, où il s'agissait de confrontations d'idées et de joutes oratoires, il aurait eu quelques chances, plus réduites assurément qu'il ne le croyait. Au fond, le drame véritable de Marcel Déat est d'avoir rêvé d'un destin incommensurable avec son caractère et son tempérament. Il périt à se vouloir trop grandir.

Du moins peut-on porter témoignage de son intégrité absolue. Les dérèglements de son esprit ne furent jamais trahisons stipendiées. Déat ne se vendait pas. Il donnait allègrement son talent et son temps, avec d'autant plus de désintéressement que, comme tous les grands ambitieux, il croyait que sa réussite personnelle serait bienfaisante pour le pays. Il n'eut pas le complexe du traître. Il croyait servir l'avenir de la France. Ses intentions ne sont pas douteuses. Mais son patriotisme était un curieux mélange d'amour concret du sol et d'universalisme idéologique. En 1940, il l'a fait rester en France. En 1944, il l'a conduit en Allemagne.

On ne saurait assez déplorer qu'en cette circonstance décisive, le philosophe et le doctrinaire l'aient emporté sur le descendant d'une lignée paysanne millénaire. En août 1944, une fois encore, les Idées triomphèrent du Réel. Une ambition soudain démesurée. Une carence brusque de l'intelligence. Une orgueilleuse prétention d'avoir raison même hors de la Patrie, achèvent d'expliquer, mais non de justifier, ce qui fut plus qu'un crime, une faute.

Si Marcel Déat vit encore, la souffrance et la retraite, propices aux méditations, lui auront enseigné que ce jugement est juste. S'il est mort, paix à ses cendres, et que ce livre soit sur sa tombe, et pour sa mémoire, comme un souvenir sans haine et sans amour, un document vrai pour l'histoire.

F I N

Achévé d'imprimer
le 22 Octobre 1948
sur les presses de
l'Imprimerie Tessier,
Romainville (Seine)

Dépôt légal 4^e trimestre 1948



